

Université Paris I – Panthéon Sorbonne

UFR de Science Politique

Master 2 recherche

Vers une nouvelle figure de l'intellectuel de gauche ?

Agathe Cagé

Sous la direction de Frédérique Matonti

Année universitaire 2007-2008

L'Université n'entend donner aucune approbation ou improbation aux propos tenus dans le présent mémoire. Ceux-ci sont propres à leur auteur.

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier Frédérique Matonti, qui a accepté de diriger ce mémoire, pour ses conseils, ses remarques, son soutien.

Je souhaite également remercier Philippe Askenazy, Sophie Bouchet-Petersen, Michel Broué, Monique Canto-Sperber, Eve Caroli, Louis Chauvel, Stéphane Chomant, Olivier Ferrand, Dominique Méda, Gérard Noiriel, Serge Paugam, Thierry Pech, Romain Pigenel, Thomas Philippon, Patrick Savidan, Alain Touraine et Patrick Weil, d'avoir accepté de me recevoir, d'échanger avec moi sur ce mémoire ou de faciliter mes démarches.

Et bien sûr Julia, qui encore une fois a bien voulu tout relire, tout corriger, tout annoter.

Table des matières

Introduction	p. 6
<i>« Intellectuels de gauche » ?.....</i>	<i>p. 8</i>
<i>Quels engagements pendant la campagne présidentielle de 2007 ?.....</i>	<i>p. 12</i>
<i>Quels intellectuels de gauche ?.....</i>	<i>p. 15</i>
<i>L'engagement politique des intellectuels : un facteur de tension ?.....</i>	<i>p. 19</i>
<i>« Qu'est-ce que vous pouvez faire pour moi ? »</i>	<i>p. 22</i>
Première partie : Le microcosme des intellectuels de gauche contemporains	p. 25
« Visibilité journalistique » et choix de sollicitation politiques	p. 28
<i>Une influence concentrée entre les mains de quelques intellectuels ?.....</i>	<i>p. 29</i>
Le poids des institutions	p. 29
Le pragmatisme des intellectuels	p. 31
<i>Les choix de sollicitation des professionnels de la politique.....</i>	<i>p. 34</i>
Les « têtes chercheuses »	p. 34
« Aller chercher les mecs de qualité »	p. 37
Une place particulière réservée aux économistes	p. 40
<i>De l'économie mathématisée... ..</i>	<i>p. 41</i>
<i>... à l'intervention publique</i>	<i>p. 43</i>
Une domination masculine	p. 46
<i>La moindre visibilité des femmes</i>	<i>p. 47</i>
<i>Le « temps des femmes ».....</i>	<i>p. 50</i>
Deuxième partie : Un microcosme tourné vers les acteurs institués	p. 54
Quelles résonances dans le débat public ?	p. 54
<i>Publier à La République des Idées : une porte d'entrée dans l'espace politique</i>	<i>p. 55</i>
<i>La montée en puissance progressive d'une collection à succès</i>	<i>p. 56</i>
<i>Les nouveaux livres de chevet des (assistants) parlementaires</i>	<i>p. 59</i>

La « nouvelle critique sociale » : un répertoire d'action inédit ?	p. 61
« Ces nouveaux intellos qui veulent changer la gauche »	p. 62
<i>La République des Idées, une « réponse nouvelle à un déficit de compréhension » ? ...</i>	p. 65
De la fondation Saint-Simon à La République des Idées	p. 65
« Rendre à la société la force et la capacité de se changer »	p. 67
<i>Des outils élaborés pour les acteurs institués</i>	p. 69
La République des Idées vs Raisons d'agir ?	p. 69
Quel « destinataire » de la « nouvelle critique sociale » ?	p. 72
La spécificité des intellectuels de gauche contemporains ?	p. 75
Troisième partie : Les intellectuels de gauche contemporains : une figure en construction	p. 78
De la « nouvelle question sociale » à la « nouvelle critique sociale »	p. 79
<i>Un changement de perspective</i>	p. 79
« Construire une vision d'ensemble »	p. 81
Du « comment ça marche ? » au « qu'est-ce qu'on fait » ?	p. 83
« Moi mon rôle, ce n'est pas ça »	p. 84
<i>Une nouvelle conception de la participation au débat public</i>	p. 88
Les conditions de l'hétéronomie des intellectuels	p. 91
<i>La « propension à tenir le rôle public de l'intellectuel ».....</i>	p. 92
« Accepter les impératifs de l'univers politique »	p. 94
Un positionnement coûteux dans l'espace intellectuel	p. 94
Un coût pour quel bénéfice ?	p. 97
Conclusion : Le baptême d'une nouvelle figure de l'intellectuel de gauche ? ..	p. 99
Bibliographie	p. 103

« Je ne trouve pas que les intellectuels parlent trop, puisqu'ils n'existent pas pour moi. Mais je trouve qu'est bien envahissant le discours sur les intellectuels, et pas très rassurant »

Michel Foucault, « Le philosophe masqué » (1980)
in *Dits et écrits IV*, p. 105

Introduction

« Tous les hommes de génie auxquels on donnera des places dans les gouvernements, perdront en réalité comme en considération ; car, pour remplir les devoirs de leur place, ils négligeront des travaux plus importants pour l'humanité ; ou, s'ils ne peuvent résister à l'impulsion du génie, ils négligeront souvent les devoirs de leur place. »¹. Hommes de génie d'une part, places dans les gouvernements d'autre part, sans doute s'agit-il là d'une forme quelque peu caricaturale des rapports entre intellectuels et monde politique. Il n'en reste pas moins que saisir l'engagement politique des intellectuels de gauche aujourd'hui sous ces différents aspects revient d'une certaine manière à tenter de comprendre les termes actuels du dilemme saint-simonien.

Intellectuels, gauche, engagement politique. Si chacune de ces trois notions appelle une définition précise, leur rapprochement n'est pas non plus sans susciter des interrogations². Nous tenterons de préciser ici ce que nous entendons par chacune d'entre elles. Certes nous ne pourrions donner des intellectuels de gauche contemporains qu'un aperçu limité, tant la diversité semble caractériser ceux qui peuvent être réunis sous ce vocable unique, et c'est de plus sous l'angle de leur rapport à l'espace politique que nous tenterons de saisir leurs caractéristiques. Mais certaines spécificités sont souvent plus révélatrices que quelques grands traits applicables à l'ensemble d'une catégorie.

Le XX^e siècle a pu être désigné comme le « siècle des intellectuels », au cours duquel Michel Winock distingue, tour à tour sur le devant de la scène, trois figures tutélaires, Maurice Barrès, André Gide et Jean-Paul Sartre³. Siècle de ces intellectuels apparus, « *comme groupe et comme notion* »⁴, au siècle précédent avec l'affaire Dreyfus⁵, il a été également

¹ Saint-Simon, *Lettres d'un habitant de Genève*, cité in Louis Bodin, *Les intellectuels*, Paris, PUF, 1964, p. 79.

² Même s'il convient de noter que « *le sens commun (...) voit volontiers les intellectuels et les artistes comme autant de soutiens de la gauche institutionnelle ou révolutionnaire* » et que « *cette croyance est, pour l'essentiel, bien fondée* » (Frédérique Matonti, « Artistes, culture et intellectuels de gauche », in Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches*, Paris, La Découverte, tome 2, 2005 (rééd.), p. 684). Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, diagnostiquant l'enracinement d'une grave crise d'identité chez les intellectuels dans les années 1980, soulignent que « *l'identité en question est tout à la fois celle de la gauche et celle des intellectuels en tant que tels* » (*Les intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986, p. 233). S'agissant de l'engagement et sans présumer de la définition de la notion d'intellectuels, c'est le plus souvent par le premier que sont caractérisés les seconds. Ainsi, pour ne donner qu'un exemple, Pierre Bourdieu écrit : « *Une fois clairement posés ces préalables critiques, apparemment négatifs, je crois pouvoir affirmer que les intellectuels (j'entends toujours par là les artistes, les écrivains et les savants qui s'engagent dans une action politique) sont indispensables à la lutte sociale* » (Pierre Bourdieu, « Pour un savoir engagé », in *Contre-feux 2*, Paris, Raisons d'agir, 2001).

³ Michel Winock, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1999 (rééd.).

⁴ Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, Paris, Minuit, 1990, p. 7.

celui de la réflexion sur leur rôle, des tentatives de construction de la figure de l'intellectuel, des essais de typologie. On a ainsi vu se succéder, s'opposer et se concilier, dans la réalité comme dans les livres, les intellectuels de parti et les intellectuels experts⁶ ; les intellectuels experts, les intellectuels prophètes et les intellectuels spécifiques⁷ ; l'expert et l'intellectuel critique ; l'intellectuel collectif, rassemblement d'intellectuels spécifiques. Puis les vingt dernières années du siècle ont nourri les discours sur la fin des intellectuels⁸. Travailler sur les intellectuels de gauche aujourd'hui, ce n'est pas affirmer *a priori* que le XXI^e siècle aurait vu naître avec lui une nouvelle figure de l'intellectuel. Mais c'est mettre en perspective historique la situation actuelle pour tenter de saisir, si elles existent, ses spécificités. A partir de l'idée – qui semble peu à peu se faire jour dans le sens commun⁹ – d'un retour des intellectuels dans l'espace politique, même si elle est parfois contrebalancée par des discours allant en sens inverse, on peut faire l'hypothèse, non d'un renouveau de l'intérêt porté à ces questions, car des typologies consacrées aux intellectuels aux réflexions sur leur fin, les intellectuels n'ont jamais véritablement quitté le centre de l'attention¹⁰, mais de l'existence d'un moment qui aurait contribué, au moins en partie, à ce retour : l'élection présidentielle de

⁵ « L'histoire fournit bien d'autres exemples de ces événements étoiles dont la lumière nous parvient encore alors que leur astre émetteur est mort depuis longtemps » (*ibid.*, p. 15).

⁶ « Ces années mettent aussi en scène, pour la dernière fois peut-être, une figure caractéristique de l'un des rapports au politique des clercs au XX^e siècle, celle de l'intellectuel de parti. Mais derrière cette incarnation presque anachronique, derrière ces conseillers du Prince obéissants, s'en profile une autre, déjà opératoire alors dans d'autres organisations ou dans d'autres configurations politiques et appelée à devenir dominante, celle de l'intellectuel-expert » (Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes, essai sur l'obéissance politique. La Nouvelle Critique (1967-1980)*, Paris, La Découverte, 2005, p. 398).

⁷ « A ces deux figures concurrentes de l'intellectuel expert et de l'intellectuel prophète – dont la "révolte lettrée" de Mai 68 constitue l'incarnation par excellence – vient dans les années 1970 s'en ajouter une nouvelle – à moins qu'elle n'en soit finalement la conciliation – théorisée par Michel Foucault : l'intellectuel spécifique. » (Frédérique Matonti, « Artistes, culture et intellectuels de gauche », *op. cit.*, p. 697).

⁸ Toutefois, parallèlement à une histoire politique où la question de la fin des intellectuels semble avoir acquis le statut de point de passage obligé – c'est « la fin des intellectuels », certes sous forme interrogative, que Michel Winock donne pour titre à l'épilogue du *Siècle des intellectuels*, Jean-François Sirinelli s'interrogeant quant à lui sur « le crépuscule des clercs » (*Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1990, p. 428) –, s'est développée au tournant des années 1970-1980 une sociologie des intellectuels dont l'objet était tout autre, avec notamment la publication en 1979 de *L'intelligence en action : Le Nouvel Observateur* de Louis Pinto et de *Homo academicus* de Pierre Bourdieu en 1984.

⁹ Outre toute une campagne médiatique autour des « nouveaux intellectuels de gauche », sur laquelle nous reviendrons, l'idée d'un retour des intellectuels est aujourd'hui répandue dans l'espace politique, comme le montre par exemple le dossier de présentation interne de la Fondation Terra Nova, fondation lancée officiellement le 13 mai 2008 et qui a pour objectif de devenir le premier *think tank* progressiste de France : « une situation paradoxalement favorable : le retour des intellectuels dans le champ politique (un diagnostic renouvelé à mobiliser) ».

¹⁰ L'intérêt porté aux intellectuels ayant revêtu tour à tour des formes différentes : la longue tradition de l'essayisme a d'abord « empêché les historiens de s'attaquer à ce type de sujet. Seules d'autres disciplines, comme l'histoire des idées ou la philosophie, la sociologie, l'histoire littéraire se le réservaient. Elles se limitaient toutefois aux auteurs majeurs, aux courants d'idées dominants ou à quelques genres intellectuels consacrés. (...) C'est seulement depuis une dizaine d'années que l'époque la plus contemporaine est au centre de recherches historiques qui enfreignent ce tabou ancien. » (Christophe Charle, *Naissance des intellectuels 1880-1900*, *op. cit.*, pp. 9-10).

2007 et, plus largement, la campagne l'ayant précédé et les redistributions de cartes qui l'ont suivi et la suivent encore. Nous reviendrons sur ce qui a motivé le choix d'un tel événement pour aborder la question des rapports entre intellectuels de gauche et monde politique. Mais il nous faut avant cela aborder la question préalable des définitions adoptées.

« *Intellectuels de gauche* » ?

La diversité des prises de position, des répertoires d'action¹¹, des formes et des degrés d'engagement, peut amener à s'interroger sur la pertinence de l'idée même d'« intellectuels de gauche », qui semble contenir de manière sous-jacente celle d'un tout homogène. Deux questions se posent en effet, indépendamment même du fait de savoir à quelle gauche il est fait référence ici : celle, d'une part, de l'unicité de la notion d'« intellectuels de gauche » – y a-t-il une cohérence à rassembler sous la même expression une telle diversité de situations ou ne s'agit-il au fond que d'une désignation artificielle ? – ; et celle, d'autre part, de la définition de ces « intellectuels de gauche » – qui considère-t-on ainsi et selon quels critères ?.

Le choix qui est le nôtre d'aborder, comme point de départ, la question de l'engagement politique des intellectuels à partir de la campagne de la candidate socialiste Ségolène Royal pour l'élection présidentielle de 2007, revient en réalité à parler, plus que des « intellectuels de gauche », de ceux d'une certaine gauche¹². Il serait toutefois inapproprié d'identifier l'ensemble des intellectuels qui ont pu apporter un soutien à la candidate socialiste comme « intellectuels socialistes ». C'est, d'une part, une étiquette que nombre d'entre eux refusent et qui, de plus, renvoie implicitement à l'image d'intellectuels de parti. La réalité est, d'autre part, bien plus complexe. Même si parler d'« intellectuels de gauche » est une autre forme de simplification de cette réalité, il n'en reste pas moins que c'est, comme nous le verrons, une simplification dans laquelle les différents protagonistes se reconnaissent et qu'ils utilisent eux-mêmes pour se désigner.

¹¹ Sur la notion de répertoire d'action, on pourra se référer à Michel Offerlé, « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIII^e-XXI^e siècles) », *Politix* n°81-2008, pp. 181-202. C'est ici à un « usage "faible" de la métaphore » que nous avons recours, « qui revient à assimiler la notion de répertoire à un moyen d'action (...) ou à la somme des moyens d'action effectivement utilisés ou utilisables par une organisation ou un mouvement (...), par une catégorie sociale (les intellectuels ont un répertoire quand ils s'engagent par leur nom ou par leur œuvre) » (p. 182).

¹² L'identité d'« homme de gauche » est d'ailleurs une identité sans cesse mouvante : « les turbulences qui affectent l'homme de gauche ne sont que le reflet de la nécessité pour lui (comme pour l'homme de droite) de devoir en permanence renouveler et redéfinir son identité » (Jean-Jacques Becker, "L'homme de gauche au XX^e siècle", in Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches*, op. cit., p. 736).

L'unicité de la notion d'« intellectuels de gauche », même s'il ne s'agit que des intellectuels d'une certaine gauche, ne présume évidemment en rien de la diversité des individus qu'elle peut regrouper. Il ne s'agit ainsi pas d'unifier *a priori* un groupe, ni même de poser l'existence d'un tel groupe, mais de tenter de saisir de manière pragmatique les pratiques d'un ensemble d'individus que l'on peut considérer – et qui se considèrent – comme des « intellectuels de gauche ». Bien sûr, se pose le problème des critères de cette appellation. La désignation commune dans l'espace public de certaines personnes comme « intellectuels de gauche » ne saurait en effet faire office de justification scientifique. Pourtant, poser une définition *a priori* des intellectuels de gauche comme point de départ soulève plusieurs difficultés. Certes, une définition préalable n'est jamais exclusive, comme son nom l'indique, d'une évolution au cours de la recherche. Le jeu de construction, de déconstruction et de reconstruction que constitue une recherche implique d'ailleurs toujours une construction préalable – même si celle-ci peut se réduire à une prise de conscience et à une mise à distance des prénotions. Mais il ne s'agit pas ici de proposer un portrait d'un ensemble d'individus conditionné par la définition adoptée. Il s'agit au contraire de rompre, comme tente de le faire Christophe Charle dans *Naissance des intellectuels*, « le cercle sans fin des définitions abstraites ou normatives des "intellectuels" qui forment le point de départ de tout essai sur ceux-ci »¹³. Si notre objet sera évidemment un objet construit, la logique de cette construction ne reposera pas sur la définition préalable des « intellectuels de gauche ». Si nous travaillions en historien sur les « intellectuels de gauche » contemporains, sans doute faudrait-il nous plier à ce double point de départ systématique de toute recherche historique que semblent constituer l'affaire Dreyfus et la définition de la catégorie. Bien sûr la lecture des travaux de Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, de Michel Winock et de Christophe Charle et la diversité de leurs approches offrent au politiste une mise en perspective historique indispensable, tant du point de vue des faits que de leur problématisation¹⁴. La perspective que nous tentons d'adopter ici, n'en reste pas moins différente. Il ne s'agit pas de s'inscrire dans le prolongement de ces travaux historiques, ni d'ailleurs de s'inscrire dans les débats

¹³ Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, *op. cit.*, p. 7.

¹⁴ Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *Les Intellectuels en France de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, *op. cit.* ; Jean-François Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XX^e siècle*, *op. cit.*. Michel Winock, *La fièvre hexagonale. Les grandes crises politiques (1871-1968)*, Paris, Calmann-Lévy, 1986 ; *Le siècle des intellectuels*, *op. cit.*. Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, *op. cit.*. Soulignant le risque « d'autonomiser trop un secteur restreint de la société ou de ne l'appréhender que sous l'angle de l'histoire politique » encouru par les synthèses telles que celles de Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, Christophe Charle adopte une « approche sociologique et historique des "intellectuels", à un moment donné, [qui] ne prend tout son sens qu'en resituant ceux-ci à l'intérieur de l'espace global du champ du pouvoir contemporain et plus généralement en relation avec les transformations du recrutement social des fractions de la classe dominante » (*Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, *op. cit.*, p. 10).

récurrents depuis près de trois décennies sur le silence, le déclin ou le virage à droite des intellectuels¹⁵. La définition préalable d'une notion qui « *nourrit encore les controverses savantes ou les essais à la mode* »¹⁶ risquerait, d'une part, de contenir implicitement des jugements de valeur quant aux critères de légitimité ou d'illégitimité de toute intervention intellectuelle, et, d'autre part, de porter en creux l'affirmation de la fin ou du renouveau des intellectuels.

A l'instar de Luc Boltanski dans son étude sur les cadres, peut-être faudrait-il mieux commencer, s'agissant des « intellectuels de gauche » aujourd'hui, par renoncer à toute définition préalable. Il n'est pas question en cela de contourner la difficulté, mais au contraire de la surmonter. « *Pour sortir du cercle où s'enferment les débats sans fin et sans solution sur la "position de classe" des cadres, il faut commencer, affirme Boltanski, par renoncer à donner une "définition préalable" du groupe et prendre pour objet la conjoncture historique dans laquelle les cadres se sont formés en groupe explicite, doté d'un nom, d'organisations, de porte-parole, de systèmes de représentations et de valeurs* »¹⁷. Certes, l'objet de notre étude semble *a priori* fort éloigné de celui de Luc Boltanski dans *Les cadres*. Luc Boltanski s'intéresse à la conjoncture historique qui a vu naître la catégorie « cadres » alors que, nous l'avons souligné, la question de la naissance des intellectuels en tant que catégorie ne nous intéresse pas ici. De plus, le groupe des cadres renvoie à la structure socioprofessionnelle alors que le groupe des intellectuels ne s'inscrit pas directement dans cette structure : les cadres se définissent professionnellement comme cadres, cotisent à des caisses spécifiques et appartiennent à des organisations de cadres, « les intellectuels » ne se définissent pas professionnellement comme des intellectuels, mais comme des professeurs, des chercheurs, des artistes... La question de la définition des intellectuels, comme celle de la définition des cadres, a toutefois elle aussi nourri des débats sans fin et le groupe des intellectuels comme celui des cadres se caractérise par sa diversité intrinsèque, diversité dont nous essaierons de donner une image, même partielle.

¹⁵ Débats, nous l'avons noté, dans le monde de la recherche, mais également dans le monde journalistique. Un exemple parmi tant d'autres : *Le Point* titrait en 1982 « Les intellectuels sont-ils toujours de gauche ? », *Le Nouvel Observateur* en 2007 « Les intellos virent-ils à droite ? ». Après l'élection présidentielle, Alain Badiou déclarait au *Monde* du 14 juillet 2007 : « *Nous allons assister – ce à quoi j'aspire – à la mort de l'intellectuel de gauche, qui va sombrer en même temps que la gauche toute entière avant de renaître de ses cendres comme le phénix !* ». Alain Touraine a souligné l'absurdité qu'il y avait à parler de la « fin des intellectuels » : « *On a souvent parlé de la "fin des intellectuels". L'expression est dénuée de sens. Max Gallo a parlé plus justement du "silence des intellectuels" au début des années quatre-vingt, mais pour des raisons qui n'étaient pas les bonnes* » (*Comment sortir du libéralisme ?*, Paris, Fayard, 1999, p. 152).

¹⁶ Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, *op. cit.*.

¹⁷ Luc Boltanski, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Minuit, 1982, pp. 51-52.

Il faut ainsi prendre au sérieux, dans le cas des « intellectuels de gauche » comme dans celui des « cadres », l'existence du groupe mais aussi les difficultés auxquelles se heurte toute tentative de définition¹⁸. Nous avons déjà souligné les secondes. L'existence du groupe ne peut être mise en doute quant, à plusieurs reprises, un certain nombre de personnes signent ensemble un texte en s'autodésignant comme intellectuels (de la même manière que lorsqu'un certain nombre de personnes réclament l'affiliation à une caisse de protection autonome en tant que cadres) : dans l'*Appel des intellectuels pour Ségolène Royal* publié dans *Le Nouvel Observateur* le 1^{er} mars 2007 comme dans la *Déclaration des intellectuels républicains au sujet des événements d'Espagne* paru dans le numéro de décembre 1936 de *Commune*, plus de soixante-dix ans auparavant, se manifeste l'existence d'un groupe d'individus se donnant à voir comme « intellectuels ». Dans les pétitions, dans les interventions publiques, l'autodéfinition comme intellectuels constitue ainsi un premier point d'appui pour saisir, en dehors de toute autre définition, un principe d'identité. Être un intellectuel, c'est déjà se donner à voir comme tel¹⁹. Qui désignerons-nous dans notre recherche comme « intellectuels de gauche » ? Les individus qui, à un moment ou à un autre, sous une forme ou sous une autre – pétition, participation à une manifestation quelconque, signature d'articles, émissions radio ou télé –, se sont désignés – ou ont accepté d'être désignés – comme « intellectuels de gauche », qu'ils se définissent par ailleurs comme enseignants, chercheurs, experts, ou encore professeurs.

Le champ de notre recherche ne couvrira cependant pas l'ensemble de ceux qui, sur la base de l'autodésignation, entrent dans la catégorie « intellectuels de gauche ». A eux seuls, les signataires de pétitions d'intellectuels en faveur de la candidate socialiste représentent plusieurs centaines de personnes²⁰, aux occupations et aux profils les plus variés. Parmi les

¹⁸ *Ibid.*, p. 49.

¹⁹ « *Je ne sais pas très bien ce qu'ils entendent par "intellectuels", tous les gens qui les décrivent, les dénoncent ou les tancent. Je sais, en revanche, ce à quoi je me suis obligé, pour être un intellectuel, c'est-à-dire, après tout, un individu cérébro-spinal* » (Michel Foucault, « L'expérience morale et sociale des Polonais ne peut pas être effacée », entretien avec G. Anquetil, 1982, in *Dits et écrits IV*, Paris, Gallimard, 1994, p. 350). Il y a certes, parfois, des hésitations à se présenter comme « intellectuel » qui se traduisent par l'emploi préférentiel des mots « chercheur » ou « expert », liées, pour reprendre l'analyse du mot écrivain de Nathalie Heinich dans « Façons d'"être" écrivain : l'identité professionnelle en régime de singularité », « à l'effet de "marquage" opéré par ce terme, autrement dit la propriété de qualifier fortement l'individu auquel il est associé en l'identifiant à des représentations préexistantes, généralisées et stabilisées en forme de stéréotypes » (*Revue française de sociologie*, n°36-1995, p. 508). Nathalie Heinich distingue, dans le même article, trois moments de l'identité de l'écrivain, « "se dire", "être dit", "se sentir" écrivain » (*ibid.*, p. 519). De ce triptyque définitionnel, qui pourrait être transposé aux intellectuels, nous ne retiendrons, comme critère de désignation de ces derniers, que le premier temps – est un intellectuel celui qui se dit un intellectuel –, qui peut toutefois faire l'objet d'une déclinaison (est un intellectuel celui qui se dit ou accepte d'être dit un intellectuel).

²⁰ « [Les intellectuels] ne prennent leur importance qu'à plusieurs. (...) Dans la notion d'"intellectuels", le nombre devient force et non privation » (Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, op. cit., p. 63).

dix premiers noms de l'« appel de 200 intellectuels pour Ségolène Royal », on trouve deux anthropologues, une administratrice de production, deux sociologues, un écrivain et cinéaste, un photojournaliste, un architecte, un journaliste et un historien. Se pose ici un problème d'ordre méthodologique. Une telle diversité – uniquement illustrée dans cet exemple du point de vue de la profession –, portant sur des centaines de personnes, nécessiterait pour être saisie un traitement statistique, et donc une enquête prosopographique préalable²¹. Or nous avons fait ici le choix d'une approche qualitative des intellectuels de gauche contemporains, qui devra donc être nécessairement centrée sur l'étude d'un nombre réduit d'entre eux. C'est pourquoi il nous faut adopter un terrain de recherche qui nous permette de construire de manière cohérente notre objet de réflexion. Nous ne chercherons pas, de même que Luc Boltanski se refuse à le faire dans son étude sur les cadres, « à déterminer les "critères" au moyen desquels le groupe "doit" être défini et les "frontières" qu'il "faut" lui donner pour obtenir un objet palpable et bien délimité »²². L'important n'est pas d'obtenir, on l'a dit, et encore moins de prendre comme point de départ, un objet aux frontières strictement définies. Il ne s'agit donc ni de privilégier un sous-groupe dans le groupe des intellectuels de gauche qui constituerait un noyau dur ou qui serait représentatif de l'ensemble du groupe, ni de nous intéresser uniquement aux « grandes figures » contemporaines parmi les intellectuels de gauche. Mais il nous faut parvenir à trouver un point d'accroche qui nous permette de saisir les rapports entre l'espace intellectuel et l'espace politique aujourd'hui à travers les différentes formes d'engagement. Un premier regard porté sur les mobilisations et engagements divers d'intellectuels en faveur de la candidate socialiste pendant la campagne présidentielle peut se révéler utile à cette fin²³.

Quels engagements pendant la campagne présidentielle de 2007 ?

²¹ C'est à un tel traitement que Christophe Charle soumet, dans *Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, les signataires de pétitions d'intellectuels au cours de l'affaire Dreyfus, croisant des critères tels que l'établissement d'exercice, le statut et la discipline s'agissant des prises de position des universitaires, la profession, le nombre de publications ou la décennie de naissance.

²² Luc Boltanski, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, op. cit., p. 52.

²³ C'est en les saisissant dans leurs pratiques que l'on pourra confronter les intellectuels de gauche contemporains et les hypothèses que nous tenterons d'avancer sur eux, tout comme Christophe Charle vérifie ses hypothèses d'interprétation « tant sur le plan de la sociologie des camps en présence que sur celui des idéologies et des représentations sociales qu'ils défendent » à travers la « lecture des diverses pétitions et polémiques qui opposent "intellectuels" dreyfusards et antidreyfusards » (Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, op. cit., p. 15).

Etymologiquement, « engagement » désigne depuis 1945 « l'attitude de l'intellectuel, de l'artiste qui met sa pensée ou son art au service d'une cause »²⁴. On peut, à partir d'une telle définition de l'engagement, qui ne présume en rien de la multiplicité des figures qu'il peut prendre et surtout de la multiplicité des degrés d'implication, saisir l'intégralité des formes que le soutien des intellectuels de gauche à la candidate socialiste a recouvert. Si ces différentes formes appellent un véritable travail de mise en ordre et de réflexion, et s'il y a peu d'intérêt à livrer brutes de simples listes de noms et de fonctions et une chronologie des différents événements, une présentation factuelle des engagements dans leur diversité n'en reste pas moins un préalable nécessaire.

Plusieurs pétitions d'intellectuels²⁵ ont été lancées en faveur de Ségolène Royal – il faudrait cependant pouvoir mesurer l'implication des signataires²⁶. La première est publiée le 1^{er} mars 2007 dans *Le Nouvel Observateur* : c'est l'« appel des 150 » qui deviendra, sous une forme un peu modifiée, l'appel « Avant qu'il ne soit trop tard », appel lancé par Michel Broué, Nicole Lapiere, Jean-Pierre Mignard et Benjamin Stora. Puis, le 4 avril, dans *Les Echos*, « 27 économistes » se prononcent en faveur de Ségolène Royal, à l'initiative de Dominique Méda (relayée par Thomas Philippon). Un appel des universitaires et enseignants-chercheurs du supérieur circule sur internet à partir du 13 avril. Un appel de 200 intellectuels, « Le 22 avril, assumer notre responsabilité », est publié le 19 avril dans *Libération* (à l'initiative d'Etienne Balibar, Loïc Wacquant et Patrick Weil, appel que signent plusieurs « personnalités d'extrême gauche »), un appel du monde économique et de l'entreprise le 30 avril dans *Le Monde* (à l'initiative de Dominique Méda). Enfin, un appel d'universitaires, chercheurs et personnalités est publié sur nouvelobs.com le 2 mai, également à l'initiative de Loïc Wacquant et Patrick Weil.

Outre les pétitions, trois autres types de mobilisation peuvent être distingués, de manière schématique. Ces trois formes de mobilisation n'ont en aucun cas été exclusives les unes des autres, les mêmes acteurs circulant entre les différents mouvements, et, à l'intérieur de

²⁴ Alain Rey (dir.), *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Le Robert, 2000.

²⁵ Ce ne sont évidemment pas les seules pétitions de soutien à la candidate socialiste. A ainsi circulé sur internet à partir du 22 mars (à un mois du premier tour), un texte intitulé « Un million de femmes s'énervent », qui reprend une tribune de Geneviève Brisac paru dans *Le Monde* du 21 mars. La scène musicale lyonnaise publie le 2 mai, soit quatre jours avant le second tour, un communiqué d'artistes appelant à voter contre Nicolas Sarkozy. Parmi les pétitions d'intellectuels, signalons l'existence d'un texte un peu à part, car refusé plusieurs fois à publication, l'appel des « intellectuelles pour Ségolène Royal », lancé par Eliane Viennot et signé notamment par Françoise Dupont, Françoise Gaspard, Françoise Héritier, Florence Montreynaud et Claude Servan-Schreiber.

²⁶ Plusieurs d'entre eux m'ont ainsi confié avoir retrouvé leurs noms dans plusieurs textes alors qu'ils n'avaient donné qu'un seul accord. Les signataires d'une pétition peuvent en être les initiateurs ou être proches des initiateurs, avoir été contactés plusieurs fois avant d'accepter de signer ou ils peuvent au contraire avoir demandé, sans être préalablement sollicités, à signer un texte.

chacune d'elles, des degrés d'implication différents peuvent être saisis. La première de ces formes a été constituée par le mouvement des Amis de Ségolène Royal – lancé officiellement par la soirée du Bataclan du 20 janvier 2007 –, « *task force* » créée par Pierre Bergé et Julien Dray, qui organisera plusieurs manifestations publiques réunissant un certain nombre de spécialistes (chercheurs ou professionnels), autour d'un thème de société : « l'économie » (le 8 mars 2007), avec Philippe Aghion, Philippe Askenazy, Eve Chiapello, Eric Heyer²⁷, Eric Maurin, Dominique Méda, Pierre-Alain Muet et Thomas Philippon ; « les enseignants » (le 21 mars 2007), avec Philippe Aghion, Gérard Aschieri, Jean-Louis Auduc, Laurent Bouvet, Jean-Hervé Cohen, Bruno Descroix, Agnès Van Zanten et Caroline Werkoff ; « la justice » (le 4 avril 2007), avec Jean-Pierre Mignard, Arnaud Montebourg, Serge Portelli, André Vallini et Dominique Barella.

Le groupe formé par Michel Broué, Nicole Lapierre, Jean-Pierre Mignard et Benjamin Stora a été à l'origine d'une deuxième série d'initiatives. Ils ont en effet lancé l'« appel des 150 » du *Nouvel Observateur* et organisé la soirée « 22 paroles pour le 22 avril » à la Maison de l'Amérique latine, soirée qui a réuni le 5 avril 2007 vingt-deux signataires de la pétition pour qu'ils s'expriment « *depuis leur domaine de savoir, leur domaine de recherche, leur champ de connaissance (...) en intellectuels, c'est-à-dire en esprits libres et critiques* »²⁸. Ils ont enfin participé à l'organisation de la soirée des « mille » en faveur de Ségolène Royal au gymnase Japy le 12 mars 2007 et étaient présents à Charléty au meeting du 1^{er} mai²⁹.

Enfin, c'est au sein même des équipes de campagne de Ségolène Royal que l'on peut inscrire la troisième forme d'engagement des intellectuels. Certains intellectuels ont en effet travaillé en lien direct avec la candidate socialiste (Dominique Méda, Thomas Philippon dans le « groupe Entreprise », Thomas Piketty dans le groupe des économistes) ou avec sa proche conseillère, Sophie Bouchet-Petersen (ce qui a été le cas, par exemple, de Patrick Weil).

²⁷ La question des degrés d'engagement et du sens pris par la participation aux différentes initiatives est parfaitement posée par le cas de la participation d'Eric Heyer à ce forum. *Libération* indique en effet dans son article du 9 mars 2007 consacré à l'événement qu'Eric Heyer, économiste à l'OFCE, demande « *de préciser qu'il a participé au débat au titre d'expert et non de citoyen engagé* ».

²⁸ Extrait du discours introductif de la soirée d'Edwy Plenel. Sont intervenus durant cette soirée Marc Abélès, Paul Allières, Christian Baudelot, Carmen Bernand, Michel Broué, André Burguière, Antoinette Fouque, Françoise Héritier, Marcel-Francis Kahn, Julia Kristeva, Nicole Lapierre, Jean-Pierre Mignard, Janine Mossuz-Lavau, Pap Ndiaye, Michelle Perrot, Thomas Piketty, Evelyne Pisier, Benjamin Stora, Luc Walensi et Emmanuel Wallon (Dominique Méda a quant à elle envoyé un texte).

²⁹ L'engagement des intellectuels passe en effet également par la présence, le plus souvent conjointement aux « artistes », à des meetings comme ceux de Japy ou de Charléty, mais aussi par la participation à des émissions télévisées ou radiophoniques (on a ainsi vu, au cours de la campagne, Thomas Piketty soutenir Ségolène Royal sur les plateaux de télévision (par exemple, le 29 avril 2007, sur le plateau de France Europe Express pour une émission consacrée au deuxième tour) et entendu, sur France Inter, Michel Broué aux côtés de la candidate socialiste).

La campagne présidentielle, en tant que moment politique particulier et moment particulier de prises de positions, de définition et de redéfinition, d'action et de tensions dans l'espace intellectuel, peut jouer comme un révélateur efficace de réalités plus difficilement saisissables en période « normale », même s'il faut avoir conscience qu'elle a produit des engagements occasionnels, dépendants au moins en partie des réalités politiques du moment³⁰. Prisme pour saisir l'engagement des intellectuels de gauche, elle est cependant un prisme à la fois trop large et trop étroit. Trop étroit car le tableau des engagements pendant cette campagne n'a d'intérêt que s'il s'inscrit dans une perspective plus vaste, celle d'une analyse des engagements politiques des intellectuels aujourd'hui, de leurs conditions et de leurs coûts, au-delà du temps strict de la campagne. Trop large car un tableau où apparaissent plusieurs centaines d'acteurs ne permet pas d'aller interroger, au sens propre comme au sens figuré, toutes les spécificités de ces acteurs, les conditions de leurs engagements, le sens de ces engagements. Seul, nous l'avons souligné, un travail de type prosopographique permettrait de prendre en considération l'ensemble de ces acteurs, mais au risque de faire disparaître les individualités derrière les regroupements statistiques. Nous avons donc fait le choix de ne pas conduire ce type de travail, et par conséquent de ne pas nous intéresser à la totalité des acteurs en présence. Comment alors saisir les engagements des intellectuels de gauche dans leurs spécificités tout en reflétant leur diversité ? Quel terrain adopter pour comprendre les rapports et les tensions entre espace intellectuel et espace politique ?

Quels intellectuels de gauche ?

Un forum, à l'initiative de La République des Idées, a rassemblé à Grenoble les 12, 13 et 14 mai 2006, quelques mois avant le début de la campagne présidentielle et alors même que la campagne interne au PS en vue de la désignation du candidat socialiste commençait à prendre de l'ampleur, autour d'une trentaine de tables rondes sur le thème de la « nouvelle critique sociale », près de deux cents chercheurs, acteurs de terrain et artistes et attiré près de huit mille visiteurs. Soixante-dix des deux cents intervenants peuvent être considérés comme des intellectuels. Or, parmi ces soixante-dix personnes, trente vont apporter, sous une forme ou sous une autre, un soutien à la candidate socialiste lors de la campagne présidentielle. Qu'ils

³⁰ Sur l'analyse d'une « mobilisation intellectuelle » en période de crise, on pourra se référer à Boris Gobille, « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 1968. Capital politique, capital littéraire et conjoncture de crise » (*Actes de la recherche en sciences sociales*, n°158-2005, pp. 30-61), qui s'appuie notamment sur la sociologie des crises politiques de Michel Dobry (*Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986).

soient sociologues (Robert Castel, François Dubet, Marie Duru-Bellat, Alain Ehrenberg, Dominique Glasman, Yves Lichtenberger, Serge Paugam, Irène Théry), économistes (Philippe Askenazy, Daniel Cohen, Jérôme Gauthier, Eric Maurin, Thomas Piketty), politistes (Laurent Bouvet, Olivier Ihl, Bruno Palier, Yves Sintomer, Françoise Vergès), philosophes (Daniel Bounoux, Guillaume Le Blanc, Jean-Claude Monod, Patrick Savidan), historiens (Ivan Jablonka, Pap N'Diaye, Patrick Weil), anthropologue (Agnès Fine) ou autres (Frédéric Martel, écrivain et journaliste, Dominique Méda, philosophe et sociologue, Thierry Pech, éditeur, Pierre Rosanvallon, historien et philosophe), ils ont tous signé une pétition, pris la parole lors d'une manifestation de soutien ou travaillé avec les équipes de campagne. S'ils ne représentent qu'une fraction des intellectuels de gauche qui se sont engagés auprès de la candidate socialiste, ils couvrent ensemble l'intégralité des pétitions et des mobilisations en sa faveur. Divers par leurs âges, leurs parcours, leurs spécialisations, ils le sont aussi par les formes qu'a pris leur engagement et les motivations qu'il a pu recouvrer. Réunis par une certaine proximité de pensée, les intellectuels présents à Grenoble ne forment néanmoins en aucun cas un groupe³¹. Les saisir dans leur diversité, comprendre les divergences de positions et de motivations, nous permettra de rendre compte des engagements des intellectuels de gauche aujourd'hui dans leur complexité.

S'il faut avoir conscience de la « dimension marketing » du forum de Grenoble³², il n'en permet pas moins de soulever quelques questions essentielles. Organisé en partenariat avec *Le Monde* et France culture, préparé avec la revue *Esprit*, le magazine *Alternatives économiques*, *Les Inrockuptibles*, *Les Cahiers du Cinéma* et la revue *Mouvement*, il pose ainsi, d'une part, la question du lien entre l'espace intellectuel et les médias aujourd'hui (d'autant plus que *Le Nouvel Observateur* a à cette occasion consacré un dossier spécial aux intellectuels de gauche)³³. Le partenariat entre les intellectuels présents à Grenoble et *Le Monde*, *Alternatives économiques*, *Le Nouvel Observateur* ou France culture n'est certes pas inédit. Chaque titre de La République des Idées est présenté à sa sortie dans les colonnes du *Monde* et d'*Alternatives*

³¹ La volonté de se démarquer du forum de Grenoble est apparue à plusieurs reprises au cours d'entretiens menés avec des participants. La position de Serge Paugam est à ce sujet révélatrice : « *Moi je n'appartiens pas à une pensée qui épousait totalement les contours des intellectuels qui se trouvaient à Grenoble. J'étais là parce que je n'étais pas contre, mais de là à être complètement défini par une identité marquée par ce qui s'est passé à Grenoble, non.* » (entretien du 11 janvier 2008).

³² Dominique Méda, entretien du 8 avril 2008.

³³ L'existence d'un partenariat avec un titre de presse renforce la capacité de diffusion dans l'espace public. L'Observatoire des inégalités, cofondé en 2003 par Patrick Savidan et Louis Maurin, journaliste à *Alternatives économiques*, a ainsi bénéficié des réseaux de ce dernier, notamment dans l'espace journalistique (entretien avec Patrick Savidan, 7 mai 2008).

économiques et leurs auteurs³⁴ sont le plus souvent à cette occasion invités dans les studios de France culture. Thomas Piketty est un chroniqueur régulier de *Libération*, Pierre Rosanvallon et Daniel Cohen sont éditorialistes associés au *Monde*, dans lequel Philippe Askenazy (également chroniqueur en 2007 pour *Les Echos*) rédige depuis janvier 2008 une chronique économique toutes les trois semaines. Les colonnes du *Monde* sont d'ailleurs largement ouvertes aux articles des intellectuels de gauche présents à Grenoble³⁵. *Le Nouvel Observateur* a invité, sous la bannière « Elysée 2007 », dix intellectuels à tenir un journal en ligne de février à juin 2007, afin de « perpétuer la tradition toujours vivace de l'engagement d'intellectuels et de chercheurs dans une campagne, sollicités pour expliciter les thèmes et enjeux électoraux mais aussi pour formuler des opinions ou prises de positions argumentées ». Parmi eux, Philippe Askenazy, François Dubet, Eric Maurin ou encore Thierry Pech. L'hebdomadaire avait organisé, en septembre 2006, un échange épistolaire entre candidats à la désignation socialiste et chercheurs (dont Philippe Askenazy, Jérôme Gautié et Thomas Piketty). Ce sont enfin *Libération*, *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur*, *Les Echos* qui ont accueilli les pétitions de soutien d'intellectuels de gauche à Ségolène Royal. Il nous faudra donc tenter de comprendre la nature des liens entre les intellectuels de gauche aujourd'hui et l'espace journalistique, leurs significations et leurs effets sur la diffusion des travaux dans l'espace public, et de saisir leur singularité, au regard de ce qu'ils étaient auparavant³⁶.

Le forum de Grenoble permet, d'autre part, de poser la question des liens entre les intellectuels de gauche, les acteurs de terrain et les professionnels de la politique. Les relations que les intellectuels entretiennent avec les partis politiques ou leurs organisations satellites constituent en effet une des dimensions de leur engagement. A Grenoble, aucun politique n'avait volontairement été convié³⁷. L'accent avait été mis sur un travail direct et

³⁴ Parmi lesquels Philippe Askenazy, Robert Castel, Daniel Cohen, François Dubet, Marie Duru-Bellat, Eric Maurin, Dominique Méda, Bruno Palier, Thierry Pech et Patrick Weil.

³⁵ Entre le 1^{er} avril 2006 et le 22 avril 2008, la moitié des trente intellectuels ayant soutenu la candidate socialiste présents à Grenoble avait signé au moins un article dans *Le Monde*. Ensemble, ils avaient publié 33 articles ou points de vue. Il faut ajouter à ces articles l'association, entre novembre 2005 et mars 2006 du *Monde* et de *La République des Idées* pour présenter un « audit mensuel de la société française » : nouvelles précarités par Pierre Rosanvallon en novembre, pénibilité au travail par Philippe Askenazy en décembre, crise sociale française par François Dubet et Marie Duru-Bellat en janvier, discrimination positive à l'école par Patrick Weil en février, territoires par Laurent Davezies et Pierre Veltz en mars. Ces articles ont été repris dans *La nouvelle critique sociale*, ouvrage publié par *Le Monde* et *La République des Idées* le 11 mai, à la veille du forum de Grenoble. Ce collectif, auquel ont participé Philippe Askenazy, Louis Chauvel, Laurent Davezies, François Dubet, Marie Duru-Bellat, Eric Maurin, Thierry Pech, Thomas Piketty, Pierre Rosanvallon et Pierre Veltz, présente également des articles sur le déclassement social, la fracture générationnelle et les formes modernes de la pauvreté.

³⁶ Des recompositions, nous le montrerons, sont intervenues dans le rapport des intellectuels de gauche et des médias.

³⁷ Entretien avec Thierry Pech, 18 janvier 2008.

conjoint entre chercheurs et acteurs de terrain. La volonté, clairement affichée à Grenoble, de n'être récupéré ni par un courant, ni par un parti, est présente dans nombre de discours des intervenants du forum sur leurs propres pratiques³⁸. Pourtant, plusieurs faisaient et font partie de groupes de réflexion au service des ténors socialistes (*A gauche en Europe*, cofondé en 2002 par Dominique Strauss-Kahn et Michel Rocard, qui a réuni de manière régulière jusqu'à la désignation de Ségolène Royal comme candidate officielle du PS des intellectuels autour de la construction du programme du potentiel futur candidat Dominique Strauss-Kahn ; le « groupe des vingt », inauguré le 22 mars 2008, animé par Philippe Aghion et qui réunit mensuellement autour de Ségolène Royal dix intellectuels et dix hommes politiques afin de mettre au point son nouveau projet, auxquels viennent s'ajouter, selon les thèmes abordés, un certain nombre de chercheurs). C'est cette double posture – autonomie affichée vis-à-vis des partis et participation directe à des projets politiques – et la difficulté de concilier la pratique scientifique et la participation politique qui peut en découler, les tensions qu'elle peut créer, qu'il nous faudra interroger. Elle devra être comprise à la lumière de la nature des travaux menés par ces intellectuels, d'autant que, nous tenterons de le montrer, c'est notamment à partir de leurs réflexions scientifiques (sous une forme vulgarisée), le plus souvent en prise directe avec les politiques publiques, que l'engagement politique des intellectuels de gauche contemporains se fait³⁹.

Le forum de Grenoble, enfin, a été organisé par La République des Idées, « *atelier intellectuel international* » fondé en 2002 par Pierre Rosanvallon. Si La République des Idées, bien qu'elle se présente comme « *atelier intellectuel* » et non comme club de pensée ou *think tank*, doit en réalité être réinscrite dans le vaste univers des « boîtes à idées » de gauche

³⁸ « *On n'est pas la voix de quelqu'un* » (Thierry Pech, entretien du 18 janvier 2008).

³⁹ Cette dimension semble essentielle pour comprendre l'engagement des intellectuels contemporains. Chercheurs en sciences sociales pour une grande partie d'entre eux, ils ne prennent, à quelques exceptions près, la parole publiquement qu'à partir de leurs domaines de spécialisation. La pétition de soutien des 27 économistes à Ségolène Royal publiée dans *Les Echos* est révélatrice de cette posture : c'est par une analyse des programmes économiques qu'est justifiée leur prise de position (« *Nous sommes des économistes aux parcours divers et aux opinions variées travaillant dans des universités et des centres de recherche français ou étrangers. Nous sommes convaincus que pour redresser l'économie française et répondre aux défis du plein-emploi et de la préservation de l'environnement, plusieurs réformes fondamentales sont nécessaires. (...) Nous ne partageons pas nécessairement toutes les idées du pacte présidentiel de Ségolène Royal, mais nous soutenons sa candidature à la présidence de la République parce que son approche est la seule qui prenne en compte ces différents aspects* »). L'identité des sujets abordés par les intellectuels dans l'espace public et dans leurs travaux scientifiques, même si l'on sera appelé à la préciser, n'a pas toujours été la pratique en vigueur chez les intellectuels. Ainsi, la production politique des intellectuels communistes les plus dotés en capital universitaire, des années 1950 aux années 1970, était souvent fortement distincte, quant aux thèmes abordés, de leur production scientifique (cf. Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes, essai sur l'obéissance politique. La Nouvelle Critique (1967-1980), op. cit.*). Cette identité des sujets s'inscrit également contre la posture de l'intellectuel total, porté « *à se porter sur tous les fronts de la pensée, de la politique, etc., sans avoir toujours les armes* » (Pierre Bourdieu, entretien accordé à *L'Évènement du jeudi*, 10-16 septembre 1992).

françaises⁴⁰, deux éléments justifient qu'une place particulière lui soit accordée dans une réflexion sur les intellectuels de gauche contemporains. D'une part, il y a un effet de mode indéniable de La République des Idées, dans l'espace journalistique et dans l'espace politique. Or, on peut faire l'hypothèse que l'affirmation de Pierre Bourdieu selon laquelle « *la visibilité journalistique, elle-même liée à la fréquence des interventions hors du champ de production restreinte (...), notamment dans la politique, est une composante majeure de la définition de l'intellectuel* »⁴¹, est toujours valable aujourd'hui. Les ouvrages de la collection La République des Idées au Seuil, dont chaque publication reçoit un large écho dans l'espace journalistique, sont devenus des références quasi obligatoires des rapports parlementaires et des débats de l'Assemblée nationale⁴². La République des Idées est devenue un relais privilégié de la parole publique des chercheurs lorsqu'elle s'exprime collectivement dans les médias⁴³. Il faudra tenter de comprendre non seulement les fondements de cette diffusion médiatique, mais également le sens de la dimension collective que peut prendre le travail de La République des Idées. D'autre part, l'atelier de Pierre Rosanvallon, qui se veut avant tout tourné vers la production intellectuelle⁴⁴, s'est donné la « nouvelle critique sociale » comme objet. Or, si les liens entre intellectuels et professionnels de la politique constituent une des dimensions de leur engagement, la nature de leurs objets de réflexion en est une autre. Il nous faudra ainsi questionner l'idée de « nouvelle critique sociale » quant à ses références, ses interlocuteurs privilégiés, sa signification. Son caractère inédit demande à être interrogé, de même que les finalités qu'elle cherche à atteindre.

L'engagement politique des intellectuels : un facteur de tension ?

Se pose enfin la question des « coûts » et des « bénéfices » de la participation au jeu politique pour les intellectuels. Il faut en effet mesurer les effets dans l'espace intellectuel –

⁴⁰ En activité au moment de la campagne présidentielle de 2007, on trouvait, dans l'orbite du PS, *A gauche en Europe* auprès de Dominique Strauss-Kahn, le club Réformer de Martine Aubry, le club Gauche moderne de Jean-Marie Bockel, la Fondation Jean-Jaurès, reconnue d'utilité publique depuis 1992 et, dans le reste de la gauche, outre La République des Idées, *En temps réel*, présidé par Gilles de Margerie, *Sauvons l'Europe*, lancé par Joël Roman, *Convictions*, fondé par Jean-Baptiste de Foucault, *Confrontations*, animé par Jean-Pierre Mignard, *Réunir*, mené par Bernard Kouchner, la Fondation Copernic d'Yves Salesse et, depuis 2004, la Fondation Gabriel Péri, présidée par Robert Hue.

⁴¹ Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, Paris, Minuit, 1984, p. 281.

⁴² Nous tenterons de présenter de manière précise la double réception médiatique et politique des ouvrages de cette collection.

⁴³ Ainsi de l'organisation avec *Le Monde* de l'« audit mensuel de la société française » entre novembre 2005 et mars 2006 ou de celle, avec *Le Nouvel Observateur*, d'échanges épistolaires entre chercheurs et candidats à l'investiture socialiste en septembre 2006, citées supra.

⁴⁴ Entretien avec Thierry Pech, 18 janvier 2008.

en termes de carrière, de stigmatisation, de crédibilité scientifique – des contacts avec le monde politique. Les relations entre l'espace intellectuel et l'espace politique traduisent des rapports complexes. Si l'appartenance à certaines disciplines et, à l'intérieur de ces disciplines, certaines spécialisations, semblent plus que d'autres porter, comme nous tenterons de le montrer, les chercheurs à intervenir dans le débat public, il n'y a toutefois pas d'automaticité entre les travaux conduits et les choix d'intervention. Si les interventions des intellectuels supposent que des opportunités leur soient offertes dans l'espace politique, lorsque les portes de cet espace leur sont ouvertes, elles ne sont pas systématiquement franchies⁴⁵. Les motivations qui poussent les intellectuels à les franchir sont en réalité diverses et complexes⁴⁶, et les conséquences de ce choix multiples. L'intervention dans l'espace politique procure en effet aux intellectuels certains bénéfices. Elle peut, d'une part, être à la source de rétributions symboliques, non matérielles⁴⁷ – le statut d'intellectuel permet de participer à l'action politique sans être un professionnel de la politique –, mais également de rétributions matérielles⁴⁸. Elle peut d'autre part jouer sur la position occupée dans l'espace intellectuel. Daniel Gaxie soulignait en 1977 à propos des intellectuels communistes, qu'en « *jouant de leur position universitaire ou scientifique à l'intérieur de l'organisation et de leur responsabilité politique dans le champ intellectuel, [ils pouvaient] économiser les coûts qui jalonnent la conquête de la notoriété et maximiser le rendement symbolique de leur activité* »⁴⁹. Si on ne peut comprendre cette affirmation en dehors de son contexte, elle n'en pose pas moins une question qui reste d'actualité aujourd'hui : l'engagement des intellectuels a-t-il un effet bénéfique en retour pour ces intellectuels au sein de l'espace intellectuel ? La question des coûts de l'engagement, et donc des répercussions négatives de cet engagement dans

⁴⁵ « *Il y a ceux qui s'engagent et ceux qui nous éclairent. Le degré d'engagement ou de non-engagement dépend d'eux, la fonction d'inspiration de leurs travaux dépend de nous* » (Sophie Bouchet-Petersen, entretien du 27 mai 2008).

⁴⁶ Gisèle Sapiro souligne ainsi dans son article sur « La Raison littéraire » que l'engagement politique peut être un acte politique mais aussi une forme de distinction dans le champ intellectuel, « *l'engagement politique [étant] une pratique légitime dans un champ où, pour exister, il faut se distinguer* » (*Actes de la Recherche en sciences sociales*, n°111-112, mars 1996, p. 3).

⁴⁷ Au sens de Daniel Gaxie dans « Economie des partis et rétributions du militantisme », qui montre que les activités politiques des militants leur procurent des satisfactions autres que directement matérielles, liées à l'attachement à la cause et à la satisfaction de défendre ses idées, même si elles ne constituent que de faibles mobiles de l'adhésion à un parti ou à un syndicat (*Revue française de science politique*, n°27-1977, p. 125).

⁴⁸ Il serait intéressant de tenter de mesurer l'effet de la participation à l'espace politique sur les tirages de livres ou la possibilité d'obtenir des chroniques dans les grands quotidiens. Notons que l'Institut Edgar Quinet rémunère ses experts, à hauteur de 1500 euros. Sur les possibles rétributions matérielles d'un intellectuel pour sa participation politique, on pourra se référer à Frédérique Matonti, « Les "bricoleurs" : les cadres politiques de la raison historienne : l'exemple de La Nouvelle critique », *Politix*, n°36-1996, pp. 95-104, qui prend l'exemple de la responsabilité d'une série d'ouvrages au Livre-club Diderot qui assurait « *en matière de droits d'auteur au coordinateur ou à l'auteur, de substantielles rentrées financières* » (p. 99).

⁴⁹ Daniel Gaxie, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *op. cit.*, p. 136.

l'espace intellectuel, se pose de façon symétrique. Ces coûts peuvent en effet être matériels⁵⁰ mais aussi symboliques. Les intellectuels qui s'engagent n'acceptent-ils pas un « *marché implicite* » ? On peut faire l'hypothèse qu'aux bénéfices symboliques et aux émotions supérieures que le jeu politique est susceptible d'apporter répondent « *la subordination du savoir à la stratégie ponctuelle et au-delà le sacrifice des valeurs constitutives du champ intellectuel* » à ce jeu⁵¹.

L'espace intellectuel et l'espace politique sont en effet deux espaces qui possèdent leurs règles et leurs valeurs propres⁵². C'est l'autonomisation du champ intellectuel qui, pour Bourdieu, a rendu possible l'intervention de l'intellectuel dans le champ politique, la constitution de l'intellectuel comme intellectuel : « *l'intellectuel se constitue comme tel en intervenant dans le champ politique au nom de l'autonomie et des valeurs spécifiques d'un champ de production culturelle parvenu à un haut degré d'indépendance à l'égard des pouvoirs (et non, comme l'homme politique à fort capital culturel, sur la base d'une autorité proprement politique, acquise au prix d'un renoncement à la carrière et aux valeurs intellectuelles)* »⁵³. C'est cette autonomie et ces valeurs spécifiques qu'il convient d'interroger. A partir de quelles valeurs en effet les intellectuels interviennent-ils dans l'espace public aujourd'hui ? Dans quelle mesure sont-ils subordonnés aux règles du jeu politique quand ils interviennent dans cet espace ? L'autorité qu'ils ont acquise dans l'espace scientifique et qui fonde la légitimité de leur intervention peut-elle être affectée par cette intervention ? Si Pierre Bourdieu rappelle les conditions qui ont historiquement rendu possible l'émergence de la figure de l'intellectuel, à savoir l'existence d'un champ intellectuel autonome, c'est la question des conditions de leur hétéronomie qui peut être posée aux intellectuels contemporains. Accepter au moins en partie, par la participation à l'espace politique, les règles du jeu politique et renoncer par là-même, dans le cadre de cette participation, aux règles du jeu scientifique⁵⁴, alors même que c'est au nom de ces dernières et

⁵⁰ La participation au jeu politique est ainsi, par exemple, coûteuse en temps. Or, nous le montrerons, ces coûts font l'objet d'arbitrages différenciés chez les femmes et chez les hommes.

⁵¹ Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes, essai sur l'obéissance politique. La Nouvelle Critique (1967-1980), op. cit.*, p. 398.

⁵² Valeurs non seulement spécifiques mais qui se révèlent de plus le souvent contradictoires, ce qui a des conséquences directes pour les intellectuels : « *Reste que la position de philosophe de parti demeure difficilement tenable puisque les valeurs, quant à elle, du champ philosophique et du champ politique sont contradictoires. Elle oblige à des constructions identitaires fragiles ou périlleuses. Pour ceux, pourvu de ressources, qui peuvent escompter mener une carrière académique, la position peut se révéler finalement coûteuse si elle est occupée trop longtemps* » (*ibid.*, p. 248).

⁵³ Pierre Bourdieu, *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1992, pp. 186-187.

⁵⁴ Emmanuel Kant, dans la *Critique de la raison pratique*, définit l'hétéronomie comme « *la dépendance à l'égard de la loi naturelle, de quelque impulsion ou de quelque penchant, [la volonté ne se donnant] plus à elle-même la loi, mais seulement le précepte d'une obéissance raisonnable à une loi pathologique* ».

sur des objets qu'elles ont contribué à produire que la participation se fait le plus souvent, c'est, d'une certaine manière, accepter de vivre en tension entre l'espace intellectuel et l'espace politique.

« *Qu'est-ce que vous pouvez faire pour moi ?* »

Comprendre cette tension nécessitait de rencontrer non seulement les intellectuels de gauche engagés dans l'espace public aujourd'hui mais également, d'une part, ceux préférant rester plus en retrait et, d'autre part, les personnes chargées, auprès des professionnels de la politique de gauche, des relations avec les intellectuels⁵⁵. Rares sont ceux qui n'ont pas répondu positivement à mes demandes d'entretien⁵⁶. C'est sans véritable difficulté que l'accès à mon terrain s'est fait, ce qui n'est pas sans lien avec ce que je pouvais représenter aux yeux de ceux qui ont accepté de me recevoir⁵⁷. S'agissant des intellectuels, leur profession d'enseignants-chercheurs et mon statut d'étudiant a sans aucun doute facilité mon accès au terrain : il semblait tout naturel pour eux de me recevoir afin de faciliter mon travail, cela s'inscrivant dans la continuité de leur mission pédagogique. Alors que je remerciais Alain Touraine de m'avoir accordé près de deux heures, il me répondit ainsi tout simplement que c'était son métier. Le fait que je sois élève à l'ENS, école où ont été élèves et/ou enseignant une part importante des intellectuels que j'ai pu rencontrer, a sans doute joué dans le même sens. La conduite d'entretiens ou de rencontres plus informelles⁵⁸ avec des intellectuels au sujet de leurs pratiques n'est toutefois pas sans poser quelques difficultés, liées non à une mauvaise volonté de mes « enquêtés », qui ont tout fait pour faciliter mon travail, mais à leur penchant naturel à la réflexivité qui les poussait parfois naturellement à me confier, plus que

⁵⁵ J'ai conduit dans ce cadre quatorze entretiens, dont six auprès de participants du forum de Grenoble (voir la liste en bibliographie), et dont deux, ceux de Serge Paugam et de Thomas Philippon, ont été enregistrés, les douze autres ayant fait l'objet d'une prise de notes intégrale (voir note 58).

⁵⁶ Si certains emplois du temps ou des postes à l'étranger ont rendu matériellement impossibles quelques rencontres, tous ceux qui ont pu se libérer pour me recevoir, c'est-à-dire la grande majorité des personnes que j'ai contactées, l'ont fait en manifestant une véritable volonté de m'aider dans ma recherche, me signalant tous les personnes à aller voir et me communiquant lorsque ça leur était possible leurs coordonnées, m'indiquant au moment de nous quitter de ne pas hésiter à les recontacter si jamais le besoin s'en faisait sentir.

⁵⁷ « *Recourir à une enquête de terrain suppose que l'on s'interroge sur les places assignées à l'enquêteur afin de rendre compte des conditions sociales qui l'ont rendue possible* » (Frédéric Matonti, *Intellectuels communistes, essai sur l'obéissance politique. La Nouvelle Critique (1967-1980)*, op. cit., p. 18).

⁵⁸ « *La sociologie au magnétophone n'a jamais été ma tasse de thé* » (Pierre Bourdieu, entretien accordé à *Libération*, 11 février 1993). Les caractéristiques matérielles de certaines rencontres, soit qu'elles se déroulent dans des cafés, soit qu'elles soient susceptibles d'être interrompues à plusieurs reprises par des coups de téléphone (la présence de l'enquêteur se fait alors plus discrète s'il n'a pas sans cesse à éteindre puis rallumer son micro) et, il faut l'avouer, une certaine réticence personnelle à conduire des entretiens enregistrés, m'ont conduit dans la majorité des cas à opter pour une prise de notes la plus fidèle possible plutôt que pour un enregistrement audio.

leurs pratiques, leurs réflexions sur ces pratiques, penchant que je n'ai pas toujours su canaliser. Au-delà même de la conduite des entretiens, une deuxième difficulté a surgi dans leur traitement. Consciente de ce que « *la vanité d'attribuer (...) aux propos des intellectuels, des effets aussi immenses qu'immédiats [constitue] l'exemple par excellence de ce que Schopenhauer appelait le "comique pédant", entendant par là le ridicule que l'on encourt lorsqu'on accomplit une action qui n'est pas comprise dans son concept, tel un cheval de théâtre qui ferait du crottin* »⁵⁹, il n'est cependant pas sûr que j'ai su toujours échapper à ce « comique pédant ».

S'agissant des professionnels de la politique, mes « titres universitaires » – renforcés parfois par les recommandations des chercheurs que j'avais préalablement rencontrés –, ont indéniablement joué le rôle d'une carte de visite efficace. Mais si cela m'ouvrait des portes qui, le cas contraire, auraient pu rester fermées, cela n'a pas été également sans poser quelques problèmes lors des entretiens. Je n'ai ainsi pas toujours réussi, dans une période de redistribution des cartes et donc de reconstitution des équipes dans l'espace politique de gauche, à empêcher que les situations d'entretien ne se transforment en sorte de tests d'aptitude. Si ces glissements traduisent certaines faiblesses dans la conduite des entretiens, ils ont néanmoins été révélateurs, certes à un niveau microscopique, de ce que des professionnels de la politique peuvent attendre d'une rencontre avec un chercheur, même en formation, et même si elle n'a pas été organisée à ces fins. Sans doute l'expression la plus caricaturale de cette réalité fut une première rencontre fortuite avec un responsable socialiste, qui ne dura que quelques minutes, mais lors de laquelle un exposé rapide de mon travail de recherche fut suivi de la seule question qui au fond animait l'intérêt qui m'était accordé : « *Qu'est-ce que vous pouvez faire pour moi ?* »

Au-delà des entretiens que j'ai pu mener avec des intellectuels et des professionnels de la politique, les articles de presse parus depuis 2005 – mais aussi les comptes-rendus de débats de l'Assemblée nationale – ont constitué une source d'information essentielle pour comprendre l'engagement des intellectuels de gauche contemporains. C'est à partir de ces différentes sources que nous tenterons de proposer, dans un premier temps, un portrait de ces intellectuels qui mette en lumière leurs spécificités, notamment en termes de formation et de discipline, et qui permette de comprendre les mécanismes à la base des sollicitations politiques (et des réponses à ces sollicitations). Les présentations faites, nous montrerons, à partir d'une réflexion sur La République des Idées (dont nous étudierons la résonance dans le

⁵⁹ Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil / Liber, 1997, p. 10.

débat public) et sur son projet de « nouvelle critique sociale », que les intellectuels de gauche contemporains, proches sous de nombreux aspects de la figure de l'intellectuel spécifique élaborée par Michel Foucault, s'en distinguent sur un point essentiel : leurs travaux sont tournés vers les acteurs institués. Ceci nous amènera à réfléchir, dans un dernier temps, sur les évolutions, en partie liées à la défaite de la gauche lors de la présidentielle de 2007, à l'œuvre aujourd'hui : une nouvelle figure de l'intellectuel de gauche contemporain semble en effet en construction.

Première partie

Le microcosme des intellectuels de gauche contemporains⁶⁰

On assiste à un retour des intellectuels, considère Alain Touraine en 1999, « *si visible que beaucoup se plaignent déjà du bruit assourdissant de leurs querelles* ». Il ne s'agit pas, poursuit-il, d'un retour au passé, « *le silence relatif des dernières années [s'expliquant] par la clôture d'une période historique* »⁶¹. S'il faut resituer cette analyse dans le cadre plus vaste de la pensée du sociologue, le retour des intellectuels tel qu'il le perçoit étant « *associé au remplacement de l'analyse des systèmes par l'interprétation des acteurs* »⁶², elle n'en traduit pas moins un infléchissement, à l'aube du XXI^e siècle, dans les discours sur les intellectuels, après que leur fin ait été régulièrement annoncée pendant près de vingt ans. De même que journalistes et essayistes ont tenu à partir de la fin des années 1970 un discours sur le silence ou le déclin des intellectuels⁶³, de même un nouveau discours s'est développé depuis quelques années autour de l'idée d'un renouveau dans le monde intellectuel – même si l'ampleur du mouvement semble plus faible –, illustré par exemple par le texte d'Alain Touraine mais également, dans l'espace journalistique, par la publication dans *Le Nouvel Observateur*, à la veille de la présidentielle de 2007, d'une enquête, mise en couverture, consacrée aux « nouveaux intellectuels de gauche »⁶⁴. Si c'est à la réalité des phénomènes et non aux discours qui portent sur eux qu'il convient de s'intéresser, ce nouveau discours sur les intellectuels n'en reste pas moins porteur de sens, la lecture qui est faite de la réalité en constituant une des dimensions essentielles.

Le microcosme des intellectuels de gauche contemporains peut être abordé sous plusieurs angles. En centrant notre attention sur les « trente de Grenoble », qui bénéficient, nous l'avons souligné, d'une réception importante dans l'espace journalistique, ce sont les intellectuels les plus visibles qui sont d'abord au cœur de notre réflexion. Il s'agit certes d'un biais, mais qui

⁶⁰ Nous empruntons l'expression de « microcosme » à Pierre Bourdieu au sens où il parle du « microcosme littéraire » pour désigner « *l'espace social des producteurs (...) dans lequel se produisent les œuvres culturelles, champ littéraire, champ artistique, champ scientifique, etc., [et qui est] un espace de relations objectives entre des positions* » (Pierre Bourdieu, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994, p. 68).

⁶¹ Alain Touraine, *Comment sortir du libéralisme ?*, op. cit., p. 154.

⁶² *Ibid.*, p. 154.

⁶³ « *A la fin des années soixante-dix, la société française – entendons par là, comme toujours, son "opinion" autrement dit ses médiateurs – commença de tenir un discours pessimiste sur l'intelligentsia. "Crise", "déclin" ou "silence" des intellectuels français furent les nouveaux leitmotivs des périodiques de référence, des chroniqueurs écoutés et des essayistes à la mode.* » (Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, op. cit., p. 225).

⁶⁴ François Bazin, « Ces intellos qui veulent changer la gauche », *Le Nouvel Observateur*, n°2166, jeudi 11 mai 2006.

nous permettra de saisir les critères de la visibilité des intellectuels, et de comprendre les liens entre cette visibilité – qui prend plusieurs formes à l’intérieur desquelles on retrouve toutefois les mêmes intellectuels – et les sollicitations politiques. L’enquête du *Nouvel Observateur*, la fondation Terra Nova, les Amis de Ségolène Royal, constituent une triple illustration de cette multiplicité des formes combinée à un nombre réduit d’acteurs. *Le Nouvel Observateur* met en effet en couverture, à l’occasion de son enquête sur les nouveaux intellectuels de gauche, onze photos et ne cite, dans le corps de l’article que quatorze intellectuels⁶⁵. Le collège universitaire de la Fondation Terra Nova – collège qui compose, avec le collège international et le collège société civile, le conseil d’orientation scientifique d’une fondation qui a pour objectif de devenir le premier *think tank* politique progressif de France – compte cinquante-deux membres, dont onze font partie des trente intellectuels présents à Grenoble ayant soutenu Ségolène Royal⁶⁶ et dont onze autres, présents à Grenoble, n’ont pas pris position pour la candidate socialiste⁶⁷. On retrouve enfin, parmi les intervenants aux forums des Amis de Ségolène Royal, Philippe Aghion, Philippe Askenazy, Eric Maurin, Dominique Méda, Thomas Philippon pour le forum « économie » (Daniel Cohen et Thomas Piketty ayant envoyé un message de soutien), Philippe Aghion et Laurent Bouvet pour le forum « enseignants ».

Si l’on peut aujourd’hui encore, comme Sartre en 1972 dans son plaidoyer en leur faveur, caractériser les intellectuels par leur diversité⁶⁸ – parmi les « trente de Grenoble », se côtoient des sociologues, des économistes, des politistes, des philosophes, des historiens, des anthropologues, de toutes les générations (Philippe Askenazy a 37 ans, Daniel Cohen 55 ans, Robert Castel 75 ans) –, le reflet de cette diversité, dans l’espace journalistique et dans les

⁶⁵ Philippe Askenazy, Laurent Bouvet, Louis Chauvel, Daniel Cohen, Eric Maurin, Louis Maurin, Marc-Olivier Padis, Bruno Palier, Thierry Pech, Thomas Piketty, Pierre Rosanvallon, Patrick Savidan, Yves Sintomer, Patrick Weil.

⁶⁶ Philippe Askenazy, Laurent Bouvet, Daniel Cohen, François Dubet, Marie Duru-Bellat, Eric Maurin, Dominique Méda, Thierry Pech, Bruno Palier, Patrick Savidan et Patrick Weil. Si Philippe Aghion et Thomas Philippon, également membres de ce conseil, n’étaient pas présents à Grenoble, ils ont participé directement à la campagne de la candidate socialiste.

⁶⁷ Laurent Davezies, Jacques Donzelot, Jean-Paul Fitoussi, Bernard Manin, Pierre-Michel Menger, Patrick Mignon, Jean-Louis Missika, Olivier Mongin, Marc-Olivier Padis, Jean Pisani-Ferry, Pierre Veltz.

⁶⁸ « Originellement, donc, l’ensemble des intellectuels apparaît comme une diversité d’hommes ayant acquis quelque notoriété par des travaux qui relèvent de l’intelligence (science exacte, science appliquée, médecine, littérature, etc.) » (Jean-Paul Sartre, *Plaidoyer pour les intellectuels*, Paris, Gallimard, 1972, p. 13). La nature des travaux des « trente de Grenoble » les rattache tous au domaine des sciences humaines (anthropologie, sociologie, économie, science politique, philosophie, histoire). Si la « nouvelle critique sociale » n’appelait pas la participation de spécialistes en sciences exactes (biologistes, physiciens ou mathématiciens), le choix de départ, dans cette étude, d’un ensemble d’intellectuels de gauche dont ils sont absents n’est cependant pas aléatoire. Les spécialistes en sciences exactes sont fortement sous-représentés par rapport aux spécialistes en sciences humaines dans toutes les manifestations d’intellectuels de soutien à Ségolène Royal, au point que le mathématicien Michel Broué ait pu parler d’un « silence des scientifiques assourdissant » (entretien du 5 novembre 2007).

« vitrines politiques »⁶⁹, n'est celui que d'un groupe composé de moins de cinquante chercheurs, essentiellement masculin et à l'intérieur duquel les économistes occupent une place particulière.

« Aucun scientifique n'a voulu s'engager »

L'engagement, pendant la campagne présidentielle de 2007, du mathématicien Michel Broué (normalien, directeur de l'Institut Henri-Poincaré et du Centre Emile-Borel, professeur à l'Université Paris VII Denis Diderot, membre senior de l'Institut universitaire de France), fils de l'historien et militant trotskiste Pierre Broué, membre en 2002 de l'équipe de campagne de Lionel Jospin (ils sont tous deux d'anciens militants trotskistes), peut être considéré, chez les scientifiques, comme une exception. A l'origine avec la sociologue Nicole Lapiere, l'avocat Jean-Pierre Mignard et l'historien Benjamin Stora de l'appel des 150 intellectuels lancé le 1^{er} mars 2007 dans *Le Nouvel Observateur* et organisateur de la soirée « 22 paroles pour le 22 avril » à la maison de l'Amérique latine le 5 avril 2007 (où il est le seul scientifique, aux côtés de cinq historiens, quatre sociologues, trois anthropologues, deux psychanalystes, deux politistes, un juriste, un économiste, un médecin, un metteur en scène et un avocat, à prendre la parole), il est un des rares scientifiques à avoir apporté son soutien à la candidate socialiste. S'il a recueilli la signature de quelques-uns de ses collègues pour l'appel du *Nouvel Observateur* (cinq mathématiciens, quatre biologistes, quatre physiciens, un astrophysicien, un chimiste et un géochimiste, c'est-à-dire à peine plus d'un scientifique pour dix signataires), c'est avec difficulté : « *aucun scientifique n'a voulu s'engager* ». On trouve d'ailleurs une part encore plus faible de scientifiques dans les autres pétitions d'intellectuels en faveur de Ségolène Royal, lancées par des chercheurs en sciences humaines (moindre présence qui s'explique en partie par des questions de réseaux). Ainsi, la pétition des 200 intellectuels parue le 19 avril 2007 dans *Libération* à l'initiative d'Etienne Balibar, Loïc Wacquant et Patrick Weil n'a recueilli la signature que de trois physiciens, deux mathématiciens et un bactériologue.

La personnalité de la candidate, l'organisation de sa campagne et la perception de cette organisation – « *j'avais des choses à suggérer que je n'ai jamais pu suggérer à personne, jamais personne ne me l'a demandé, ça a été le bordel* » – sont un des facteurs explicatifs du « silence » des scientifiques : « *Je ne m'y suis pas reconnu. Mon milieu ne s'y est pas reconnu* ». Les prises de position de Ségolène Royal sur le nucléaire ont joué dans le même sens. C'est en opposant les campagnes socialistes de 2002 et de 2007 que Michel Broué justifie le retrait volontaire de la majorité de ses pairs : « *En 2002, beaucoup de scientifiques étaient là, malgré Allègre. (...) Beaucoup n'étaient pas là en 2007. Ils ont voté pour elle. Mais ils ne voulaient pas soutenir ce bordel* ».

Cette réalité conjoncturelle – même s'il faudrait pouvoir distinguer dans le discours de Michel Broué ce qui est de l'ordre, après une défaite, de la reconstruction *a posteriori* mais aussi de la déception personnelle – ne saurait toutefois masquer une dimension plus structurelle.

... / ...

⁶⁹ Expression utilisée par Olivier Ferrand, président de Terra Nova, pour désigner le collège universitaire de la fondation. Il est en effet à la recherche des intellectuels de gauche qui, au-delà de leur crédibilité scientifique, sont susceptibles de lui apporter un peu de la reconnaissance publique dont ils bénéficient (entretien du 31 mars 2008). Ce sont les intellectuels les plus visibles qui sont sollicités pour former les conseils d'orientation des groupes de réflexion politiques (celui de la fondation Terra Nova réunit, pour reprendre l'expression du dossier de présentation, les « *personnalités les plus en vue de l'espace progressiste* ») ou participer aux manifestations publiques de soutien.

Il faut certes distinguer l'engagement politique d'un chercheur en tant que chercheur et son engagement en tant que citoyen. Mais, s'agissant de la première dimension, le débat politique étant centré aujourd'hui autour de questions économiques et sociales ne requérant pas l'expertise des sciences dures (seule, dans le pacte présidentiel de Ségolène Royal, la question environnementale aurait pu appeler une telle expertise), il n'y a pas de véritable porte d'entrée dans le débat public sur les questions de sciences dures.

En revanche, il y a un réel engagement des chercheurs en sciences dures dans le débat public à travers la question de la recherche : ils étaient largement représentés dans le collectif *Quel avenir pour la recherche ?* (Vincent Duclert, Alain Chatriot (dir.), Paris, Flammarion, 2003) ; ils étaient treize, en 2007, parmi les vingt membres du conseil d'administration de Sauvons la recherche, qui a apporté son soutien public à Ségolène Royal pour le deuxième tour de la présidentielle. Ce qui amène à nuancer d'une part l'idée d'une perception entièrement négative de la candidate socialiste et, d'autre part, le constat du silence des scientifiques.

(entretien du 5 novembre 2007)

« Visibilité journalistique »⁷⁰ et choix de sollicitation politiques

Les intellectuels de gauche contemporains bénéficient, à l'intérieur de l'espace journalistique, d'une visibilité différenciée. Si l'attention des journalistes est focalisée sur les travaux de certains d'entre eux, d'autres ne disposent pas des mêmes conditions de réception. Cette situation est renforcée par un mouvement circulaire : l'attention portée aux publications de certains chercheurs est en partie liée au degré préalable de visibilité de ces chercheurs⁷¹, mais elle est également productrice de visibilité. Ainsi, seul un nombre réduit d'intellectuels disposent d'une forte visibilité journalistique. Si les sollicitations pour faire partie des conseils d'orientation scientifique des groupes de réflexion politiques ou pour participer à des manifestations publiques de soutien ne sont pas sans lien avec cette visibilité, on ne peut cependant poser *a priori* qu'il s'agisse d'un facteur déterminant dans la prise de contact des professionnels de la politique avec les intellectuels⁷². Ce serait en réalité une erreur de

⁷⁰ Nous reprenons ici l'expression utilisée par Pierre Bourdieu dans *Homo academicus* alors qu'il fait l'analyse d'un « hit parade des intellectuels français » paru dans la presse (Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, *op. cit.*, p. 275).

⁷¹ « *L'urgence, la presse des journalistes qui, avec la presse, toujours supposée par les journalistes, des lecteurs de la presse, interdit les lectures et les analyses approfondies, et tend à faire de la lisibilité immédiate un des prérequis tacitement exigés des productions culturelles, excluant la "découverte" des œuvres et des auteurs à visibilité faible* » (Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, *op. cit.*, p. 280).

⁷² Contrairement à ce qu'affirme Jade Lindgaard dans *La France invisible*, titrant l'une des parties de son chapitre consacré à « la grande "chasse aux idées" » « quand les experts consultés sont surtout de bons clients des médias » (Stéphane Beaud, Joseph Confavreux, Jade Lindgaard (dir.), *La France invisible*, Paris, La Découverte, 2006, p. 474).

perspective de faire des intellectuels les plus visibles dans l'espace journalistique – qui sont donc ceux dont la participation à l'espace politique est la plus visible – les seuls intellectuels sollicités par les professionnels de la politique. Il ne s'agit pas ici d'affirmer que les responsables politiques ne sont pas sensibles à cette visibilité, mais de tenter de comprendre, au-delà de cette seule dimension, comment et vers qui ils se tournent. Penser les liens entre visibilité journalistique et choix de sollicitation politique nécessite de distinguer préalablement les mécanismes propres à chacun de ces deux niveaux⁷³.

Une influence concentrée entre les mains de quelques intellectuels ?

Le poids des institutions

L'enquête du *Nouvel Observateur* sur les « nouveaux intellos de gauche » peut sembler anecdotique. La démarche de François Bazin, journaliste chargé de sa réalisation, est en réalité significative. Son article, qui joue comme un révélateur de la visibilité journalistique – il ne s'intéresse en effet qu'aux « têtes de pont »⁷⁴ – incite, en faisant du « boulevard Jourdan » le lieu par excellence des « nouveaux intellos de gauche »⁷⁵, à formuler une première hypothèse explicative de la visibilité particulière de certains chercheurs : il semble en effet exister une relation entre celle-ci et les institutions auxquels ils sont rattachés.

Si l'on prend le cas des « trente de Grenoble », on peut ainsi noter que treize d'entre eux ont un lien avec l'École des hautes études en sciences sociales, qu'ils y soient directeur d'études (Robert Castel, François Dubet, Agnès Fine, Eric Maurin⁷⁶, Serge Paugam, Thomas Piketty, Pierre Rosanvallon, Irène Théry), maître de conférences (Pap N'Diaye), qu'ils y délivrent un cours (Alain Ehrenberg) ou qu'ils y aient effectué leur doctorat (Philippe Askenazy, Laurent Bouvet, Olivier Ihl, Eric Maurin, Thomas Piketty⁷⁷). Parmi les économistes, tous, à l'exception de Jérôme Gautié⁷⁸, sont rattachés à une seconde institution, Paris-Jourdan Sciences économiques (unité mixte de recherche CNRS EHESS ENPC ENS),

⁷³ Notons ici, même si nous y reviendrons, que si la visibilité journalistique traduit de la part des chercheurs une volonté d'intervenir dans le débat public, les sollicitations politiques ne rencontrent pas nécessairement chez eux une réponse positive.

⁷⁴ Pour reprendre une expression employée par Philippe Askenazy (entretien du 17 mars 2008).

⁷⁵ « Pour les saisir dans la diversité de leur parcours et la multiplicité de leurs engagements, sans doute faut-il aller d'emblée au plus simple et au plus pointu. (...) C'est "le boulevard Jourdan" » (François Bazin, « Ces intellos qui veulent changer la gauche », *Le Nouvel Observateur*, n°2166, mai 2006).

⁷⁶ Qui est en charge de la division économie et méthodes mathématiques.

⁷⁷ Respectivement sous la direction de Daniel Cohen, Pierre Rosanvallon, Mona Ozouf, Thierry Magnac et Roger Guesnerie.

⁷⁸ A savoir Philippe Askenazy, Daniel Cohen, Eric Maurin et Thomas Piketty.

qui a son siège à l'École normale supérieure – où Serge Paugam (qui y a un bureau) et Patrick Weil dirigent un séminaire et à laquelle appartient le laboratoire de recherche de Jean-Claude Monod – sur le site du « boulevard Jourdan ». Huit parmi les « trente de Grenoble » sont d'ailleurs d'anciens élèves de l'ENS⁷⁹. Une troisième institution, également parisienne, doit enfin être citée, même si son importance quant à l'inscription des intellectuels de gauche dans l'espace public est moindre : l'Institut d'études politiques de Paris⁸⁰, auquel est rattaché le CEVIPOF (centre de recherches politiques où Bruno Palier est chercheur), où Laurent Bouvet, par ailleurs professeur à Nice Antipolis, est chargé de cours, et où enseigne Marie Duru-Bellat. Vingt-trois intellectuels parmi les « trente de Grenoble » ont donc un lien avec au moins l'une de ces trois institutions (EHESS, ENS et IEP de Paris).

Certes tous les chercheurs qui font partie de ces institutions n'obtiennent pas de tribunes dans l'espace journalistique⁸¹. Il n'en reste pas moins que la part des « intellectuels visibles » rattachés à ces institutions est significative. L'appartenance à ces institutions n'est pas en elle-même créatrice de visibilité, mais elle est l'un des facteurs explicatifs de l'accession à la visibilité, d'autant plus qu'une telle appartenance signifie également côtoyer voire travailler avec les « intellectuels visibles » qui y sont rattachés et peuvent jouer le rôle de sas d'entrée vis-à-vis de l'espace journalistique mais également de l'espace politique⁸². Cependant, si l'appartenance à ces institutions facilite l'entrée dans ces deux espaces, on peut toutefois faire l'hypothèse que ce n'est pas tant la visibilité journalistique que la place occupée à l'intérieur de l'espace intellectuel qui joue comme critère principal de sollicitation par les professionnels de la politique⁸³. Si, dans l'espace journalistique, la capacité d'influer des chercheurs semble *de facto* concentrée entre les mains des quelques « têtes de pont », ces dernières ne sont en effet pas les seules à être contactées par les politiques, même si ce sont elles qui sont le plus souvent mises en avant. Avant de tenter de comprendre les mécanismes à la base de ces choix

⁷⁹ Philippe Askenazy (1991), Daniel Bounoux (1965), Daniel Cohen (1973), Jérôme Gautié (1985), Ivan Jablonka (1994), Dominique Méda (1982), Jean-Claude Monod (1991) et Thomas Piketty (1989).

⁸⁰ Louis Chauvel, qui n'était pas présent à Grenoble, mais qui fait partie des auteurs de *La Nouvelle Critique sociale*, y est professeur des universités.

⁸¹ Précisons que de telles tribunes requièrent de la part des chercheurs une volonté de participer, par cette voie, au débat public.

⁸² Daniel Cohen a ainsi dirigé la thèse de Philippe Askenazy, qui fait de leur rencontre un élément déterminant de son parcours (entretien du 17 mars 2008). C'est lui qui a rédigé l'article du *Monde* consacré aux *Désordres du travail* de Philippe Askenazy à l'occasion de sa parution (« Le nouveau défi social », 1^{er} juillet 2004). Evoquant l'organisation des rencontres annuelles Europe-Amériques sur la démocratie participative en Poitou-Charentes, Sophie Bouchet-Petersen souligne le rôle joué par Loïc Blondiaux et Yves Sintomer, qui lui ont « ouvert leurs carnets d'adresses ». Que ce soit Thomas Piketty au cours de la campagne présidentielle (« il a ramené la bande des économistes ») ou les membres du « groupe des vingt » aujourd'hui, les intellectuels présents dans l'espace politique jouent un rôle d'introducteur pour leurs collègues en facilitant les mises en contact (entretien du 27 mai 2008).

⁸³ « Il y a l'idée que sur un sujet il faut des chercheurs, des bons » (Sophie Bouchet-Petersen, entretien du 27 mai 2008).

de sollicitations, il faut s'arrêter sur les motivations qui sont celles des intellectuels lorsqu'ils répondent positivement à de telles sollicitations.

Le pragmatisme des intellectuels

Le contact direct avec l'espace politique, quelques soient les mécanismes à l'origine de ce contact, joue de manière significative sur l'effet que peut avoir le diagnostic proposé par un chercheur. La conscience de cette réalité est l'une des justifications, pour les intellectuels, du fait d'avoir accepté un rôle dans l'espace politique⁸⁴. Ce contact fait en effet des recherches menées une base potentielle pour la conception de futures politiques publiques : « *Si on n'est pas dans ces trucs, ça ne passe pas. Il faut que ces idées passent dans une moulinette. Le plus rapide, c'est d'y être* »⁸⁵. La même motivation et la même conscience que les résultats obtenus par le travail scientifique doivent être directement – c'est-à-dire personnellement – transmis aux professionnels de la politique sont exprimées par Thomas Philippon : « *Je pensais que j'avais des choses intéressantes à raconter à quelqu'un qui pouvait écouter. (...) C'était vraiment complètement pragmatique (...) Je pensais qu'il y avait un sujet utile, que ça valait le coup d'en parler et qu'il fallait s'en saisir* »⁸⁶. Les intellectuels de gauche participant directement à l'espace politique semblent partager la double idée d'un message à faire passer aux professionnels de la politique et de la nécessité d'un contact direct établi avec eux afin que ce message passe et que des traductions concrètes puissent être envisagées. La dimension pragmatique soulignée par Thomas Philippon est essentielle pour comprendre la motivation de ceux qui, parmi les intellectuels de gauche contemporains, participent au jeu politique, même si ce type de discours est aussi une forme de rationalisation *a posteriori* qui permet de ne pas dire les bénéfices symboliques, voire les émotions, que peut apporter une telle participation⁸⁷.

⁸⁴ Il est certain qu'il existe d'autres modes plus indirects de transmission des résultats. Une institution comme la DARES (Direction de l'animation de la recherche, des études et de la statistique), rattachée au Ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité, a ainsi un rôle d'intermédiaire entre les recherches sur les questions du travail et le débat public. Mais les effets d'une transmission directe et d'une transmission indirecte ne sont pas les mêmes.

⁸⁵ Dominique Méda, entretien du 8 avril 2008.

⁸⁶ Thomas Philippon, entretien du 14 janvier 2008.

⁸⁷ Ainsi, Thomas Philippon a à plusieurs reprises souligné, sur le mode de l'autodérision, qu'il « *n'avait pas les bons gènes pour faire de la politique* » (entretien du 14 janvier 2008). Il est significatif que seule Eve Caroli, qui a adopté une posture de non-interventionnisme politique en tant que chercheuse, ait évoqué la dimension émotionnelle apportée par la participation au jeu politique : « *Il y a une fascination d'être dans l'action, qui n'a rien à voir avec le fait d'être scientifique. (...) Le goût d'être dans l'action, ça j'y suis sensible* » (entretien du 9 mai 2008).

Une trajectoire particulière

Ancienne élève de l'ENS et de l'ENA, agrégée de philosophie, Dominique Méda est une philosophe et sociologue au parcours atypique. Entrée à l'ENA à l'occasion du décret Fabius (qui mettait en place un concours spécifique pour les normaliens), c'est à une carrière d'enseignant-chercheur et non à une carrière administrative qu'elle se destine à la sortie. Faute de trouver un directeur de recherche non marxiste pour diriger la thèse qu'elle souhaite faire sur une histoire mondiale du travail, elle rédige *Le Travail. Une valeur en voie de disparition*, publié en 1995 chez Aubier dans la collection Alto. Inspectrice générale des affaires sociales, en détachement à la DARES de 1993 à 2005, elle est actuellement chercheuse au Centre d'études de l'emploi.

Liée au travail, la répartition des rôles entre les sexes constitue son deuxième objet de recherche – elle publiera notamment sur cette question *Le deuxième âge de l'émancipation* avec Hélène Périvier à La République des Idées (Paris, Seuil, 2007). C'est à l'occasion de la sortie du *Temps des femmes. Pour un nouveau partage des rôles* (Paris, Flammarion, 2001) qu'elle rencontre Ségolène Royal, qui est alors ministre délégué à la famille et à l'enfance, à la demande de cette dernière. Le contact entre les deux femmes, notamment par l'entremise de Sophie Bouchet-Petersen, ne sera dès lors plus rompu. Un an avant la déclaration de candidature de Ségolène Royal, Sophie Bouchet-Petersen lui demande si elle serait prête, si Ségolène Royal allait jusqu'au bout, à rejoindre l'équipe de campagne. Elle s'occupera notamment, au cours de cette campagne, de la rédaction de notes et de discours sur les sujets sociaux. Inspiratrice du discours sur l'emploi de décembre 2006, elle a fait le lien avec les syndicats, accompagnant la candidate socialiste quand celle-ci a reçu les partenaires sociaux. Elle a également été à l'origine de la pétition des 27 économistes, puis de celle du monde de l'entreprise.

Alors qu'en tant qu'énarque, elle n'est pas intéressée par la possibilité d'une carrière politique, notamment en cabinet, c'est donc en tant que chercheuse, afin de pouvoir faire passer plus directement ses idées dans le débat politique – mais également, à titre personnel, parce qu'elle souhaite soutenir Ségolène Royal –, qu'elle choisit de participer, au cours de la présidentielle 2007 puis aujourd'hui dans le « groupe des vingt », au jeu politique.

(entretien du 8 avril 2008)

S'ils se présentent le plus souvent comme engagés auprès d'un candidat plus qu'auprès du Parti socialiste⁸⁸ – même s'ils acceptent des rencontres avec la plupart des dirigeants socialistes –, c'est parce qu'ils sont à la recherche de celui qui pourra faire passer leurs idées, et non dans l'optique d'une participation à la construction programmatique d'un parti. Ils semblent à cet égard avoir adopté vis-à-vis des professionnels de la politique une position utilitariste semblable à celle que ces derniers peuvent avoir vis-à-vis de leurs travaux⁸⁹.

⁸⁸ Ainsi de Dominique Méda, qui n'a pris sa carte au Parti socialiste en 2006 que pour soutenir Ségolène Royal. Son expérience du contact avec le PS avait été jusque là « assez catastrophique ». Elle avait en effet travaillé, de 2001 à 2003, avec UTOPIA, petit groupe de réflexion structuré autour de la recherche d'une nouvelle définition de la richesse et d'un nouveau rapport au travail, qui n'avait « pas été très bien traité par le PS » (entretien du 8 avril 2008). Pour une analyse de la place de l'intellectuel dans le modèle partisan du Parti socialiste, on pourra voir Laurent Bouvet, « Rédacteur en chef de la Revue socialiste : un politiste en politique », *Le Banquet*, n°17/2002.

⁸⁹ « Royal était une page blanche. D'où la possibilité pour nous collectivement de reprendre la main sur la question économique. (...) C'est pourquoi là-aussi on était prêt à faire un soutien. » (Philippe Askenazy, entretien du 17 mars 2008).

L'importance première qu'ils accordent à leurs idées – « *J'ai une posture militante. Mais je ne milite pour personne. Je milite pour des idées* »⁹⁰ –, est l'une des clés de la compréhension du rapport qu'ils entretiennent avec les partis et les professionnels de la politique. Si leur sensibilité de gauche, qu'elle soit revendiquée ou simplement assumée, les conduit plus naturellement vers les représentants de cette famille politique, souvent les plus à même de recevoir leurs discours, l'essentiel reste pour eux que leurs diagnostics soient repris. Ils ne marquent ainsi pas d'opposition à ce qu'ils servent de base de travail à droite : « *Les sujets diffusent, les bonnes idées diffusent. Moi que ces sujets là soient repris par le gouvernement actuel, je trouve ça très bien* »⁹¹.

Leur participation directe à l'espace politique, leurs relations avec les partis et les professionnels de la politique, doivent être compris à la lumière de ce pragmatisme. Au-delà des sensibilités communes, il s'agit aussi de trouver des caisses de résonance pour leurs résultats scientifiques, sous une forme vulgarisée⁹². La présence dans les groupes de réflexion et dans les équipes de campagne politiques donne une capacité d'influence que ceux qui restent à l'extérieur ne peuvent avoir. L'extériorité vis-à-vis de l'espace politique, combinée à l'absence de liens avec l'espace journalistique, limite en effet fortement le potentiel de diffusion d'un diagnostic dans l'espace public⁹³. Reste donc à comprendre les mécanismes concrets de sollicitation et d'entrée dans l'espace politique.

⁹⁰ Patrick Weil, entretien du 15 avril 2008. Précisions que Patrick Weil a été jusqu'en 1985 militant socialiste. Pour une présentation plus détaillée de son parcours, voir infra.

⁹¹ Thomas Philippon, entretien du 14 janvier 2008. L'engagement de certains intellectuels auprès des professionnels de la politique, dans les groupes de réflexion ou dans les équipes de campagne, afin de contribuer de manière plus directe à la reprise politique de leurs diagnostics, s'inscrit dans le prolongement d'un travail scientifique qu'ils conçoivent comme une contribution au débat public, même s'ils souhaitent tous marquer une séparation étanche entre leurs recherches et leurs prises de position publiques (« *Quand tu fais de l'économie, tu ne fais pas de politique. Après tu fais des livres, ou tu écris dans les journaux, c'est autre chose* », entretien avec Thomas Philippon, 14 janvier 2008). Ainsi, présentant ce qui l'a conduit à diriger *Repenser la solidarité, l'apport des sciences sociales* (Paris, PUF / Le lien social, 2007), Serge Paugam met l'accent sur sa volonté d'éclairer, en tant que chercheur, la société : « *Ça c'était le socle de notre réflexion en tant que chercheurs et autant le livre ne donne aucune orientation en termes de politique, il ne s'agit pas de prendre position pour un parti ou pour un autre, mais d'éclairer le citoyen et d'éclairer aussi l'acteur politique face aux enjeux et aux décisions que l'on doit prendre concernant les politiques sociales, concernant la solidarité en général* » (entretien du 11 janvier 2008).

⁹² Il est ainsi naturel pour la plupart d'entre eux de rencontrer les membres d'un gouvernement de droite lorsque sont en élaboration des politiques publiques correspondant à leur domaine de recherche. A l'occasion de la mise en place, en 2005, du plan santé au travail, Philippe Askenazy a été reçu à plusieurs reprises par Gérard Larcher, ministre délégué à l'emploi, au travail et à l'insertion professionnelle des jeunes. Plusieurs points du plan sont directement inspirés des *Désordres du travail : enquête sur le nouveau productivisme*, qu'il a publié à La République des Idées en 2004.

⁹³ Excepté pour les postures de critique radicale. L'une de ses postures, au cours de la campagne présidentielle de 2007, l'Autre campagne (coordonnée par Georges Debrégeas, physicien, chargé de recherche au Laboratoire de physique statistique de l'ENS, vice-président de Sauvons la recherche, et Thomas Lacoste, éditeur, président et fondateur des éditions et de la revue *Le Passant Ordinaire*) – qui, sous la forme d'un livre collectif (paru aux éditions La Découverte) et d'un site internet éponymes, avait pour objectif de porter « *une critique radicale du système politique et économique en place* » en construisant « *la confrontation politique sur la base de multiples*

Les choix de sollicitation des professionnels de la politique

Les « têtes chercheuses »

A la croisée de l'espace politique et de l'espace intellectuel, les « têtes chercheuses » sont, dans les équipes politiques, chargées de coordonner la réflexion et de nouer des liens avec les intellectuels. Ce sont par elles que les contacts s'établissent entre les responsables politiques et les chercheurs. Deux de ces « têtes chercheuses », qui sont à la fois des « sélectionneurs » d'intellectuels et des intermédiaires entre les intellectuels et les responsables politiques, ont joué un rôle essentiel dans la pré-campagne puis, pour la seconde, au cours de la campagne présidentielle de 2007 : Olivier Ferrand pour Dominique Strauss-Kahn et Sophie Bouchet-Petersen pour Ségolène Royal⁹⁴.

Le premier, administrateur civil, est un ancien élève de l'ENA⁹⁵. Il a été conseiller pour l'Europe de Lionel Jospin lorsque ce dernier était Premier ministre et membre du groupe des conseillers politiques du Président de la Commission européenne Romano Prodi. Délégué général d'*A gauche en Europe*⁹⁶, il était chargé, dans l'équipe de Dominique Strauss-Kahn, des prises de contact avec les intellectuels et de l'organisation de réunions de travail hebdomadaires avec pour objectif d'alimenter le programme du futur candidat à l'investiture socialiste. Il contacte ainsi dès la mi-2005 Philippe Askenazy, qui a soutenu sa thèse d'économie en 1999 sous la direction de Daniel Cohen et publié en mai 2004 à La République des Idées *Les désordres du travail : enquête sur le nouveau productivisme*, sur les questions relatives aux conditions de travail. Philippe Askenazy, qui accepte de travailler avec Olivier

expériences, analyses et propositions issues du monde social et intellectuel » (introduction de *L'Autre campagne*) –, a fait l'objet d'un traitement médiatique important : le site de l'Autre campagne a été relayé par le blog de *Libération*, Georges Debrégeas et Thomas Lacoste ont été reçus sur France culture, leur projet a suscité, de son lancement en janvier 2007 jusqu'au second tour de la présidentielle, trois articles dans *Le Monde*, deux dans *Témoignage chrétien*, plusieurs dépêches AFP, et *L'Humanité* a consacré, le 4 mai, sa une et un fil rouge dans son numéro spécial anti-Sarkozy au film *Révélation* de Thomas Lacoste.

⁹⁴ Stéphane Israël, normalien, énarque, magistrat à la Cour des comptes, était chargé de la coordination de la réflexion pour Laurent Fabius. Mais, plus qu'aux chercheurs, c'était aux hauts fonctionnaires qu'il a fait appel.

⁹⁵ Ancien adjoint au maire du troisième arrondissement de Paris, il a été candidat malheureux aux législatives de 2007 dans le département des Pyrénées orientales.

⁹⁶ Club de réflexion qui, de 2002 à 2006, a travaillé à l'élaboration d'un projet pour Dominique Strauss-Kahn et qui comptait, parmi les membres de son comité d'orientation scientifique coprésidé par Dominique Strauss-Kahn et Michel Rocard, un certain nombre d'intellectuels dont Philippe Aghion, François Bourguignon (actuel directeur de l'École d'économie de Paris), Daniel Cohen, Eric Maurin, Olivier Mongin, Thomas Piketty et Alain Touraine.

Ferrand, est également contacté, en 2006, par Sophie Bouchet-Petersen, qui lui propose de rejoindre Ségolène Royal⁹⁷.

Membre du comité de restructuration industrielle sous François Mitterrand – c'est à l'Élysée qu'elle rencontre, en 1983, Ségolène Royal –, puis, à partir de 1988, conseillère culturelle du Président, nommée au tour extérieur en 1993 au Conseil d'Etat, qu'elle quitte, en 1995, pour s'occuper de l'association Droit de cité (chargée d'animer des réseaux de quartier), membre, à partir de 1999, du cabinet de Ségolène Royal (ministre de l'enseignement scolaire puis ministre délégué à la famille et à l'enfance) puis de celui de Christian Paul (ministre de l'outre-mer), Sophie Bouchet-Petersen travaille, dès 2004, comme conseillère de Ségolène Royal au conseil régional Poitou-Charentes puis comme conseillère spéciale en politique dans son équipe de campagne. C'est elle qui rédige les notes sur les dernières recherches en sciences sociales, source d'inspiration pour des discours dont elle est chargée de l'élaboration⁹⁸, contacte et rencontre les intellectuels afin de discuter de leurs travaux et de les présenter, lorsqu'elle le souhaite, à Ségolène Royal, et travaille avec eux lorsqu'ils acceptent une collaboration sur les questions dont ils sont spécialistes. C'est elle qui, alors que Ségolène Royal réfléchit à une candidature à l'investiture socialiste, contacte les « personnes-ressources »⁹⁹ sur lesquelles il lui sera possible de s'appuyer, c'est-à-dire les intellectuels avec lesquels elle a déjà eu l'occasion de travailler et avec qui elle a maintenu un lien, notamment François Dubet, Dominique Méda, Thomas Piketty ou encore Patrick Weil. C'est elle qui, dans l'urgence, appelle Michel Broué un dimanche matin pour qu'il accepte de faire une émission sur France Inter le lundi avec la candidate socialiste¹⁰⁰. C'est encore à elle que s'adresse Thomas Philippon lorsqu'il souhaite, en mai 2006, travailler avec Ségolène Royal¹⁰¹.

Aux côtés de Sophie Bouchet-Petersen, deux autres membres de l'équipe de campagne de Ségolène Royal s'occupaient également des groupes de réflexion et faisaient le relais entre ces

⁹⁷ Invitation qu'il décline alors : « A cette époque, Sophie Bouchet-Petersen m'a contacté. "Vous voulez rejoindre Ségolène Royal ?". A cette époque là, non. "Mais je serai prêt à vous aider si c'est elle la candidate à la présidentielle" » (Philippe Askenazy, entretien du 17 mars 2008).

⁹⁸ « On m'a associé à Royal assez tôt car dans son ébauche de livre [un « livre interactif » mis en ligne en 2006 sur le site de la future candidate, où une ébauche des chapitres était proposée, afin qu'ils soient ensuite réécrits en intégrant les contributions des internautes], elle me citait en long, en large et en travers (...) Le mot "désordre" est très royaliste. Ainsi mon nom était associé à elle alors que je n'avais jamais travaillé pour elle. » (Philippe Askenazy, entretien du 17 mars 2008).

⁹⁹ Expression utilisée par Sophie Bouchet-Petersen (entretien du 27 mai 2008).

¹⁰⁰ Entretien avec Michel Broué, le 5 novembre 2007.

¹⁰¹ « Ce n'est pas compliqué, j'ai contacté Sophie Bouchet-Petersen (...). J'ai déjeuné avec Sophie (...) et après j'ai commencé à travailler avec elle, avec Chantepy, et puis ensuite j'ai rencontré Ségolène, après ça. Juste après La Rochelle, en septembre. » (Thomas Philippon, entretien du 14 janvier 2008). Nous reviendrons sur la temporalité et les modalités à part de la participation de Thomas Philippon à la campagne de Ségolène Royal.

groupes et la candidate : Juliette Méadel et Christophe Chantepy¹⁰². La première a piloté le « groupe entreprise », élargi par la suite aux questions d'emploi, auquel participaient notamment Alain Lefebvre¹⁰³, Dominique Méda, Thomas Philippon, Cyril Piquemal¹⁰⁴, Nicolas Véron et quelques fonctionnaires du ministère du Travail, un second groupe de travail étant en place autour des économistes. C'est avec Sophie Bouchet-Petersen, Christophe Chantepy et Juliette Méadel que les intellectuels qui se sont engagés auprès de Ségolène Royal vont pour l'essentiel travailler, écrivant des notes et contribuant à la rédaction des discours.

Que les intellectuels concernés se soient contentés de rencontrer Ségolène Royal avant ou pendant la campagne (à une ou à plusieurs reprises), ou qu'ils aient accepté de faire partie de groupes de réflexion, la prise de contact s'est faite dans la quasi-totalité des cas à l'initiative de Sophie Bouchet-Petersen, c'est-à-dire du monde politique. La participation des intellectuels au jeu politique – et ceci n'est propre ni à Ségolène Royal, ni à la campagne présidentielle – se fait en réponse à une sollicitation plus qu'elle ne relève d'une « offre de service »¹⁰⁵. Ce sont les professionnels de la politique qui les sollicitent pour faire partie de groupes de réflexion ou intervenir lors de journées d'études, à l'image de celles de l'Institut Edgar Quinet¹⁰⁶. C'est pourquoi il faut essayer de comprendre vers quels chercheurs ils se tournent.

¹⁰² La première est avocate, docteur en droit privé, chargée de mission au groupe socialiste du Sénat, ancienne coresponsable du projet du PS auprès de François Rebsamen. Le second, énarque, maître des requêtes au Conseil d'Etat, ancien directeur de cabinet de Ségolène Royal de 2000 à 2002, occupait le poste de directeur de cabinet dans l'équipe de campagne et de président de l'association « Désirs d'avenir ».

¹⁰³ Qui a publié au Seuil en 2006 *Faut-il brûler le modèle social français ?* avec Dominique Méda.

¹⁰⁴ Enarque, actuel directeur de cabinet de Ségolène Royal.

¹⁰⁵ Il faut, en ce sens, distinguer la participation des intellectuels à des groupes de réflexion à visée programmatique (*A gauche en Europe* avant la présidentielle, les groupes de travail dans l'équipe de campagne de Ségolène Royal, le « groupe des vingt ») et les manifestations de soutien, que ce soit sous la forme de pétitions ou de réunions publiques, qu'ils ont pu organiser, au cours de la campagne, en faveur de la candidate socialiste. En effet, si l'intégration aux premiers se fait en réponse à une sollicitation des professionnels de la politique, plusieurs manifestations de soutien ont, au cours de la campagne 2007, été à la seule initiative des intellectuels, avec de rares contacts avec l'équipe de campagne, au moment de l'élaboration des projets ou en retour. Ainsi, l'appel des 150 paru dans *Le Nouvel Observateur* et la soirée « 22 paroles pour le 22 avril » qui l'a suivi à la Maison de l'Amérique latine ont été montés par Michel Broué, Nicole Lapierre, Benjamin Stora, avec l'aval de Jean-Pierre Mignard (membre à part entière de l'équipe de campagne) : « *Mis à part Japy* [la « soirée des mille » organisée le 12 mars 2007 au gymnase Japy, où étaient réunis en soutien à Ségolène Royal des personnalités du monde intellectuel, artistique et politique], *personne ne nous a rien demandé. On a mené notre petit bonhomme de chemin. (...) On a fait notre petit truc dans notre coin* » (Michel Broué, entretien du 5 novembre 2007).

¹⁰⁶ « *J'ai été sollicité aussi pour participer à des réflexions et ça continue encore puisqu'on m'a demandé de faire partie de groupes de réflexion qui vont contribuer à essayer de ressortir quelque chose du PS aujourd'hui. Même si je ne suis pas encarté au PS, je participe, à partir des recherches en sciences sociales, à la réflexion qu'on va mener, dans certaines journées d'études ou dans certains groupes de réflexion.* » (Serge Paugam, entretien du 11 janvier 2008). L'Institut Edgar Quinet a été créé en 2007 par Vincent Peillon. Il entend « être à la pointe de la formation des conseillers municipaux, des maires, des conseillers généraux et régionaux en mettant à leur disposition les meilleures analyses et les meilleurs outils de conduite de l'action locale » (brochure de présentation).

Des liens tissés de longue date

Le « réseau » d'intellectuels constitué autour de Ségolène Royal, qui a été actif au cours de la campagne de 2007 puis a été formalisé dans le « groupe des vingt », n'a pas été formé au moment de la présidentielle. C'est dès 1999, à l'époque où Ségolène Royal était ministre de l'enseignement scolaire puis ministre délégué à la famille et à l'enfance, qu'il a commencé à être mis en place, selon une méthode de travail conservée par la suite.

Lorsqu'elle repère, en lisant leurs travaux, les chercheurs qui peuvent l'intéresser, Sophie Bouchet-Petersen les contacte afin de les rencontrer, puis éventuellement de les présenter à Ségolène Royal. C'est le cas, par exemple, de Bernard Lahire, alors que Ségolène Royal est ministre de l'enseignement scolaire (elle confiera à ce titre à François Dubet et Marie Duru-Bellat un rapport sur *Le collège de l'an 2000*), mais aussi de Bernard Charlot. A la famille, tous les mercredis après-midi, des chercheurs viennent présenter leurs travaux : d'abord Irène Théry et François de Singly, puis des historiens, des philosophes, des anthropologues, des juristes, des économistes et des sociologues sur des dimensions spécifiques (David Le Breton sur les conduites à risque des adolescents, Margaret Maruani sur l'emploi des femmes), avec un objectif, se nourrir des recherches en cours avant d'arrêter une grille de lecture définitive et d'en tirer les conséquences politiques. Alors que Ségolène Royal est présidente de la région Poitou-Charentes, Sophie Bouchet-Petersen contacte, sur la question de la démocratie participative, Loïc Blondiaux et Yves Sintomer, dont les travaux et les conseils nourriront notamment la mise en place du budget participatif des lycées. C'est après avoir lu son article sur le nombre d'élèves par classe dans les ZEP, que Sophie Bouchet-Petersen organise une première rencontre entre Thomas Piketty et Ségolène Royal.

Les liens ainsi établis sont maintenus par Sophie Bouchet-Petersen (« *tout ça se fait au fil de, mais on ne perd jamais de vue les gens* »), ce qui permettra une réactivation rapide des contacts au moment de la campagne. Les relations nouées le sont avec des chercheurs appartenant à diverses écoles de pensée. Ainsi, la pétition des « 200 intellectuels pour Ségolène Royal » parue dans *Libération* le 19 avril 2007 à l'initiative d'Etienne Balibar, Loïc Wacquant et Patrick Weil (que Sophie Bouchet-Petersen a rencontré au milieu des années 1990, alors qu'elle s'occupait de l'association Droit de cité, et qui lui organise au cours de la campagne un dîner avec Loïc Wacquant), regroupe des signatures de chercheurs des « deux gauches » (six parmi eux avaient signé la pétition de soutien à Nicole Notat en 1995, six autres l'appel de soutien aux grévistes lancé par Pierre Bourdieu). Les relations construites de longue date avec un nombre important de chercheurs, qui ont entraîné leurs collègues, sont l'un des facteurs explicatifs d'un tel regroupement.

(entretien du 27 mai 2008)

« Aller chercher les mecs de qualité »

La pratique de Sophie Bouchet-Petersen afin d'alimenter la réflexion de Ségolène Royal répond, dans ses objectifs affichés, à deux priorités. D'une part, si elle s'intéresse aux travaux de chercheurs appartenant à des écoles de pensée différentes¹⁰⁷, ce sont toujours à ceux en qui

¹⁰⁷ « *On ne prendra pas partie pour une gauche plutôt que pour l'autre* » (Sophie Bouchet-Petersen, entretien du 27 mai 2008). Sophie Bouchet-Petersen cite en effet aussi bien les titres de *La République des Idées* que *Les prisons de la misère* de Loïc Wacquant, paru aux éditions Raisons d'agir en 1999.

elle a « *scientifiquement confiance* »¹⁰⁸. D'autre part, elle est à la poursuite, sur chaque sujet, des « meilleurs chercheurs »¹⁰⁹, que ceux-ci acceptent ensuite ou non de « *faire un bout de chemin* » avec elle¹¹⁰. C'est pourquoi elle choisit de confronter sur la question de la famille Irène Théry et François de Singly, ou qu'elle souhaite aussi bien rencontrer François Dubet que Loïc Wacquant. Ainsi, il semble que ce soit les critères propres à l'espace intellectuel, combinés à une orientation politique de gauche, qui jouent le rôle de facteurs déterminants dans ses choix de sollicitation. Si Sophie Bouchet-Petersen cite *La République des Idées* – dont nous reviendrons sur l'importance prise dans l'espace politique – pour rendre justice au travail éditorial accompli, c'est aussi afin de préciser qu'il ne s'agit pas de ses seules lectures¹¹¹. Mais l'examen d'une des rares exceptions – le cas de Thomas Philippon – aux mécanismes habituels de sollicitation politique permet de les préciser, en les saisissant en creux.

Thomas Philippon est allé de sa propre initiative « proposer ses services » à la future candidate socialiste, en mai 2006¹¹². Souhaitant collaborer avec elle, il contacte Sophie Bouchet-Petersen avec qui il commence à travailler, ainsi qu'avec Christophe Chantepy, avant de rencontrer Ségolène Royal. Il n'est pas, contrairement à des chercheurs comme Philippe Askenazy, Eric Maurin ou Thomas Piketty, professeur en France mais aux Etats-Unis, à la New York University. Or cette situation le marginalise objectivement dans l'espace, d'autant plus qu'il n'est encore alors qu'un tout jeune économiste¹¹³. Son engagement auprès de Ségolène Royal avant même le début de la campagne des primaires et de sa propre initiative, certes lié à des convergences de points de vue – « *je l'avais entendu à la radio et j'aimais bien ce qu'elle racontait* »¹¹⁴ – doit également être lu dans cette perspective. Il doit,

¹⁰⁸ « *On n'est pas allé chercher les réacs. (...) On essayait là-dedans de trouver ceux qui avaient le plus de choses à nous apporter* » (*ibid.*).

¹⁰⁹ « *On veut les bons chercheurs, pas les troisièmes couteaux* » (*ibid.*).

¹¹⁰ « *Lui, je vais faire pareil, je vais le rencontrer, discuter avec lui. Nous, on l'a déjà annexé dans la bande de ceux qui nous aident à penser. Si on peut faire un bout de chemin ensemble, c'est bien* » (*ibid.*).

¹¹¹ « *On ne puise pas notre inspiration que dans La République des Idées. Mais on est reconnaissant du travail qu'ils font* » (*ibid.*).

¹¹² Il s'agit d'ailleurs du seul chercheur que Ségolène Royal cite dans son livre sur la campagne : « *Je me remémore les conversations que j'ai eues avec Thomas Philippon, jeune chercheur et enseignant en économie à New York, qui met la dernière main à son excellent livre, Le Capitalisme d'héritiers, la crise française du travail. Nous en sommes d'accord : la question du travail est essentielle car la santé de notre économie ne dépend pas seulement des conditions macroéconomiques mais, tout autant, de l'épanouissement et de l'engagement de ceux qui travaillent. (...) De tous les pays européens, nous avons le plus faible pourcentage de gens satisfaits de leur travail. Thomas Philippon analyse très bien ce paradoxe. Il montre que les entreprises les plus compétitives sont celles qui savent mobiliser toutes les compétences* » (Ségolène Royal, *Ma plus belle histoire, c'est vous*, Paris, Grasset, 2007, pp. 150-151).

¹¹³ Il s'agit d'une marginalisation au sens physique du terme, non d'une marginalité au sein de l'espace intellectuel, comme l'illustre son parcours académique.

¹¹⁴ Thomas Philippon, entretien du 14 janvier 2008.

parallèlement, être compris en gardant présent à l'esprit la chronologie de ses publications. Lorsqu'il s'engage dans l'équipe de Ségolène Royal, Thomas Philippon n'a pas encore achevé *Le capitalisme d'héritiers. La crise française du travail*, qui paraîtra à La République des Idées en mars 2007. Or, nous y reviendrons, une publication à La République des Idées est une source de visibilité importante dans l'espace public, notamment pour un jeune chercheur¹¹⁵. Sa thèse sur la crise française du travail comme « *fruit de relations sociales marquées par l'insatisfaction et la méfiance* »¹¹⁶ commence néanmoins déjà à être diffusée. Dans un article publié dans *Le Monde* en 2005 avant les élections au Medef, il propose une esquisse de son analyse des relations de travail en France¹¹⁷. En août 2006, il publie dans le même quotidien un article qui résume les résultats auxquels il est parvenu et qu'il présentera dans *Le capitalisme d'héritiers*¹¹⁸. S'il ne bénéficie pas encore au moment où il contacte l'équipe de Ségolène Royal d'une grande visibilité dans l'espace public, ses travaux scientifiques et son poste de professeur assistant à la *Stern School of Business* de la New York University font de plus déjà de lui un chercheur reconnu dans l'espace intellectuel. Après avoir obtenu son PhD au Massachusetts Institute of Technology en 2003 sous la direction d'Olivier Blanchard, il a multiplié les publications dans les revues scientifiques et accumulé les distinctions universitaires¹¹⁹. Ce capital intellectuel important, associé au caractère original d'une analyse empirique qui combine les résultats de plusieurs enquêtes internationales sur les valeurs avec un certain nombre de statistiques comme les taux d'emploi et de chômage pour interroger la crise française du travail, faisait de cet économiste un maillon important dans une équipe de campagne encore réduite. S'il s'engage auprès de Ségolène Royal sans avoir été préalablement sollicité, il a en réalité le profil des chercheurs qui seront contactés par Sophie Bouchet-Petersen – ce qui explique son intégration facile au sein de l'équipe de campagne –,

¹¹⁵ Sophie Bouchet-Petersen nous a confié qu'elle avait manqué deux rendez-vous avant de le rencontrer : « *Thomas Philippon, celui-là je ne l'avais pas repéré. Il n'avait rien publié. Depuis, j'ai opéré la jonction* » (entretien du 27 mai 2008).

¹¹⁶ Thomas Philippon, *Le Capitalisme d'héritiers. La crise française du travail*, Paris, Seuil / La République des Idées, 2007, introduction.

¹¹⁷ « Les défis du futur patron du Medef », *Le Monde*, 8 juin 2005 : « *La France est le pays développé où les relations de travail sont les plus mauvaises, et en même temps celui où la concentration du contrôle des entreprises aux mains de riches familles est la plus forte. Est-ce un hasard ? Est-ce un hasard si les syndicats d'extrême gauche et l'archétype du capitalisme hexagonal qu'est Ernest-Antoine Seillière dominent conjointement le paysage économique de notre pays ?* ».

¹¹⁸ « La vraie crise française de la valeur travail », *Le Monde*, 31 août 2006 : « *S'il y a bien en France une crise de la valeur travail, elle n'est pas celle que l'on croit. Il n'y a pas de disparition du désir de travailler. Contrairement aux idées reçues, les Français accordent plutôt plus d'importance au travail que la plupart des Européens, et ils sont parmi les premiers à enseigner à leurs enfants à travailler dur* ».

¹¹⁹ Center for European Studies Research Fellowship, 2002-2003 ; Review of Economic Studies Tour, 2003 ; Robert M. Solow Prize for Excellence in Research and Teaching, 2003 ; Glucksman Prize Honorable Mention for "Best Working Paper in Finance", 2005/2006, Stern/NYU ; Charles Schaefer Family Fellow, 2006-2009.

la publication du *Capitalisme d'héritiers* ne lui ayant cependant conféré une visibilité publique qu'*a posteriori*.

Une place particulière réservée aux économistes

De plus, Thomas Philippon est, ce qui est un élément essentiel pour comprendre son intégration réussie dans l'équipe de Ségolène Royal, un économiste. Or les économistes occupent aujourd'hui, parmi les intellectuels de gauche, une place prépondérante, qui n'est pas sans lien avec l'importance prise par les questions économiques dans le débat public¹²⁰. Ce n'est pas un hasard si, parmi les intellectuels, seuls les économistes ont signé un texte spécifique. La pétition des 27 économistes, publiée dans *Les Echos* le 4 avril 2007, est un appel de spécialistes qui porte un constat sur l'économie française et voit dans le programme de Ségolène Royal les meilleures réponses aux problèmes soulevés. Ayant pour objectif de renforcer la crédibilité de la candidate socialiste en soulignant l'adéquation de ses propositions aux défis économiques¹²¹, elle est aussi une réponse indirecte à l'article d'Olivier Blanchard paru sur le site de Telos le 13 mars 2007¹²². Ce dernier, économiste français enseignant au MIT qui avait soutenu Lionel Jospin en 2002, y expose en effet les raisons pour

¹²⁰ Ce que note Pierre Bourdieu, dénonçant l'invocation de l'autorité de la science par les forces dominantes : « dans cette entreprise collective, c'est sans doute aux savants que revient le rôle primordial, à un moment où les forces dominantes ne cessent d'invoquer l'autorité de la science, économique notamment » (« Pour un savoir engagé », *Contre-feux 2*, Paris, Liber - Raisons d'agir, 2001, p. 40). Si Brigitte Gaïti a souligné la montée, dès les premières années de la V^e République, des enjeux liés aux questions économiques et financières – ce qui a notamment favorisé la valorisation d'hommes politiques techniciens à l'image de Valéry Giscard d'Estaing (cf. Brigitte Gaïti, « Des ressources politiques à valeur relative : le difficile retour de Valéry Giscard d'Estaing », *Revue française de science politique*, n°40-1990, pp. 902-917 ; sur Valéry Giscard d'Estaing, on pourra se référer à Jean-Claude Colliard, *Les Républicains indépendants. Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, PUF, 1971) –, la prépondérance prise par les questions économiques semble s'être encore renforcée au tournant des années 2000. Un travail de mesure de l'importance acquise par ces questions dans le débat public, à l'image de celui conduit par Delphine Dulong pour les années 1960 (cf. « Quand l'économie devient politique. La conversion de la compétence économique en compétence politique sous la V^e République », *Politix*, n°35-1996, pp. 109-130), demanderait à être mené. On peut relever que plus d'un tiers (dix-huit sur cinquante-deux) des membres du collège universitaire de la fondation Terra Nova sont des économistes.

¹²¹ « Je trouvais qu'il y avait un procès en incompétence qui n'était pas justifié. Et c'est un peu pour mettre les pendules à l'heure de ce point de vue là. (...) C'était une tribune d'économistes sur des sujets d'économistes. (...) C'était, voilà on pense qu'il y a des sujets, les bonnes solutions c'est celles-là, il se trouve qu'elles sont aussi dans le programme de Ségolène » (Thomas Philippon, entretien du 14 janvier 2007).

¹²² « Telos est une agence intellectuelle fondée en décembre 2005. Elle est présidée par Zaki Laïdi. Regroupant universitaires et professionnels, elle aspire à répercuter sans esprit partisan les grands débats mondiaux dans un espace français livré aux passions hexagonales. (...) Telos aspire ainsi à servir de plateforme de débat entre intellectuels, de lien entre intellectuels et médias, de canal de communication entre intellectuels et public. Telos est une agence d'inspiration réformatrice » (présentation du site).

lesquelles il votera Nicolas Sarkozy¹²³. Si le manque de modestie des économistes, comme le suggérait Edmond Malinvaud en 1990, est légendaire, autant que celui des médecins au temps de Molière¹²⁴, on peut faire l'hypothèse que la place particulière qu'ils occupent parmi les intellectuels aujourd'hui est, plus qu'à ce manque de modestie¹²⁵, liée à l'espace de réception spécifique dont ils bénéficient. L'article du *Nouvel Observateur* sur les nouveaux intellectuels de gauche est à l'image de l'intérêt particulier qui leur est accordé : François Bazin l'a centré autour de trois figures d'économistes, Philippe Askenazy, Eric Maurin et Thomas Piketty, tous trois mathématiciens de formation ayant fait le choix de se spécialiser en économie.

De l'économie mathématisée...

De même que plusieurs générations de sociologues en France ont reçu, à partir des années 1950, une formation de philosophie avant de se spécialiser en sociologie, une majorité des économistes français les plus reconnus aujourd'hui ont été formés en mathématiques avant de se spécialiser en économie, à l'image de Jean Tirole, polytechnicien, membre du corps des Ponts et Chaussées, docteur en économie, professeur au MIT, directeur scientifique de l'Institut d'économie industrielle (Toulouse I), qui a été le deuxième économiste à recevoir,

¹²³ Olivier Blanchard, « Pourquoi je voterais Nicolas Sarkozy », 13 mars 2007 : « *J'avais toujours voté pour le candidat socialiste dans le passé. Cette fois-ci, je fais plus confiance à Sarkozy qu'à Royal pour réaliser les réformes nécessaires à la France. (...) J'ai l'impression que Nicolas Sarkozy a mieux identifié les problèmes de la France, et a une idée plus claire des solutions et des stratégies à suivre. Il me paraît plus à même d'améliorer le sort des jeunes, de diminuer le chômage, d'engager une vraie réforme de l'université* ». Certes quelques philosophes médiatiques avaient déjà fait savoir quel candidat avait leur préférence : André Glucksmann qui a annoncé son soutien à Nicolas Sarkozy dans *Le Monde* du 30 janvier 2007 ou Bernard Henri-Lévy qui a annoncé le sien à Ségolène Royal le 9 avril sur France Inter. Mais seuls les économistes ont aussi clairement, parmi les intellectuels, pris position, à partir des éléments des programmes concernant leur domaine de spécialisation, pour l'un ou l'autre des candidats à la présidentielle.

¹²⁴ Cité in Philippe d'Iribarne, « Comment l'économie assure-t-elle sa clôture ? », *Revue du MAUSS*, n° 15-16, 1992, p. 75.

¹²⁵ Notons cependant, au-delà de cette question un peu artificielle de la modestie, que certains comportements semblent traduire aujourd'hui une plus grande assurance chez les économistes, notamment comparativement aux sociologues. Ainsi, Pierre-Michel Menger, s'intéressant à un livre d'entretiens conduits par le sociologue Richard Swedberg avec dix-sept sociologues et économistes, remarque qu'alors que « *l'autoflagellation des sociologues était en quelque sorte la démonstration en acte des défaillances de leur discipline* », l'économie était au contraire « *tranquillement assurée d'elle-même* » et pouvait ainsi « *afficher tour à tour la force de ses ambitions intégratrices et hégémoniques, le doute éclairé sur les performances de ses formalisations, ou encore la pente hétérodoxe du dialogue avec d'autres sciences sociales et avec les théories institutionnalistes à rénover* » (« Sociologie et économie », Présentation, *Revue française de sociologie*, n°38-1997, pp. 421-422). Dominique Méda, déplorant un poids excessif de l'économie au détriment de la sociologie, y compris au sein même de l'équipe de campagne de Ségolène Royal, y diagnostique un problème de légitimité de la sociologie qui n'arrive plus à trouver le moyen de se manifester, et plaide pour une sociologie à l'image des *social politics*, qui ne soit ni de l'ordre de la sociologie critique, ni de celui d'une sociologie purement quantitative (entretien du 8 avril 2008).

en septembre 2007, près de trente ans après Maurice Allais, la médaille d'or du CNRS¹²⁶ : Philippe Askenazy, Daniel Cohen et Thomas Piketty sont entrés à l'ENS Ulm par le concours mathématique et ont passé l'agrégation de mathématiques avant d'obtenir un doctorat d'économie¹²⁷ ; Philippe Aghion a fait sa scolarité à l'ENS Cachan en mathématiques, puis a obtenu un doctorat d'économie mathématique avant de passer un PhD d'économie à Harvard ; Eric Maurin, administrateur de l'INSEE, est un ancien élève de l'Ecole polytechnique et de l'ENSAE¹²⁸ ; Olivier Blanchard a étudié les mathématiques et l'économie à Dauphine et à Nanterre avant d'aller faire son PhD d'économie au MIT.

Parler de l'importance particulière prise par les économistes parmi les intellectuels de gauche contemporains ne se révèle en effet exact qu'à condition de préciser à quel type d'économie il est fait référence : une économie mathématisée qui s'appuie sur l'économétrie. Cette école française d'économie mathématisée s'est bâtie sous l'impulsion d'Edmond Malinvaud dès les années 1960-1970, au détriment de l'économie politique¹²⁹. L'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE), qui est une des écoles d'application de Polytechnique, a joué un rôle essentiel dans ce processus : *« alors affaire presque exclusivement universitaire, installée dans le cadre des facultés de droit, l'économie voit en quelques décennies (1960-1970) son paysage bouleversé par l'apparition de nouveaux entrants : les ingénieurs-économistes. C'est une époque où l'état de la discipline en France*

¹²⁶ La figure de Jean Tirole, mondialement connu dans la communauté des économistes, considéré comme l'un des possibles « nobélisables » français, contraste avec celle d'économistes comme Olivier Blanchard, Daniel Cohen ou Thomas Piketty. Alors qu'il est l'un des meilleurs économistes français, il a fait le choix de la non-exposition dans l'espace journalistique. Sa mise en retrait volontaire, bien qu'il travaille sur des objets au cœur du débat public, permet de rappeler qu'au-delà des divers mécanismes de sollicitation, les interventions des intellectuels dans l'espace public sont aussi des choix, découlant notamment de leur conception du métier de chercheur. L'article paru dans *Le Monde* sur Jean Tirole à l'occasion de sa nomination comme lauréat de la médaille d'or du CNRS était tout entier centré autour de sa préférence pour la discrétion : *« Rares sont ceux qui ont entendu le son de la voix de Jean Tirole sur une radio ou qui l'ont vu s'exprimer sur une chaîne de télévision, ou même lu dans la presse. Pourtant, il a traité dans ses livres et articles de problèmes aussi divers que le marché de l'emploi, la réglementation des industries de réseaux (...), la formation des bulles financières. Autant de sujets d'actualité pour lesquels il a développé des théories et préconisé des solutions. Mais Jean Tirole est d'une extrême discrétion. (...) Cet ingénieur polytechnicien du corps des Ponts et Chaussées craint qu'une exposition médiatique ne l'oblige à trop simplifier son propos. A la différence d'autres économistes (...), il préfère rester en retrait. "Une proximité avec le monde politique peut faire perdre de vue que nous utilisons un corpus scientifique pour nous exprimer", explique-t-il. »* (*Le Monde*, « Jean Tirole, le quotidien en équations », 21 septembre 2007).

¹²⁷ Les mathématiciens ont constitué à l'ENS Ulm un vivier pour le recrutement de futurs économistes. Outre Philippe Askenazy, Daniel Cohen et Thomas Piketty, on peut citer Christian Bidard (1966), Hervé Cres (1987), Gabrielle Demange (1973), Catherine Doz (1977), Pierre-Yves Geoffard (1985) et David Spector (1989). Une autre filière, dont sont notamment issus Esther Duflo et Thomas Mariotti, respectivement médailles de bronze du CNRS 2005 et 2007, est cependant en développement, à savoir le recrutement d'élèves issus du concours BL (pour lequel les mathématiques et l'économie constituent deux épreuves obligatoires).

¹²⁸ Thomas Philippon est également un ancien élève de l'Ecole polytechnique, où il a été diplômé en physique.

¹²⁹ Sur le parcours d'Edmond Malinvaud, on pourra voir Frédéric Lebaron, « La dénégation du pouvoir. Le champ des économistes français au milieu des années 1990 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°119-1997, pp. 18-19.

accuse un retard considérable sur les standards internationaux tels qu'ils sont définis par l'hégémonie anglo-saxonne. Alors que la mathématisation y est devenue monnaie courante (...), l'économie française reste dans sa très grande majorité littéraire et historique »¹³⁰. Si l'ouverture de l'économie française à ce « *standard international de scientificité* » a été tardive, le « *champ économiste* » se structure rapidement et durablement autour de l'économie mathématisée, ce qui a consacré « *irrésistiblement la supériorité des détenteurs de la compétence mathématique* »¹³¹. Consacrés par le champ économiste, les économistes détenteurs de la compétence mathématique bénéficient d'une attention particulière dans l'espace public¹³².

... à l'intervention publique

Leur intervention dans l'espace public ne se fait évidemment pas à travers les modèles économétriques qu'ils peuvent élaborer par ailleurs dans l'espace intellectuel. Mais leur compétence mathématique est au fondement de leur légitimité dans l'espace public comme dans l'espace intellectuel¹³³. C'est en s'appuyant sur les outils de la statistique qu'ils interviennent dans le débat public, statistique qui leur permet d'imposer dans ce débat leurs diagnostics sur les questions du travail, de l'école, de la fiscalité ou encore des inégalités¹³⁴. C'est le cas de Philippe Askenazy à propos des accidents du travail dans *Les désordres du travail*, d'Eric Maurin à propos de l'instabilité professionnelle et des liens entre inégalités et échec scolaire dans *L'égalité des possibles*, de Thomas Piketty à propos des revenus, des

¹³⁰ Frédéric Lordon, « Le désir de faire science », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°119-1997, p. 28. Frédéric Lordon revient dans cet article sur la publication par Edmond Malinvaud d'un état épistémologique de l'économie, dans lequel ce dernier met en cause les excès d'une mathématisation maniée comme argument d'autorité et s'abusant comme métonymie de la science (« Pourquoi les économistes ne font pas de découvertes », *Revue d'Economie Politique*, n°106-1996, pp. 929-942). La critique des excès de la modélisation mathématique a été reprise, en 2000, et régulièrement réaffirmée depuis, par les étudiants en économie de l'ENS Ulm, de l'ENS Cachan, de l'ENSAE, de Paris I, Paris IX-Dauphine, Paris X-Nanterre et Versailles Saint-Quentin, avec notamment le lancement par les premiers d'un appel sur internet qui a reçu un large écho dans la presse et le soutien de plusieurs économistes, appel qui a également été diffusé sur les campus étrangers.

¹³¹ Frédéric Lordon, « Le désir de faire science », *op. cit.*, p. 28.

¹³² Delphine Dulong souligne « *tout ce que la valorisation de la compétence économique doit à la mathématisation croissante de cette discipline (...). C'est à travers cette mathématisation que s'opère la clôture de la science économique par laquelle des économistes ont pu revendiquer une juridiction monopolistique sur le marché encore largement vierge des politiques économiques* » (« Quand l'économie devient politique. La conversion de la compétence économique en compétence politique sous la V^e République », *op. cit.*, p. 112).

¹³³ Frédéric Lebaron note que « *les interventions des économistes sont d'autant plus efficaces qu'ils sont perçus comme "scientifiques"* » (« La dénégation du pouvoir », *op. cit.*, p. 26).

¹³⁴ Nous montrerons plus loin que ces diagnostics sont en effet repris comme des points de référence dans le débat politique notamment.

baisses d'impôts ou de l'incidence du nombre d'élèves par classes¹³⁵. S'ils partagent l'utilisation de la statistique avec d'autres chercheurs en sciences sociales, notamment certains sociologues¹³⁶ – il ne s'agit pas pour nous de tracer ici une opposition entre les économistes et les autres chercheurs, la publication d'un collectif comme *La Nouvelle critique sociale* permettant au contraire de souligner une proximité des conceptions quant aux modes d'intervention des intellectuels dans le débat public¹³⁷ –, le fondement mathématique de l'ensemble de l'économie mathématisée renforce l'impact de leurs ouvrages. Au-delà du débat sur la scientificité – qui se résume d'ailleurs le plus souvent à un faux débat, étant entendu que les économistes comme les autres chercheurs construisent leur objet avant d'y appliquer leur méthode –, l'importance consacrée à des données empiriques traitées statistiquement confère à ces travaux, pourtant marqués par une sensibilité politique de gauche assumée, au moins dans le choix de l'objet, un statut de diagnostic « non contaminé » par une quelconque représentation sociale¹³⁸.

L'utilisation des mathématiques permet aux économistes de revendiquer plus fortement une position scientifique neutre qui est en réalité également au fondement des travaux de recherche des autres spécialistes en sciences sociales¹³⁹. Mais si leurs ouvrages destinés au grand public comme leurs travaux destinés à publication scientifique sont fondés sur des résultats scientifiques, c'est une motivation politique qui les conduit à intervenir dans le débat public, motivation qui est des facteurs explicatifs du choix, par des mathématiciens de formation, d'une spécialisation en économie : « Une fois que j'ai les résultats, je ne cache pas

¹³⁵ Sur les revenus, Thomas Piketty, *Les hauts revenus en France au XX^{ème} siècle. Inégalités et redistribution (1901-1998)*, Paris, Grasset, 2001. Sur le nombre d'élèves par classes, Thomas Piketty, « L'impact de la taille des classes et de la ségrégation sociale sur la réussite scolaire dans les écoles françaises : une estimation à partir du panel primaire 1997 », 2004 et Thomas Piketty, Mathieu Valdenaire, *L'impact de la taille des classes sur la réussite scolaire dans les écoles, les collèges et les lycées français – Estimations à partir du panel primaire 1997 et du panel secondaire 1995*, Paris, Ministère de l'éducation nationale, 2006.

¹³⁶ Louis Chauvel remercie ainsi, dans *Les classes moyennes à la dérive*, « Jean-Paul Fitoussi et Jacques Le Cacheux, qui [lui] ont redonné le goût de l'économie alors qu'[il] redevenait sociologue » (*Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Seuil / La République des Idées, 2006). Notons qu'il est diplômé de l'ENSAE.

¹³⁷ On retrouve en effet parmi ses auteurs des économistes (Philippe Askenazy, Laurent Davezies, Eric Maurin, Thomas Piketty), des sociologues (François Dubet, Marie Duru-Bellat, Louis Chauvel), des socio-économistes (Pierre Veltz)... Toutefois, quelque soit la discipline concernée, c'est une approche quantitative qui est le plus souvent privilégiée. Cet accent mis sur le quantitatif était sensible lors du forum de Grenoble : « l'accent mis sur le travail essentiellement quantitatif de sociologues ou d'économistes a paru souvent reléguer au second plan des approches plus qualitatives ou plus réflexives sur la société – ce "biais" du forum n'étant en fait que le décalque de celui de *La République des Idées* qui privilégie au travers de ses publications les auteurs qui réfléchissent dans ce sens » (blog de Laurent Bouvet).

¹³⁸ Ce qui, encore une fois, n'est pas propre au travail des économistes (ainsi Louis Chauvel fait le choix de définir les classes moyennes empiriquement dans *Les classes moyennes à la dérive*), mais leur est plus fortement associé dans l'imaginaire public.

¹³⁹ « Dans le métier tel que je l'envisage, le métier de chercheur et de sociologue, il y a cette confrontation avec un public très large pour dire effectivement ce que l'on a fait, comment on l'a fait, pourquoi on l'a fait et quelles sont les implications de ce que l'on a fait et des résultats auxquels on aboutit. » (Serge Paugam, entretien du 11 janvier 2008).

que je n'ai pas quitté les maths pour rester dans une démarche purement scientifique »¹⁴⁰. La neutralité scientifique n'implique pas la neutralité politique. On peut au contraire faire l'hypothèse que cette neutralité scientifique affichée est l'élément déterminant autorisant et justifiant une prise de parole publique qui traduit elle une sensibilité politique de gauche.

Les économistes se sont d'ailleurs dotés d'outils puissants d'intervention dans le débat public. Ainsi le CEPREMAP, né en 1967 de la fusion de deux centres, le CEPREL et le CERMAP, pour éclairer la planification grâce à la recherche économique, est devenu, depuis le 1^{er} janvier 2005, le Centre pour la recherche économique et ses applications, placé sous la tutelle du ministère de la Recherche et dont la mission, prévue dans ses statuts, est d'assurer une interface entre le monde académique et les administrations économiques. Ce centre, dirigé par Daniel Cohen et codirigé par Philippe Askenazy, s'est doté en mai 2006 d'une collection d'Opuscules en français d'une cinquantaine de pages « destinés à rendre accessible une question de politique économique » et qui ont acquis une visibilité importante : outre que chacun des douze opuscules a bénéficié à sa sortie d'un article dans *Le Monde*, l'opuscule n°9, *La société de défiance* de Yann Algan et Pierre Cahuc, a été élu meilleur essai de l'année 2007 par le magazine *Lire* et s'est vu attribuer le Prix du livre d'économie 2008¹⁴¹. Les économistes du CEPREMAP publient de plus chaque mois dans *L'Express*, depuis novembre 2007, une tribune, directement aux prises avec l'actualité, qui s'appuie sur une étude publiée par le Centre¹⁴². La publication en 2008, enfin, sous la direction de Daniel Cohen et de Philippe Askenazy, de *27 questions d'économie contemporaine*, ouvrage collectif de chercheurs associés au CEPREMAP qui reprend pour partie des textes parus dans la collection des Opuscules, a pour objectif affiché d'ouvrir l'économie, présentée comme trop souvent condamnée à l'hermétisme, aux non-spécialistes¹⁴³.

¹⁴⁰ Philippe Askenazy, entretien du 17 mars 2008.

¹⁴¹ La création même du Prix du livre d'économie en 1999, dont le jury est composé de journalistes représentant les plus grands médias français et qui est remis à l'occasion d'une journée du Livre d'économie, est le symbole de l'importance prise par l'intervention des économistes dans le débat public. *La société de défiance* s'est vendue à 8000 exemplaires.

¹⁴² « Oui, on peut augmenter le pouvoir d'achat » par P. Askenazy et K. Weidenfeld en novembre 2007, « Franchises médicales. Le bon dosage » par P.Y. Geoffard en décembre 2007, « Pôles de compétitivité. Loin de la Silicon Valley » par G. Duranton, P. Martin, T. Mayer et F. Mayneris en janvier 2008, « Enfant exploités. Le salut par l'école » par C. Dumas et S. Lambert en février 2008, « Comment retenir les seniors » par J.L. Hairault et F. Langot en avril 2008.

¹⁴³ La présentation qui en a été faite dans *Le Monde* et qui met l'accent sur l'accessibilité de l'ouvrage et son caractère concret souligne en creux la distance qui existe entre l'économie mathématisée et les interventions des économistes dans le débat public : « Comme l'expliquent dans l'introduction ses deux pilotes, Philippe Askenazy (...) et Daniel Cohen (...), les thèmes choisis n'ont rien "d'ésotérique" : on est en effet loin des thèses en économie où les formules mathématiques le disputent aux rappels théoriques. De plus, les interrogations soulevées par l'équipe d'économistes qui collaborent à cette somme pédagogique sont bien ancrées dans le réel. » (« Saines interrogations », *Le Monde*, 16 avril 2008).

L'analyse détaillée, au regard de leur formation, de leur domaine de spécialisation¹⁴⁴ et de leurs objets d'études, des interventions dans l'espace public et dans l'espace politique des 87 membres de Paris-Jourdan sciences économiques, unité mixte de recherche à laquelle sont rattachés une grande partie des économistes qui ont travaillé avec Ségolène Royal au cours de la campagne de 2007, permettrait de saisir à quel degré la formation, la spécialisation et l'objet d'études peuvent, chez les économistes, constituer un facteur explicatif de ces interventions¹⁴⁵. En ne faisant jouer tour à tour qu'une ou deux des trois variables (à formation et à spécialisation constante, y a-t-il une différence de participation liée à l'objet d'études...), on pourrait ainsi interroger la pertinence de chacune d'entre elles. Sans chercher à conduire une telle analyse, on peut toutefois présenter ici quelques constats. Seuls quatre des 87 membres de Paris-Jourdan sciences économiques ont signé la pétition des 27 économistes pour Ségolène Royal¹⁴⁶. Seize d'entre eux (parmi lesquels les quatre premiers) ont écrit, entre le 1^{er} janvier 2000 et le 31 mai 2008, au moins un article dans *Le Monde*¹⁴⁷. Or, les recherches conduites au sein de Paris-Jourdan sciences économiques sont structurées autour de sept axes¹⁴⁸ et treize parmi ces seize peuvent être rattachés à un des trois premiers (même si ce rattachement n'est pas exclusif)¹⁴⁹. Si on ne peut tirer de conclusions de ces quelques recoupements, ils semblent toutefois indiquer l'intérêt potentiel d'une réflexion dans ce sens.

Une domination masculine

¹⁴⁴ L'économétrie, l'économie du développement, l'économie publique, l'économie théorique, la finance, l'histoire économique, la macroéconomie, l'économie des marchés et des organisations et la microéconomie constituent les principaux domaines de spécialisation.

¹⁴⁵ Si le choix de Paris-Jourdan sciences économiques constitue un biais, il permet de neutraliser l'effet d'institution, que nous avons déjà souligné.

¹⁴⁶ Philippe Aghion, Philippe Askenazy, Daniel Cohen et Thomas Piketty.

¹⁴⁷ Philippe Aghion, Robert Boyer, Olivier Compte, Fabrice Etilé, Robert Guesnerie, Pierre-Cyrille Hautcoeur, Ariane Lambert-Mogilianski (avec Bernard Caillaud et Olivier Compte) et Bernard Walliser ont écrit un article, Yann Algan et Bernard Caillaud deux, François Bourguignon trois, Pierre-Yves Geoffard quatre, Eric Maurin cinq, Thomas Piketty six, Philippe Askenazy neuf et Daniel Cohen (éditorialiste associé) soixante-dix neuf.

¹⁴⁸ Economie théorique (rationalité, équilibre et coordinations) (1); modélisation et politiques macro-économiques (2); marché du travail, changement technique et organisationnel (3); économie publique (redistribution et protection sociale) (4); économie politique du changement institutionnel (5); économie du développement, économie géographique et économie internationale (6); structures de marchés et économie des organisations (7).

¹⁴⁹ Bernard Caillaud, Olivier Compte, Pierre-Yves Geoffard, Ariane Lambert-Mogilianski et Bernard Walliser pour le premier; Philippe Aghion, Yann Algan, Philippe Askenazy, Daniel Cohen, Robert Guesnerie et Pierre Cyrille Hautcoeur pour le second; Yann Algan, Philippe Askenazy, Robert Boyer et Thomas Piketty pour le troisième.

Parmi les intervenants au forum de Grenoble, sur les trente intellectuels qui ont par la suite apporté un soutien à Ségolène Royal, on ne compte que cinq femmes : Marie Duru-Bellat, Agnès Fine, Dominique Méda, Irène Théry et Françoise Vergès. Sur les soixante-dix intellectuels présents au forum, il n’y avait en tout que treize femmes¹⁵⁰.

Parmi les cinquante-deux membres du collège universitaire de la Fondation Terra Nova, il n’y a que six femmes : Geneviève Delaisi de Parseval, Brigitte Dormont, Marie Duru-Bellat, Dominique Méda, Pauline Peretz et Hélène Périer¹⁵¹.

Une même sous-représentation des femmes s’observe chez les intervenants aux forums organisés au cours de la campagne présidentielle par Les Amis de Ségolène Royal : sur les huit intervenants, le 8 mars, du débat « économie », deux femmes (Eve Chiapello et Dominique Méda) ; sur les huit intervenants, le 21 mars, du débat « enseignants », également deux femmes (Agnès Van Zanten et Caroline Werkoff) ; le débat « justice », le 4 avril, ne devait réunir que cinq intervenants masculins, mais Dominique Barella, absent, a été remplacé par l’une de ses collègues.

La moindre visibilité des femmes

Même s’il nous faudrait pouvoir disposer de statistiques précises, on peut faire l’hypothèse que cette forte sous-représentation des femmes dans les réunions d’intellectuels – qu’il s’agisse de manifestations publiques de soutien ou de groupes de réflexion politiques – ne traduit pas une sous-représentation équivalente des femmes parmi les intellectuels de gauche. L’observation des signataires des pétitions en faveur de Ségolène Royal en fonction de leur genre vient corroborer en partie cette hypothèse. Les femmes et les hommes sont en effet en nombre quasi égal parmi ces signataires, même si l’on peut noter une légère sous-représentation des premières. Ainsi, 95 femmes ont signé la pétition des « 200 intellectuels pour Ségolène Royal » parue dans *Libération*. Parmi les 150 premiers signataires de la pétition du *Nouvel Observateur* « Avant qu’il ne soit trop tard », on compte 59 femmes¹⁵².

¹⁵⁰ Viennent s’ajouter aux cinq premières Nicole Aubert, Gwénaëlle Calvès, Danièle Demoustier, Anne Fagot-Largeault, Géraldine Muhlmann, Réjane Sénac-Slawinski, Isabelle Sommier et Catherine Wihtol de Wenden.

¹⁵¹ Dans la première version de ce collège, on ne comptait que deux femmes, Marie Duru-Bellat et Dominique Méda pour quarante-deux membres. L’augmentation dans le collège définitif de la part des femmes, qui restent toutefois encore largement minoritaires, est la traduction d’une volonté de corriger ce déséquilibre.

¹⁵² Lors de la soirée « 22 paroles pour le 22 avril », au cours de laquelle se sont exprimées 22 signataires de la pétition « Avant qu’il ne soit trop tard », onze femmes ont pris la parole : « *Ce soir, 22 paroles pour le 22 avril vont donc illustrer, décliner, conjuguer ce vote pour Ségolène Royal. 22 prises de parole, de 5 minutes chacune, où, à parité, 11 femmes et 11 hommes, signataires de l’appel, diront les raisons de leur vote* » (Edwy Plenel, discours introductif).

Seule la pétition des 27 économistes en faveur de Ségolène Royal publiée dans *Les Echos* ne regroupe qu'une forte minorité de femmes, trois sur vingt-sept (Christine Erhel, Nathalie Greenan et Hélène Zajdela), mais cela n'est pas sans lien avec le fait qu'il s'agisse d'une pétition spécifique aux économistes¹⁵³.

Faut-il pour autant comprendre la part plus importante de femmes parmi les signataires de pétitions relativement aux autres types de manifestations comme un choix de mobilisation spécifique des « intellectuels femmes » ? Jean-Gabriel Contamin, étudiant les rapports entre le genre et le mode d'entrée dans l'action collective à partir du cas du mouvement pétitionnaire contre le projet de loi Debré, souligne qu'il ne faut pas s'étonner du relatif équilibre du ratio hommes/femmes parmi les signataires, « *la signature de pétitions [étant] traditionnellement présentée comme l'un des comportements "non-conventionnels" les moins "genrés" d'un point de vue quantitatif* »¹⁵⁴. On peut donc faire l'hypothèse selon laquelle l'équilibre hommes/femmes dans les pétitions d'intellectuels est à l'image d'un équilibre traditionnel parmi les signataires de pétitions, sans qu'il ne faille en déduire une quelconque spécificité des « intellectuels femmes » quant à leurs choix de mobilisation.

L'observation de la couverture du *Nouvel Observateur* consacré aux « nouveaux intellos de gauche » et du contenu même de l'enquête conduit, de plus, à réfléchir non en termes de types de mobilisation mais, une nouvelle fois, en termes de visibilité. En effet, ce numéro est une illustration presque caricaturale de la moindre visibilité journalistique des femmes parmi les intellectuels. Les onze photos mises en couverture sont onze photos d'hommes. Dans le cœur même de l'article, aucune femme n'est nommée. Dans la bibliographie proposée, aux côtés des titres de Philippe Askenazy, Serge Audier, Eric Fassin, Ivan Jablonka, Frédéric Martel, Eric Maurin, Thierry Pech, Thomas Piketty, Yves Sintomer, aucun livre écrit par une femme n'est cité¹⁵⁵. Or, nous l'avons souligné, ce sont les intellectuels les plus visibles dans l'espace

¹⁵³ Au sens où, même si là encore il faudrait pouvoir disposer de statistiques précises, les femmes sont fortement sous-représentées chez les chercheurs en économie. Ainsi, parmi les 87 membres de Paris-Jourdan sciences économiques, il n'y a que 24 femmes. Esther Duflo explique, dans un entretien accordé à *Finances et développement*, le fait que l'économie reste une discipline dominée par les hommes par trois facteurs : « *Primo, c'est une matière quelque peu scientifique, et peu de femmes se lancent dans des carrières scientifiques. Secundo, l'économie a un rapport avec la politique et le pouvoir, et les femmes sont moins impliquées dans ces domaines. Tertio, chaque secteur développe une culture qui lui est propre en fonction de ses membres, et l'économie est une culture relativement macho. La tradition appelle à une attitude relativement agressive dans les séminaires, ce qui ne convient pas à toutes les femmes* » (*Finances et développement*, septembre 2003, « La politique économique à l'épreuve des faits », pp. 4-7).

¹⁵⁴ Jean-Gabriel Contamin, « Genre et mode d'entrée dans l'action collective. L'exemple du mouvement pétitionnaire contre le projet de loi Debré », *Politix*, n°78-2007, p. 22.

¹⁵⁵ François Bazin, « Ces intellos qui veulent changer la gauche », *Le Nouvel Observateur*, n°2166, jeudi 11 mai 2006. Il est d'ailleurs intéressant de noter que, parmi les trente-cinq auteurs ayant publié dans la collection La République des Idées, on ne trouve que six femmes (Julie Allard, Suzanne Berger, Thérèse Delpech, Marie Duru-Bellat, Dominique Méda et Hélène Périvier).

journalistique qui sont sollicités pour faire partie des « vitrines politiques » ou pour participer aux manifestations publiques de soutien¹⁵⁶. La forte sous-représentation des femmes lors du forum de Grenoble conduit cependant à raisonner parallèlement en termes de réseaux. Seules quelques femmes, notamment Marie Duru-Bellat et Dominique Méda, semblent intégrées dans des réseaux essentiellement masculins. Ce sont d'ailleurs le plus souvent elles qui introduisent les autres femmes dans ces réseaux¹⁵⁷. Même s'il s'agit d'un phénomène difficilement mesurable, on peut donc faire l'hypothèse que la dimension genrée a un effet dans la constitution de ces réseaux. Elle est en tout cas parfois ressentie comme telle¹⁵⁸.

« *Des intellectuelles pour Ségolène Royal* »

L'histoire des pétitions de soutien d'intellectuels à Ségolène Royal pendant la campagne de 2007 a été marquée par le refus du *Monde*, du *Nouvel Observateur*, de *Libération*, de *La Croix* et du *Journal du Dimanche*, début avril, de publier une pétition d'« intellectuelles pour Ségolène Royal », signée notamment par Françoise Dupont, Françoise Gaspard, Françoise Héritier, Florence Montreynaud, Claude Servan-Schreiber et Eliane Viennot.

Le texte de l'appel marque, dès la première phrase, une distinction entre des intellectuels hommes présents dans les médias et les intellectuelles signataires de l'appel : « *Il se murmure un peu partout que les femmes seraient, moins que les hommes, décidées à voter pour Ségolène Royal. Et les médias, si soucieux de répercuter ce que pensent "les intellectuels" de la campagne électorale, oublie régulièrement qu'il y a des femmes parmi eux. C'est pourquoi nous, intellectuelles vivant en France et concernées par son destin, prenons ensemble la parole pour appeler à son élection* ».

Il est à noter que Françoise Gaspard, Françoise Héritier, Claude Servan-Schreiber et, pour la seconde, Eliane Viennot, ont signé l'appel des « 200 intellectuels pour Ségolène Royal » paru dans *Libération* et la pétition « Avant qu'il ne soit trop tard » paru dans *Le Nouvel Observateur* (Claude Servan-Schreiber a par ailleurs signé l'appel d'universitaires, chercheurs et personnalités en faveur de Royal paru le 2 mai 2007, sur nouvelobs.com).

Le fait que des intellectuelles, qui ont pourtant signé d'autres textes, tiennent à lancer un appel spécifique en faveur de la candidate socialiste pour mettre en avant une position qu'elles n'estiment pas relayée dans les médias – au-delà du contenu même de leur appel et des caractéristiques de ses signataires – exprime un sentiment de plus faible résonance de leur parole dans l'espace public par rapport à celle de leurs homologues masculins. Si les multiples refus opposés à cet appel sont en partie liés à la nature même du texte, ils traduisent également un rapport parfois difficile à l'espace journalistique.

¹⁵⁶ Mais ce constat laisse ouverte la question de la moindre visibilité journalistique elle-même. Dominique Méda ou Marie Duru-Bellat, toutes deux présentes à Grenoble, auraient en effet pu, au même titre que leurs collègues masculins, trouver une place dans le corps de l'article ou en bibliographie. A sans doute cependant également joué ici un effet de génération.

¹⁵⁷ « *Eve Chiapello, c'est toujours moi qui vais la chercher* » (Dominique Méda, entretien du 8 avril 2008). Parmi les femmes qui ont été ajoutées dans la version définitive du collègue universitaire de la fondation Terra Nova, on trouve Hélène Pérvier, qui a coécrit avec Dominique Méda *Le deuxième âge de l'émancipation* à La République des Idées.

¹⁵⁸ « *Si j'étais un homme, je serais beaucoup plus écoutée. (...) S'ils voulaient des femmes, ils en trouveraient. Le fait qu'on soit une femme, ça trouble les repères* » (Dominique Méda, entretien du 8 avril 2008).

Toutefois, si la sous-représentation des femmes s'explique en partie par des mécanismes de moindre sollicitation, il faut également prendre en compte un deuxième facteur, à savoir la nature des réponses faites à de telles sollicitations, et leurs motivations.

Le « temps des femmes »

On peut certes s'interroger sur la légitimité de questionner, à partir du critère du genre, les réponses adressées par les intellectuels aux sollicitations politiques. En réalité, la différence hommes/femmes semble jouer sur une double dimension : le rapport aux bénéfices que peut procurer la participation à l'espace politique et les possibilités matérielles de répondre positivement à des sollicitations émanant de cet espace – ce second aspect étant l'un des éléments explicatifs de l'attrait différentiel pour le jeu politique¹⁵⁹.

De même que « *la sociologie des élus reflète (...) le poids diversement réparti des contraintes familiales sur chaque sexe et comment ces contraintes constituent en elles-mêmes un obstacle à la carrière politique* »¹⁶⁰, de même la sous-représentation des femmes parmi les intellectuels s'engageant dans l'espace politique reflète ces contraintes qui jouent comme des freins à la participation aux groupes de travail ou aux manifestations publiques. Travailler dans une équipe de campagne ou être actif à l'intérieur d'un groupe de réflexion requiert un investissement temporel important. Les membres les plus impliqués d'*A gauche en Europe* se réunissaient le soir de manière hebdomadaire. Au plus fort de la campagne, Dominique Méda a dû se mettre un mois en disponibilité. Or le temps social des femmes étant plus contraint que celui des hommes – « *Faut-il le rappeler ? En 1999, les deux tiers du travail domestique restent effectués par les femmes* »¹⁶¹ –, cette réalité s'applique également aux intellectuels. Seule, parmi les intellectuels que nous avons rencontré, une femme, Eve Caroli, a évoqué la contrainte représentée par deux enfants en bas âge¹⁶². L'« *inégaie structuration des temps sociaux entre hommes et femmes* »¹⁶³ pèse sur l'engagement des intellectuels dans l'espace politique : « *au-delà des discours, l'inégale répartition genrée des temps sociaux a donc bien des effets concrets sur les pratiques* »¹⁶⁴. On peut faire l'hypothèse que la participation à des groupes de réflexion ou à des manifestations politiques de soutien fait l'objet, pour les

¹⁵⁹ La distinction hommes/femmes à partir de cette double dimension ne signifie bien sûr ni que le rapport à la politique ou les contraintes matérielles soient homogènes au sein de chaque sexe, ni que cette distinction puisse être appliquée de manière systématique.

¹⁶⁰ Catherine Achin et alii, *Sexes, genre et politique*, Paris, Economica, 2007, p. 86.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 86.

¹⁶² Entretien du 9 mai 2008.

¹⁶³ Catherine Achin et alii, *Sexes, genre et politique*, op. cit., p. 88.

¹⁶⁴ *Ibid.*, p. 89.

« intellectuels femmes », de difficultés et donc d'arbitrages spécifiques, à l'image des difficultés que connaissent les candidates face aux réunions électorales¹⁶⁵. Plus contraintes socialement, les « intellectuels femmes » semblent de plus être, moins que les « intellectuels hommes », à la recherche des bénéfices et des émotions que peut apporter la participation au jeu politique.

Certes, notre échantillon féminin n'atteint pas une taille critique suffisante pour tirer des conclusions générales des expériences personnelles rencontrées. Mais il est intéressant de noter la proximité des discours, sur des éléments qui n'apparaissent jamais dans ceux des « intellectuels hommes », de deux « intellectuels femmes » dont l'une pourtant, Dominique Méda, est engagée activement auprès de Ségolène Royal et dont l'autre, Eve Caroli, a adopté, comme chercheuse, une position d'extériorité par rapport au jeu politique¹⁶⁶. Alors même qu'elle est l'une des rares « intellectuels femmes » présente à Grenoble, membre du collègue universitaire de la fondation Terra Nova, engagée dans l'équipe de campagne de Ségolène Royal, qu'elle était, lors de son lancement, la seule femme du « groupe des vingt », Dominique Méda a souligné à plusieurs reprises la moindre envie des femmes – dans lesquelles elle s'inclut – d'être mises en avant, en danger, et la relative faiblesse de leurs ambitions par rapport à celles des hommes¹⁶⁷. Or on retrouve le même discours sur l'absence d'ambitions personnelles en termes de visibilité publique – « *le succès personnel médiatique ne m'intéresse absolument pas* »¹⁶⁸ –, chez Eve Caroli. Alors que Philippe Askenazy utilise le registre sémantique de la bataille pour décrire ses chroniques dans *Le Monde* – « *mes chroniques dans Le Monde (...) c'est pour tirer à boulet rouge* »¹⁶⁹ –, Eve Caroli ne s'en sert que pour mieux s'en détacher : « *je n'irais pas me battre. C'est clair, je n'ai pas le temps* »¹⁷⁰. D'ailleurs, évoquant ses recherches communes avec Philippe Askenazy sur les conditions de travail¹⁷¹, elle semble considérer sa moindre visibilité sur ces questions comme

¹⁶⁵ « *Comme le soulignent plusieurs candidates, la tenue des réunions électorales, compte tenu des contraintes familiales, doit respecter des horaires stricts, sous peine de voir les femmes partir ou protester.* » (*ibid.*, p. 89).

¹⁶⁶ Le « profil » d'Eve Caroli est d'autant plus intéressant que, proche par plusieurs aspects d'économistes de gauche engagés dans le débat public, elle reste, contrairement à eux, en retrait par rapport à ce débat. Chercheuse associée à l'École d'économie de Paris, elle a publié dans de grandes revues scientifiques (notamment le *Quarterly Journal of Economics*). Elle a coécrit des articles avec Philippe Aghion (sur la croissance) et Philippe Askenazy (sur les conditions de travail) et co-organise avec Eric Maurin un séminaire sur l'économie du travail et les politiques publiques.

¹⁶⁷ Dominique Méda, entretien du 8 avril 2008.

¹⁶⁸ Eve Caroli, entretien du 9 mai 2008.

¹⁶⁹ Philippe Askenazy, entretien du 17 mars 2008.

¹⁷⁰ Eve Caroli, entretien du 9 mai 2008.

¹⁷¹ Ils ont notamment publié en collaboration « Organizational innovations and working conditions: An empirical approach » (avec Vincent Marcus, *Recherches économiques de Louvain*, vol. 68, n°1-2, 2002), « Pratiques innovantes, accidents du travail et charge mentale : résultats de l'enquête française Conditions de Travail 1998 »

secondaire (ou, du moins, la présente comme telle) : « *il n'y a pour moi aucun problème à ce que ce soit Philippe Askenazy plutôt que moi* »¹⁷². Si le genre n'est pas le facteur déterminant pour comprendre le rapport à l'espace public – c'est d'ailleurs Jean Tirole qu'Eve Caroli cite pour expliciter sa position personnelle de retrait –, il n'en reste pas moins que les « intellectuels femmes » paraissent accorder une importance moindre que leurs homologues masculins aux bénéfiques que l'on peut tirer de la participation à l'espace politique¹⁷³, leurs positions et leurs pratiques étant contraintes par les obligations sociales particulières dont elles ont la charge.

En réponse à Michel Wieviorka qui, dans un article paru dans *Libération* le 18 janvier 2007, reprend, en référence à l'article de Max Gallo de juillet 1983, le thème du « silence des intellectuels »¹⁷⁴, pour dénoncer la démarche participative de la candidate socialiste et l'appeler à « *faire écho aux espoirs de ceux qui assurent la production et la diffusion des connaissances, l'analyse sociale, la recherche, la culture, qui prennent au sérieux l'histoire, la littérature, la langue, et qui se sentent parfois salis, tirés vers le bas, par des propos ou des attitudes démagogiques* »¹⁷⁵, André Gauron (ancien conseiller de Pierre Bérégoovoy, signataire de la pétition des 27 économistes pour Ségolène Royal) publie dans le même quotidien, le 31 janvier, une tribune intitulée « *Prétentieux intellectuels !* », dans laquelle il renvoie le sociologue à ses propres responsabilités : « *l'enjeu de ces accusations réside sans doute dans la déception qu'éprouvent Michel Wieviorka et les intellectuels "silencieux" dont il se fait le porte-parole (autoproclamé ?) face à une candidate qui ne ferait pas "échos aux espoirs de ceux qui assurent la production et la diffusion de la connaissance, de l'analyse sociale"... A*

(*Pistes*, vol. 5, n°1, 2003) et « Innovative work practices, Information Technologies and Working Conditions: Evidence for France » (*EconomiX Working Paper*, n°2006-2).

¹⁷² *Ibid.* Evoquant les publications du CEPREMAP, elle précise que c'est par choix qu'elle n'a pas rédigé de notices, préférant donner la priorité à ses publications scientifiques.

¹⁷³ Elles expriment d'ailleurs plus de craintes face à cette participation : « *j'ai toujours eu peur d'y passer toute entière* » (Dominique Méda, entretien du 8 avril 2008).

¹⁷⁴ « *En juillet 1983, dans un article du Monde qui fit grand bruit, Max Gallo, à l'époque porte-parole du gouvernement, fustigeait le silence des intellectuels de gauche. A l'évidence, le thème mérite d'être repris aujourd'hui. Ségolène Royal n'est évidemment pas isolée dans son entreprise politique, et son entourage compte toutes sortes d'experts qui travaillent pour elle, qu'il s'agisse de suivre les sondages d'opinion ou d'en décrypter les significations, d'organiser ses rencontres et déplacements ou de l'aider à préparer son argumentation et ses discours. Mais au-delà ?* » (Michel Wieviorka, « Ségolène met la gauche intellectuelle en peine », *Libération*, 18 janvier 2007).

¹⁷⁵ *Ibid.*

*moins qu'il ne regrette qu'elle se nourrisse d'autres travaux que des siens ? »*¹⁷⁶. Cet échange illustre la tension qui existe parfois entre l'espace intellectuel et l'espace politique et, du fait même de questions politiques, à l'intérieur de l'espace intellectuel. L'appel de Michel Wieviorka à Ségolène Royal à rechercher « *l'appui du monde du savoir et des idées* »¹⁷⁷, qui certes semble traduire une certaine frustration personnelle, montre toutefois que si les sollicitations proviennent de l'espace politique, des attentes vis-à-vis de telles sollicitations s'expriment dans un espace intellectuel dont le travail d'une partie des membres est clairement tourné vers les acteurs institués.

¹⁷⁶ André Gauron, « Prétentieux intellectuels », *Libération*, 31 janvier 2007. Il poursuit : « *Les sociologues détiendraient-ils une "vérité" qui a été au cours des dernières années fortement contestée aux économistes adeptes de la "pensée unique" ? Sans contester le moins du monde la qualité des connaissances qu'ils produisent, celles-ci recourent-elles toujours le ressenti des différentes couches de la société ? Leur prise en compte (et les solutions qu'ils préconisent) peut-elle réduire davantage et de bien meilleure façon la distance entre les politiques et les citoyens que les débats participatifs ?* ».

¹⁷⁷ Michel Wieviorka, « Ségolène met la gauche intellectuelle en peine », *Libération*, 18 janvier 2007.

Deuxième partie

Un microcosme tourné vers les acteurs institués

Eclairer les rapports entre intellectuels de gauche et politique suppose de « *s'intéresser aux dimensions plurielles de ce qu'on appelle couramment l'engagement : tout d'abord aux liens (adhésion, compagnonnage) qu'artistes et intellectuels entretiennent avec les partis politiques ou avec leurs organisations satellites, mais aussi aux différents répertoires d'actions qui leur sont spécifiques (productions culturelles et artistiques "engagées", travail d'expertise, voire de production théorique, pétitions, manifestes, etc.) et traduisent des rapports distincts aux organisations et aux institutions politiques. Réciproquement, l'élucidation de ces liens suppose que l'on s'intéresse aux usages (allant de la propagande à la mise en place de politiques culturelles et municipales) que les professionnels de la politique peuvent faire des artistes et des intellectuels* »¹⁷⁸. Liens entre intellectuels et partis politiques, répertoires d'action adoptés par les intellectuels, usage des intellectuels par les professionnels de la politique : si nous avons déjà évoqué la première et la troisième dimension, c'est sur les répertoires d'action des intellectuels de gauche contemporains que nous voudrions nous arrêter à présent. En effet, c'est leur spécificité qui est en jeu derrière ce point, comme nous tenterons de le montrer. C'est à travers le prisme de La République des Idées – mais tout en maintenant une perspective comparatiste – que nous aborderons cette question des répertoires d'action. L'élaboration d'une « nouvelle critique sociale » incite en effet à réfléchir sur sa nature et à interroger son caractère inédit.

Quelles résonances dans le débat public ?

Si La République des Idées constitue un prisme intéressant pour saisir la nature des répertoires d'action des intellectuels de gauche contemporains, c'est que, à la fois filtre et courroie de transmission, elle représente aujourd'hui un point de jonction entre espace intellectuel et espace politique. Créée par Pierre Rosanvallon, professeur au Collège de France, elle bénéficie, notamment grâce à la collection éponyme au Seuil, d'une réception considérable dans l'espace politique, mesurable notamment par les références faites aux travaux dont elle assure la diffusion.

¹⁷⁸ Frédérique Matonti, « Artistes, culture et intellectuels de gauche » in Jean-Jacques Becker, Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches*, op. cit., p. 684.

Le parcours de Philippe Askenazy est révélateur des mécanismes actuels de l'entrée d'un chercheur dans le débat public. Normalien, agrégé de mathématiques, il soutient en 1999 une thèse d'économie (« Innovations technologiques et organisationnelles, internationalisation et inégalités ») sous la direction de Daniel Cohen. Il est alors l'un des seuls, dans le monde académique français, à aborder du point de vue de l'économie la question des conditions de travail et à s'intéresser à ce que l'on appelle la « nouvelle économie »¹⁷⁹, qu'il a découverte lors de son année passée à Berkeley. Il est d'ailleurs dès cette époque en contact avec les syndicats, notamment la CFDT mais également la CGT. C'est toutefois la publication en 2004 de son ouvrage *Les désordres du travail. Enquête sur le nouveau productivisme* dans la collection La République des Idées qui accélère son apparition dans l'espace public. La parution de ce livre va en effet jouer pour les travaux de Philippe Askenazy, qui compte déjà à son actif plusieurs publications académiques importantes¹⁸⁰, le rôle d'une caisse de résonance puissante tant dans l'espace journalistique que dans l'espace politique.

Contacté par La République des Idées une semaine après avoir été discutant à la présentation de *Portrait de l'artiste en travailleur* de Pierre-Michel Menger (paru également, en 2003, dans la collection Seuil / La République des Idées) pour écrire un livre sur la question du travail, Philippe Askenazy publie *Les Désordres du travail* début 2004. Prix des lecteurs du livre d'économie 2004 – décerné par un jury composé de représentants des plus grands médias français –, *Les désordres du travail* fait l'objet de plusieurs articles élogieux dans *Le Monde*, dont un de Daniel Cohen, à l'occasion de sa sortie, et un de Frédéric Lemaître, à l'occasion de la remise du prix¹⁸¹, d'un article dans *La Tribune* et de deux articles dans *Les Echos*. L'ouvrage sera de plus, en février 2005, au cœur d'un accrochage parlementaire portant sur son interprétation¹⁸², entre Gérard Larcher, ministre délégué aux

¹⁷⁹ Sur ce sujet, on pourra se référer notamment à *Des 35 heures à la nouvelle économie. Changements organisationnels et diffusion de l'innovation*, The New American Challenge, les notes de l'Ifri n°27, Paris, La documentation française, 2000 et « Innovations and employment : evidence from American manufacturing », chap. 6 in M. Vivarelli and M. Pianta, *The employment impact of innovation. Evidence and Policy*, London, Routledge, 2000, pp. 96-120.

¹⁸⁰ Notamment dans le *Journal of Economic Theory* en 2000 (« A model of optimal growth strategy », avec C. Le Van, vol. 85 (1), pp. 27-54) et dans l'*European Economic Review* en 2003 (« Minimum wage, exports and growth », vol. 47 (1), pp. 147-164).

¹⁸¹ Respectivement, Daniel Cohen, *Le Monde* du 1^{er} juillet 2004, « Le nouveau défi social » et Frédéric Lemaître, *Le Monde* du 5 mars 2005, « Le travail toujours plus pénible ».

¹⁸² Notamment rapporté par *Le Monde* : « On a vu, il y a quelques mois à l'Assemblée nationale, un député socialiste et le ministre de l'Emploi, Gérard Larcher, s'empoigner sur l'interprétation d'un livre de l'économiste Philippe Askenazy sur Les désordres du travail » (« Les intellectuels décryptent la société pour les candidats », *Le Monde*, 31 janvier 2007).

relations du travail, et le député socialiste Jean Le Garrec : « *Ce rappel fait, parlons du rôle du repos compensateur et du temps de travail. Je vous renvoie à cet égard, puisque M. Le Garrec a fait référence à cet excellent auteur, à Philippe Askenazy et plus précisément à son ouvrage intitulé Les désordres du travail. Ses observations inspirent et conduisent la préparation du plan de santé au travail et nous amènent à nous poser un certain nombre de questions. (...) – Monsieur le ministre, nous avons les mêmes lectures, voire les mêmes préoccupations* »¹⁸³. Cet accrochage, au-delà de sa dimension anecdotique, est révélateur de l'effet potentiel d'une publication à La République des Idées sur l'accès au débat public des thèses d'un chercheur¹⁸⁴. Si tous les ouvrages de la collection n'ont pas fait l'objet d'échanges de la sorte, il n'est pas rare, nous y reviendrons, que leurs auteurs soient cités sur les bancs de l'Assemblée.

La publication des *Désordres du travail* a joué, pour Philippe Askenazy, un rôle de déclencheur de sollicitations tant journalistiques que politiques : « *là les choses vont très vite. Tout le monde veut vous parler : côté patronal, syndical, politique. Donc je suis devenu un minimum connu* »¹⁸⁵. Dès mi-2005, il est contacté par les strausskahnien sur la question des conditions de travail, par l'intermédiaire d'Olivier Ferrand, et participe aux réunions hebdomadaires visant à alimenter le programme du futur candidat à l'investiture du PS. Si sa rencontre avec l'équipe de Ségolène Royal est plus tardive, le blog de la candidate socialiste reprend, ainsi que celui de Dominique Strauss-Kahn, son constat sur la hausse des accidents du travail. Une publication à La République des Idées peut donc permettre, notamment aux jeunes chercheurs, d'être repéré par les professionnels de la politique¹⁸⁶.

La montée en puissance progressive d'une collection à succès

La réception, à la fois journalistique et politique, des *Désordres du travail* est à l'image du succès d'une collection inaugurée avec la publication de *L'égalité des possibles* d'Eric Maurin en 2002 et qui compte, après six ans d'existence, plus de vingt titres (les ventes des

¹⁸³ Assemblée nationale, troisième séance du jeudi 3 février 2005, session ordinaire 2004-2005.

¹⁸⁴ Même si tous les ouvrages de la collection n'obtiennent pas la même audience. Dominique Méda m'a d'ailleurs précisé que *Le deuxième âge de l'émancipation*, qu'elle a publié en 2007 à La République des Idées avec Hélène Péruvier, s'est assez mal vendu, contrairement à *Faut-il brûler le modèle social français ?* qu'elle a publié en 2006 au Seuil avec Alain Lefebvre.

¹⁸⁵ Philippe Askenazy, entretien du 17 mars 2008.

¹⁸⁶ Notons que parmi les cinquante-deux membres du collège universitaire de la fondation Terra Nova, dix-sept ont publié à La République des Idées (cf. infra note 369).

livres assurant les deux tiers du budget de La République des Idées¹⁸⁷). Si la réception au moment de sa sortie de *L'égalité des possibles* est restée assez modeste – quelques lignes d'Alain Beuve-Méry dans *Le Monde* qui présente en même temps l'ouvrage et la nouvelle collection¹⁸⁸ – celle du deuxième titre d'Eric Maurin dans la même collection – *Le ghetto français. Enquête sur le séparatisme social* (2004) – a été beaucoup plus importante¹⁸⁹. *Le Monde* du 23 octobre 2004 en a ainsi publié les meilleurs feuillets et un article d'Edwy Plenel fait une présentation élogieuse : « *Tout(e) citoyen(ne) devrait lire ce livre. Toute personne impliquée dans la vie publique, curieuse de l'intérêt général, soucieuse de l'avenir du pays devrait s'y précipiter au plus vite, s'en emparer et en débattre. (...) Eric Maurin fraye un chemin de recherche à part dont les rigoureuses découvertes obligent à d'immenses remises en cause* »¹⁹⁰. En deux ans, la collection La République des Idées est ainsi devenue « à la mode » : la réception différenciée des deux ouvrages d'Eric Maurin indique en creux sa progressive imposition dans le débat public, la montée en puissance de ses titres dans l'espace journalistique, l'intérêt croissant porté par les professionnels de la politique aux thèses de ses auteurs¹⁹¹.

L'épisode qui a suivi la publication du *Rappel à l'ordre* de Daniel Lindenberg fin 2002¹⁹², même si ce livre est à part dans la collection dirigée par Pierre Rosanvallon et Thierry Pech¹⁹³, a certainement contribué à la visibilité de La République des Idées dans l'espace public. *Le Rappel à l'ordre* a en effet été au cœur d'une polémique au sein du monde intellectuel

¹⁸⁷ Environ 150 000 euros, ce qui est un budget modeste (par comparaison, la fondation Terra Nova a un budget prévisionnel de un million d'euros en année pleine).

¹⁸⁸ « *Ce petit livre synthétique mais parfois abscons s'inscrit dans une nouvelle collection, intitulée "La République des Idées", animée par Laurent Bouvet, Olivier Mongin, Thierry Pech et Pierre Rosanvallon. L'objectif de cet "atelier intellectuel international", selon leur propre terminologie, est de publier une dizaine d'ouvrages courts par an sur des questions centrales ou des problèmes émergents du monde contemporain* », Alain Beuve-Méry, *Le Monde* du 19 mars 2002.

¹⁸⁹ La diffusion des travaux d'Eric Maurin en dehors des cercles de spécialistes date non de ses publications à La République des Idées, qui ont toutefois renforcé son audience, mais de sa note écrite avec Dominique Goux pour la Fondation Saint-Simon en octobre 1998 sur « la nouvelle condition ouvrière ».

¹⁹⁰ Edwy Plenel, « Comment la France se fige et prend peur », *Le Monde* du 23 octobre 2004. Conclusion de l'article : « *De cette démonstration implacable, prolongée par des propositions, on n'aura donné, ici, qu'un avant goût tant son invite est radicale : "C'est notre modèle de société tout entier qu'il faut interroger"* ».

¹⁹¹ Ainsi, on peut noter deux références au cours des débats de l'Assemblée nationale à l'enquête sur les ghettos d'Eric Maurin (par le député centriste Hervé Morin lors de la séance du 1^{er} décembre 2005 et par le député socialiste Jean-Marc Ayrault lors de la séance du 18 janvier 2006), alors que *L'égalité des possibles* n'a jamais été citée en séance.

¹⁹² Daniel Lindenberg, *Le Rappel à l'ordre : enquête sur les nouveaux réactionnaires*, Paris, Seuil / La République des Idées, 2002.

¹⁹³ A tel point que François Bazin souligne, dans son enquête sur les « nouveaux intellos », que l'on ne voit pas Thierry Pech « *rééditer aujourd'hui l'expérience des "nouveaux réactionnaires" de Daniel Lindenberg* » (*Le Nouvel Observateur*, n°2166, semaine du 11 mai 2006). Dans cet ouvrage, Daniel Lindenberg dénonce la « dérive réactionnaire » d'un certain nombre d'intellectuels français (notamment Alain Finkielkraut, Marcel Gauchet, Pierre Manent, Philippe Muray, Pierre-André Taguieff) dont les critiques contre mai 68, la culture de masse, les droits de l'homme, l'antiracisme ou l'islam, prendraient la forme d'authentiques régressions et viseraient en son cœur le projet démocratique et son ambition égalitaire.

largement reprise et entretenue par la presse. *Le Monde* du 22 novembre 2002 lui consacre ainsi sa une, deux pages et une partie du supplément livres : Pierre Rosanvallon accorde une interview au quotidien, qui est aussi l'occasion pour lui d'exposer sa vision du travail intellectuel et de sa nouvelle collection¹⁹⁴, et un article présente la polémique (« Les "nouveaux réactionnaires" : enquête sur le paysage intellectuel »). *Le Nouvel Observateur* titre en une, la même semaine, « Sommes-nous tous devenus réacs ? » (n°1985). La réaction des « nouveaux réacs » est publiée dans *L'Express*, Alain Finkielkraut, Marcel Gauchet, Pierre Manent, Philippe Muray, Pierre-André Taguieff, Samuel Trigano et Paul Yonnet signant un « Manifeste pour une pensée libre ». Cette polémique – toute relative, mais inhabituelle dans l'espace intellectuel français –, renforcée par le relais journalistique¹⁹⁵, a joué un rôle d'amplificateur d'audience pour la collection de Pierre Rosanvallon.

Le retentissement des livres publiés à La République des Idées dans l'espace journalistique est, dès cet épisode, grandissant. On peut ainsi citer, à propos du *Capitalisme d'héritiers. La crise française du travail* de Thomas Philippon, paru en 2007, des articles dans *Le Monde* (« Un analyse lumineuse sur la nature des relations sociales en France », Béatrice Baudet, 20 mars 2007), dans *La Tribune* (« Un livre d'une clarté et d'une force de conviction exceptionnelle », Nicolas Véron, 19 mars 2007), dans *Les Echos* (« Un remarquable travail de défricheur », Henri Gibier, 22 mars 2007), dans *Challenges* (« Un petit livre concret, précis et particulièrement éclairant », Thierry Gandillot, 5 avril 2007). Pour un chercheur, publier à La République des Idées est gage de crédibilité, de visibilité et d'accès au débat public : « *J'ai vu la crédibilité de la série. C'est quand même eux qui dominent* »¹⁹⁶. Le format même de la collection (95 pages, prix de vente inférieur à 10 euros), qui répond aux exigences du monde de l'édition – mais également à celles des professionnels de la politique (textes courts et synthétiques) –, permet de porter dans l'espace public et auprès des politiques un diagnostic novateur accessible au plus grand nombre. L'effet de mode incontestable dont elle bénéficie, au cœur même de l'espace politique, est matérialisé par la multiplication des références à ses titres par les professionnels de la politique¹⁹⁷.

¹⁹⁴ « *Ce que je cherche avec cette collection de livres (eux-mêmes adossés à des travaux plus savants), c'est d'aider à un supplément d'intelligibilité dans des domaines où l'on sent confusément que des choses se passent mais sans bien arriver à les identifier. Il s'agit par là de participer à la refondation d'un débat public qui ne soit plus simplement structuré par un affrontement de positions déjà acquises* » (Pierre Rosanvallon, entretien accordé au *Monde*, 22 octobre 2002).

¹⁹⁵ Il faudrait également citer les articles parus dans *Libération*, *Marianne* et *Le Figaro*.

¹⁹⁶ Thomas Philippon, entretien du 14 janvier 2008.

¹⁹⁷ « *Moi, je rends tout à fait justice à La République des Idées. Pour les décideurs, La République des Idées c'est vachement bien. Pas tout, mais il y a quand même des trucs qui nous aident à penser* » (Sophie Bouchet-Petersen, entretien du 27 mai 2008).

Les nouveaux livres de chevet des (assistants) parlementaires

Les références aux titres de La République des Idées dans les débats de l'Assemblée nationale – pour ne pas citer les rapports parlementaires –, sont en effet désormais courantes. Ainsi de *La République et sa diversité : immigration, intégration, discrimination* de Patrick Weil, cité en séance par le député socialiste Manuel Valls lors du débat sur la diversité sociale dans les classes préparatoires aux grandes écoles (« *La discrimination positive sur bases ethniques ou religieuses est en effet inefficace dans la durée. Comme le démontre Patrick Weil dans son livre La République et sa diversité, l'introduction en France de cette forme d'automaticité serait le meilleur service à rendre à l'ascenseur social* »¹⁹⁸), des *Trois leçons sur la société post-industrielle* de Daniel Cohen, référence du député socialiste Jean Le Garrec (« *Il est clair que nous vivons une situation inédite et que nous avons changé de planète. Je ferai référence (...) à l'ouvrage assez décapant de Daniel Cohen Trois leçons sur la société post-industrielle qui décrit la coupure actuelle entre l'économique et le social* »¹⁹⁹) ou du *Ghetto français. Enquête sur le séparatisme social* d'Eric Maurin, sur lequel s'est appuyé le député socialiste Jean-Marc Ayrault (« *C'est le sociologue Eric Maurin qui dénonce la ghettoïsation à l'œuvre, sur notre territoire, du haut en bas de l'échelle sociale* »²⁰⁰).

Si cette multiplication des références en séance n'est pas propre aux travaux publiés à La République des Idées et concerne plus largement l'ensemble des chercheurs bénéficiant d'une forte visibilité journalistique – Thomas Piketty, notamment, est cité sur les bancs de l'Assemblée, par le gouvernement comme par l'opposition, chaque fois que sont débattues de nouvelles mesures fiscales²⁰¹ –, la fréquence des références à ces travaux n'en permet pas moins de souligner l'audience de la collection dans l'espace politique. En plus de l'accrochage du 3 février 2005, *Les désordres du travail* de Philippe Askenazy ont été cités à quatre reprises en séance²⁰². A une moindre fréquence, *La règle et le choix* de Jean-Paul

¹⁹⁸ Assemblée nationale, 1^{er} séance du jeudi 1^{er} décembre 2005, session ordinaire 2005-2006.

¹⁹⁹ Assemblée nationale, 2^e séance du mardi 5 décembre 2006, session ordinaire 2006-2007.

²⁰⁰ Assemblée nationale, 18 janvier 2006, session ordinaire 2005-2006.

²⁰¹ On peut citer, pour ne donner qu'un exemple, l'échange entre la députée socialiste Martine Billard et le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité, François Fillon : « *Précisions, monsieur le ministre, que notre proposition n'induirait aucun coût supplémentaire puisqu'elle s'appuie sur un impôt existant. J'ai remarqué que vous aimez beaucoup les déclarations de l'économiste Thomas Piketty qui en avait analysé les effets. (...) – Madame la députée, nous apprécions tous les deux le professeur Thomas Piketty qui, dans une interview à Radio Classique hier matin, a montré l'inanité d'une telle proposition dans une économie ouverte* » (Assemblée nationale, 2^e séance du mardi 17 juin 2003, session ordinaire 2002-2003). Les travaux de Thomas Piketty ont été invoqués au cours de plus de vingt séances sur les bancs de l'Assemblée nationale entre 2002 et 2007.

²⁰² Séances du 2 juillet 2004 (c'est-à-dire dès sa sortie), du 1^{er} février 2005, du 16 mars 2005, du 4 décembre 2007.

Fitoussi, *Les classes moyennes à la dérive* de Louis Chauvel, *Demande de sécurité* de Hughes Lagrange²⁰³, mais aussi, nous venons de le souligner, *La République et sa diversité*, *Trois leçons sur la société post-industrielle* ou *Le ghetto français*, ont tous servi d'arguments lors de débats parlementaires.

Certes, la multiplication des références, souvent louangeuses – « *on nous envoie des fleurs* »²⁰⁴ –, aux travaux publiés à La République des Idées, ne saurait présumer de leur traduction concrète en termes de politiques publiques. Il est en réalité difficile de mesurer si – et à quel degré – les interventions des intellectuels de gauche contemporains dans le débat public participent de la compréhension par les politiques des problèmes soulevés. Si les professionnels de la politique, de gauche et de droite, fondent de manière régulière leurs argumentations sur les diagnostics publiés à La République des Idées, une analyse comparée de ces diagnostics et des politiques publiques réellement mises en œuvre – ou proposées – dans les mois ayant suivi la publication d'un livre à La République des Idées demanderait à être conduite. Ne s'intéresser qu'aux titres de cette collection introduirait certes un biais. Mais cela permettrait d'atteindre une systématisme en l'absence de laquelle il faut se contenter d'exemples qui ne valent que pour eux-mêmes. On peut en effet noter que telle ou telle proposition a été reprise pendant la campagne électorale ou fait partie des mesures annoncées par le gouvernement – l'idée d'un droit d'accès aux classes préparatoires, défendue par Patrick Weil dans *La République et sa diversité*²⁰⁵, était ainsi dans les programmes présidentiels de Ségolène Royal et de Nicolas Sarkozy et est inscrite dans les lettres de mission des ministres de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur²⁰⁶ –, comme on peut noter que telle autre n'a pas trouvé de traduction politique concrète²⁰⁷.

²⁰³ Respectivement lors des séances du 16 octobre 2002, du 17 octobre 2006 et du 17 juillet 2007.

²⁰⁴ Thierry Pech, entretien du 18 janvier 2008. Emmanuelle Mignon vante ainsi les mérites des ouvrages de La République des Idées dans un entretien accordé à *nonfiction.fr* : « *Tout ce qu'a produit, par exemple, La République des Idées, va à l'encontre de la pensée unique. C'est le cas par exemple d'Eric Maurin, lorsqu'il écrit que la carte scolaire est un instrument qui aggrave la ségrégation urbaine et donc les inégalités ; c'est le premier à avoir écrit cela* » (entretien conduit par Frédéric Martel et Martin Missika, *nonfiction.fr*, janvier 2008).

²⁰⁵ « *Une fois le bac acquis, il faut assurer une meilleure égalité des chances pour l'accès aux grandes écoles et à ces établissements qui sélectionnent à l'entrée en première année, sur tout le territoire, dans les ZEP, en province et outre-mer. Pour cela, je propose que l'on s'inspire des politiques pratiquées en Californie, en Floride et surtout au Texas. (...) Les meilleurs élèves auraient un droit d'accès aux classes préparatoires aux grandes écoles et aux premières années des établissements qui sélectionnent à l'entrée* » (Patrick Weil, *La République et sa diversité. Immigration, intégration, discriminations*, Paris, Seuil / La République des Idées, 2005, pp. 94-96).

²⁰⁶ « *Vous permettrez par ailleurs aux 5% des meilleurs élèves de chaque établissement scolaire de rejoindre, s'ils le veulent, une classe préparatoire aux grandes écoles ou un établissement bénéficiant d'un statut de grand établissement ou d'université technologique* » (lettre de mission de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, adressée à M. Xavier Darcos, Ministre de l'Éducation nationale, 5 juillet 2007). « *Dans le cadre d'une politique d'enseignement supérieur fondée sur le principe de l'égalité des chances (...) vous veillerez à ce qu'aucun bachelier ne soit écarté des classes préparatoires aux grandes écoles au seul motif de ses origines ou*

La « nouvelle critique sociale » : un répertoire d'action inédit ?

En réunissant à Grenoble à l'occasion du forum « La nouvelle critique sociale » du 12 au 14 mai 2006 près de deux cents chercheurs, acteurs de terrain et artistes, tout en tenant à l'écart les professionnels de la politique, La République des Idées a contribué à l'apparition, dans le discours journalistique, de la figure d'un « nouvel intellectuel de gauche » caractérisé par quelques traits simples (indépendance vis-à-vis des partis politiques²⁰⁸, recherche en sciences sociales, inégalités comme objet central de recherche, impact des travaux auprès des professionnels de la politique)²⁰⁹, pour lequel la campagne présidentielle de 2007 a constitué une sorte de mise à l'épreuve. Avec la « nouvelle critique sociale », Pierre Rosanvallon a doté La République des Idées d'un répertoire d'action présenté comme inédit²¹⁰. Ce caractère inédit doit être interrogé afin de savoir quelle est la réalité, dans les espaces intellectuel et politique, de ce qui est construit, dans le discours journalistique, comme une nouvelle figure de l'intellectuel, mais aussi afin de mettre en perspective la « nouveauté » de cette critique sociale.

Il ne faut bien sûr pas confondre La République des Idées comme projet, et donc son élaboration conceptuelle par Pierre Rosanvallon et Thierry Pech (qui en est le secrétaire général), et les pratiques des intellectuels associés, notamment à travers la collection, à ce projet. On ne saurait déduire d'une publication à La République des Idées, même si elle

de sa situation sociale. Vous ferez donc en sorte que chaque année, les 5% des meilleurs élèves de chaque établissement scolaire soient assurés de pouvoir rejoindre, s'ils le souhaitent, une classe préparatoire aux grandes écoles ou un établissement bénéficiant d'un statut de grand établissement ou d'université technologique. » (lettre de mission adressée à Mme Valérie Pécresse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, 5 juillet 2007). Notons toutefois que Patrick Weil précise, dans un entretien accordé à *Mouvements*, que « ses idées partiellement reprises ont été tronquées » (« L'hémisphère droit. Comme la droite est devenue intelligente », Jade Lingaard, Joseph Confavreux, *Mouvements*, n°52-2007).

²⁰⁷ « Il faut suivre un peu, il faut voir ce qui sort. Là, franchement, sur les négociations qu'il y a eu sur le contrat de travail, c'est la montagne qui accouche d'une souris. Ce n'est pas franchement enthousiasmant. » (Thomas Philippon, entretien du 14 janvier 2008). Remarquons toutefois que jusqu'à l'élection présidentielle de 2007, comme nous tenterons de le montrer dans la dernière partie, la formulation par les intellectuels de propositions de politiques publiques constituait une exception. Il n'en reste pas moins qu'il serait intéressant de réussir à mesurer l'effet de leurs diagnostics en termes de politiques publiques.

²⁰⁸ « Indépendance de la sphère intellectuelle, c'est notre loi commune » (Thierry Pech, cité in *Le Nouvel Observateur*, n°2166, jeudi 11 mai 2006).

²⁰⁹ On pourra notamment voir, parmi les articles consacrés à cette « nouvelle figure » : « Ces intellos qui veulent changer la gauche », *Le Nouvel Observateur* (11 mai 2006), « La République des Idées : un atelier intellectuel », *Le Monde* (19 mai 2006), « Les intellectuels décryptent la société pour les candidats », *Le Monde* (31 janvier 2007).

²¹⁰ Réponse à ce qu'il appelait de ses vœux, en 1999, au moment de la dissolution de la Fondation Saint-Simon : « un autre cadre et d'autres outils, pour produire à nouveau un effet de rupture et d'invention dans des temps qui ont changé » (« La Fondation Saint-Simon, une histoire accomplie », *Le Monde*, 23 juin 1999).

traduit une certaine proximité idéologique²¹¹, une identification au projet porté par Pierre Rosanvallon et Thierry Pech quant à une refondation à conduire de la vie intellectuelle en France et en Europe²¹². La conceptualisation de ce que doit être l'intervention publique de l'intellectuel proposée par La République des Idées, et surtout sa traduction concrète dans les ouvrages de la collection, n'en constituent pas moins un point de référence intéressant pour interroger les pratiques d'intellectuels qui, notamment à travers la participation au forum de Grenoble, ont un lien avec ce projet²¹³.

« *Ces nouveaux intellos qui veulent changer la gauche* »

« *Il n'est pratiquement pas d'article*, note Louis Pinto dans son étude sur *Le Nouvel Observateur*, *qui ne contienne la référence au déclencheur qui donne la justification de son existence* »²¹⁴. C'est à l'occasion du forum de Grenoble sur « La Nouvelle critique sociale » que *Le Nouvel Observateur* titre sur les « nouveaux intellos qui veulent changer la gauche », centrant son enquête sur « *une petite bande d'économistes, de sociologues et de politologues (...) en mesure de redonner des idées et du souffle à la gauche démocratique* »²¹⁵. L'enquête de l'hebdomadaire fait de la « nouveauté » le trait caractéristique des intellectuels de gauche contemporains : nouvelle génération, caractère inédit des travaux et des rapports avec le monde politique... Mais les spécificités mises en avant sont présentées sur le mode du « ça va de soi », et non pas interrogées. L'effet de naturalisation produit par un tel article renforce l'idée d'une nouveauté proclamée et déclinée sur tous les modes sans qu'aucune mise en perspective dans le temps ou dans l'espace ne vienne réellement la fonder²¹⁶.

²¹¹ « *C'est vrai qu'il y a quand même une proximité idéologique, donc ça aide bien* » (Thomas Philippon, entretien du 14 janvier 2008).

²¹² Les explications d'une publication à La République des Idées sont des plus diverses : « *Mon premier livre a été publié chez Rosanvallon, dans la collection Liberté d'esprit, après que mon contrat ait été annulé par Gallimard. (...) Je lui ai été reconnaissant. (...) Il m'a demandé de faire un livre dans sa collection [La République des Idées], je l'ai fait* » (entretien avec Patrick Weil, 15 avril 2008).

²¹³ Même si ce lien relève parfois plus de l'ordre de la construction journalistique que de l'ordre du réel. Ainsi, Patrick Savidan, tout en se présentant comme extérieur à La République des Idées, reconnaît qu'il y est très souvent associé dans les médias, citant notamment une chronique d'Alain-Gérard Slama dans *Le Figaro* du 7 avril 2008 le présentant comme « *proche de la mouvance du théoricien de la démocratie participative, Pierre Rosanvallon* » (« Ségolène Royal et le mythe du socialisme libéral ») (entretien du 7 mai 2008).

²¹⁴ Louis Pinto, *L'intelligence en action : le Nouvel Observateur*, Paris, Métailié, 1984, p. 226.

²¹⁵ « *Ces intellos qui veulent changer la gauche* », *Le Nouvel Observateur*, n°2166, jeudi 11 mai 2006, François Bazin.

²¹⁶ Michel Winock, interrogé sur le rôle des intellectuels pendant la campagne présidentielle à un mois du premier tour, distingue la réalité de qui se passe dans l'espace intellectuel et l'image qui en est proposée par les médias : « *Ce qui se passe aujourd'hui, dans cette campagne, n'est pas, me semble-t-il, un retour massif de l'engagement des intellectuels, mais un effet de la médiatisation. Ce sont les télévisions et les journaux qui suscitent ce "retour": un jeu de rôles où l'on retrouve les têtes familières du répertoire* » (entretien au *Monde*, 22 mars 2007).

Le Nouvel Observateur présente, dans cette enquête, nous l'avons noté, quelques intervenants du forum de Grenoble²¹⁷. Mais ce portrait *choisi* d'un nombre réduit de chercheurs se donne à voir comme une photographie *exhaustive* d'une nouvelle génération d'intellectuels de gauche. Non seulement les présupposés d'un tel choix ne sont pas explicités, mais il est au contraire présenté comme un non-choix. La construction journalistique d'une génération d'intellectuels prend les traits de l'objectivité scientifique grâce à des procédés de naturalisation nombreux et maîtrisés. Non seulement les différences sont gommées, mais les rapprochements sont forcés par l'écriture.

Il est intéressant de mettre en perspective cette enquête avec celle publiée dans le même hebdomadaire, exactement trente ans auparavant, sur les « nouveaux gourous » (n°609). Citant cet article, Louis Pinto y voit la dissimulation d'une opération de sélection sous l'apparente objectivité d'une description fidèle : « *Périodiquement, le Nouvel Observateur fait le point en évoquant "les marginaux de la VI^e section" (n°522, 1974), "les grands prêtres de l'Université" (n°543, 1975) ou les "nouveaux gourous" (n°609, 1976). L'opération de sélection des noms est dissimulée par la forme de description qui semble se contenter d'enregistrer, en toute impartialité, "ce qui se passe" »²¹⁸. Or apparaissent de nombreuses similitudes dans la rédaction des deux enquêtes : même opération de sélection des noms, même inscription de ces noms dans une classe d'âge visant à renforcer l'apparence d'impartialité et le « ça va de soi ». Les quelques lignes introductives de l'article de 1976 présentent une nouvelle génération de philosophes qui ont entre vingt-cinq et quarante ans, refusant les étiquettes anciennes et porteurs des idées de demain : « *Barthes, Lacan, Althusser, Foucault, Deleuze, Derrida, Lyotard... Il y a si peu de temps qu'ils ont investi les vieilles bastilles du savoir – Collège de France, Sorbonne, Ecole normale supérieure, Vincennes ! Et déjà quelque dix mille initiés se passionnent pour une nouvelle génération de philosophes, discutent leurs cours, échangent leurs livres... Inconnus, insolents, philosophant à la première personne et brûlant souvent Marx après l'avoir adoré, ils ont entre vingt-cinq et quarante ans et s'appellent Dollé, Benoist, Jambet, Lardreau, Glucksmann, Baudrillard, Hocquenghem, Poulantzas. Enfants de Mai 68, bien sûr, refusant l'étiquette de "maître à penser" mais élaborant ces idées qui seront peut-être les nôtres demain, les voici, tels que Gérard Petitjean les a rencontrés »²¹⁹. Ce sont la même construction, les mêmes détails**

²¹⁷ Philippe Askenazy, Louis Chauvel, Daniel Cohen, Eric Maurin, Bruno Palier, Thierry Pech, Thomas Piketty, Pierre Rosanvallon, Patrick Savidan, Patrick Weil.

²¹⁸ Louis Pinto, *L'intelligence en action : le Nouvel Observateur*, op. cit., pp. 114-115.

²¹⁹ *Nouvel Observateur*, n°609-1976, « Les nouveaux gourous », cité in Louis Pinto, *L'intelligence en action : le Nouvel Observateur*, op. cit., p. 115.

objectivants que l'on retrouve dans l'article sur les « nouveaux intellos de gauche » : même référence à une tranche d'âge resserrée – « *mais plus encore que leurs parrains et les réseaux qui les portent, c'est (...) leur âge – 34 ans pour le plus jeune, 43 ans pour le plus vieux – (...) qui les [définit] le mieux* » –, même insistance sur la nouveauté et la volonté de bouleverser les cadres établis – « *c'est une réserve d'intellos comme on en fait peu, le laboratoire d'une jeune recherche qui bouleverse les cadres d'analyse, bouscule les habitudes, change le regard de tous – politiques compris, notamment à gauche – sur les crises de la société française* » –, même énumération de noms – « *Piketty, le plus capé, le plus ambitieux aussi, est une star naissante. Maurin est un nom qui compte, et Askenazy a une réputation qui monte* » –, même idée d'une génération nouvelle – « *cela ne fait pas encore une école. Mais cela trace à coup sûr, au-delà de leur simple personne, les contours d'une génération* » –, même allusion aux idées de demain – « *il se pourrait [qu'ils soient] en mesure de redonner des idées et du souffle à la gauche démocratique* »²²⁰.

L'inscription dans l'espace des « nouveaux intellos » vient consolider, dans l'article de François Bazin, cet effet de réel. En les décrivant comme travaillant non seulement au sein des mêmes murs mais dans le même couloir – « *pour les saisir dans la diversité de leur parcours et la multiplicité de leurs engagements, sans doute faut-il aller d'emblée au plus simple et au plus pointu. Un couloir froid dans un bâtiment sans âme, au sud de la capitale, à un jet de pierre du périphérique* » –, le journaliste du *Nouvel Observateur* renforce la cohérence interne et externe de son choix (les murs du couloir fonctionnent comme une frontière : ceux qui sont à l'intérieur appartiennent au même groupe et ceux qui sont à l'extérieur n'appartiennent pas au groupe) : il ne s'agit plus d'un choix mais du simple constat physique d'une réalité indéniable. En enfermant la diversité des parcours dans ce couloir froid, précisant jusqu'au bâtiment et à l'étage – « *bâtiment B, 1^{er} étage à droite* » –, en faisant intervenir les chercheurs dont il fait le portrait dans la désignation de cet espace – « *c'est le "boulevard Jourdan", comme ils disent* » –, François Bazin donne à voir l'image d'un groupe particulier de chercheurs comme une représentation exhaustive et allant de soi des intellectuels de gauche en France. Il contribue, à partir de cette image, à populariser l'idée des « nouveaux intellos de gauche ». De même que Gérard Petitjean était allé à la rencontre des « nouveaux gourous » en 1976, François Bazin est allé à celle « *d'une nouvelle génération pensante* » en 2006²²¹.

²²⁰ Toutes ces citations sont extraites de l'article « Ces intellos qui veulent changer la gauche » de François Bazin, *Le Nouvel Observateur*, n°2166, jeudi 11 mai 2006.

²²¹ *Ibid.*

Mais, contrairement aux apparences, ce n'est pas un portrait inédit que propose *Le Nouvel Observateur* en mai 2006 en titrant sur cette « *nouvelle génération pensante* » de chercheurs en sciences sociales porteurs d'idées pour la gauche. Plus d'un an auparavant, Alain Beuve-Méry et Nicolas Weill avaient consacré dans *Le Monde* un article aux travaux de ces mêmes chercheurs comme source d'inspiration pour le projet du Parti socialiste. Ils avaient réalisé à cette occasion le portrait des locataires du 1^{er} étage à droite, bâtiment B, boulevard Jourdan, Eric Maurin, Thomas Piketty, Philippe Askenazy²²². En réalité, s'est progressivement imposée depuis 2002, dans le discours journalistique, l'idée d'une forme nouvelle d'intervention des intellectuels de gauche dans l'espace public, incarnée notamment par La République des Idées, sans que ne soit réellement interrogé le caractère inédit de la démarche portée par Pierre Rosanvallon.

La République des Idées, une « réponse nouvelle à un déficit de compréhension » ?

De la fondation Saint-Simon à La République des Idées

La République des Idées se présente comme un « *atelier intellectuel international* » ayant pour objectif de « *participer à la refondation de la vie intellectuelle en France et en Europe* »²²³. Elle se veut un lieu indépendant, un espace de compréhension centré avant tout sur la production intellectuelle et distant des batailles idéologiques, à l'inverse des réseaux mondains et des clubs dont la fondation Saint-Simon est la matrice de référence²²⁴. Créée au

²²² *Le Monde* (20 mars 2005), « Nouvelles inégalités : les travaux des chercheurs en sciences sociales sont une source d'inspiration ». Alain Beuve-Méry et Nicolas Weill citent également dans cet article les travaux de Jacques Donzelot.

²²³ Le site de La République des Idées propose quelques paragraphes de présentation :

« Créée en 2002, La République des Idées est à la fois un lieu et un lien. Un lieu de production et d'échange d'idées neuves en Europe et dans le monde. Un lien entre les personnalités, les organisations, les publications qui défendent la force des idées comme moteur de l'activité humaine.

La vie intellectuelle et les modes de circulation des idées en France, en Europe et dans le monde se sont profondément transformés depuis une quinzaine d'années. Face à ces transformations, aux analyses nouvelles et aux reformulations en cours dans les sciences humaines et sociales, de nouveaux outils s'avèrent nécessaires qui permettent à la fois de les comprendre, d'en faire la critique et d'en assurer la diffusion la plus efficace sans renoncer à une double exigence de rigueur et de qualité indispensable à tout travail intellectuel.

Depuis quelques années, de nombreuses initiatives ont été lancées pour tenter de faire avancer l'idée d'une modernisation politique. Cette logique d'échange et de confrontations d'idées neuves doit être poursuivie, organisée et amplifiée. Face, tout particulièrement, à la profusion et à l'élargissement des possibilités d'information dues aux nouvelles technologies, la création d'une "république des idées" au niveau international ne peut se concevoir qu'à partir d'un travail de recherche et de mise en forme rigoureux, doublé d'une large capacité de diffusion.

De cette façon, La République des Idées souhaite participer à la refondation de la vie intellectuelle en France et en Europe. »

²²⁴ Entretien avec Thierry Pech, 18 janvier 2008.

lendemain de l'élection présidentielle de 2002 à l'initiative de Pierre Rosanvallon, ancien secrétaire général de la fondation Saint-Simon – elle-même également créée au lendemain d'une élection présidentielle, celle de 1981²²⁵ –, La République des Idées partage néanmoins plusieurs points communs avec la fondation. Elle se donne ainsi à voir, à la manière de la fondation vingt ans auparavant, comme un lieu d'échanges et de production indépendant : « *La fondation Saint-Simon a été créée en 1982, après le tournant de 1981 donc, pour mettre sur pied un espace d'échange social et de production intellectuelle totalement indépendant, différant à la fois des clubs politiques et des institutions universitaires* »²²⁶. Même volonté de différenciation, même volonté d'indépendance, membres communs²²⁷ : les ressemblances formelles sont nombreuses. Elles appellent toutefois à être dépassées. La Fondation Saint-Simon répondait, au moment de sa création, au double objectif du rapprochement des intellectuels, des hauts fonctionnaires et du monde des affaires, et de celui de la gauche et du centre droit. Sa production était par conséquent avant tout diffusée vers le monde dirigeant, politique ou économique. Or les travaux de La République des Idées, qui se veut un lieu de réflexion et de production intellectuelle plus qu'un lieu de rencontre, ont vocation à être diffusés de la manière la plus large possible dans l'espace public.

La République des Idées, qui s'est dotée, fin 2007, d'un magazine d'analyse et d'information sur le débat d'idées en ligne, « la vie des idées », s'appuie en effet à la fois sur sa collection éponyme au Seuil et sur des documents de travail autour de thèmes d'actualité²²⁸. La fondation publiait elle-aussi des livres, chez Calmann-Lévy, dans la collection Liberté d'esprit²²⁹. Si le format de ces livres, parmi lesquels *l'Histoire intellectuelle du libéralisme* de Pierre Manent et les *Principes du gouvernement représentatif* de Bernard Manin²³⁰, était distinct de celui de la collection La République des Idées, on peut en revanche repérer certaines homologues entre les Notes vertes de la Fondation Saint-Simon (cent dix études et documents de réflexion publiés) et les livres de La République des Idées. Bien qu'ils n'empruntent pas les mêmes voies de diffusion (les notes, oscillant entre une dizaine et une centaine de pages, destinées aux hommes politiques, chefs d'entreprise, cadres supérieurs,

²²⁵ Deux élections qui, l'une par l'accession de la gauche au pouvoir, l'autre par l'accession du candidat du Front national au second tour, ont constitué des tournants majeurs de la vie politique française.

²²⁶ Pierre Rosanvallon, « La Fondation Saint-Simon, une histoire accomplie », *Le Monde*, 23 juin 1999.

²²⁷ La fondation a constitué un vivier de recrutement des futurs collaborateurs de La République des Idées.

²²⁸ En libre accès sur le site. Le site lavedesidees.fr a remplacé en juin 2007 la revue mensuelle du même nom, qui est parue de fin 2002 à juin 2007.

²²⁹ Quarante titres parus. La fondation Saint-Simon fonctionnait à la fois comme un éditeur et comme un organisateur de groupes de réflexion débouchant sur des productions.

²³⁰ Parus respectivement en 1987 et en 1995. Notons que Daniel Lindenberg fait de Pierre Manent, dans le *Rappel à l'ordre*, un des « nouveaux réacs ».

hauts fonctionnaires et journalistes économiques, étaient éditées à mille exemplaires et distribuées par abonnement ou sur commande), les proximités non seulement du format (textes courts) mais aussi de certains thèmes et auteurs doivent être relevées. Présentant le bilan de la fondation Saint-Simon au moment d'en annoncer la dissolution, Pierre Rosanvallon évoque quelques Notes vertes « *devenues fameuses* » : « *celles d'Emmanuel Todd sur le malaise politique français, de Jean Peyrelevade sur le gouvernement d'entreprise, de Daniel Cohen, Denis Olivennes ou de Thomas Piketty sur l'emploi, de Patrick Weil sur la politique d'immigration ou d'Irène Théry sur le contrat d'union sociale* »²³¹. Or Patrick Weil publie, en 2005, à La République des Idées, *La République et sa diversité* et Jean Peyrelavade *Le capitalisme total*, Daniel Cohen *Trois leçons sur la société post-industrielle* en 2006, Emmanuel Todd *Le rendez-vous des civilisations* en 2007. Thomas Piketty a quant à lui participé au collectif *La nouvelle critique sociale* (2006) et les questions d'emploi sont au cœur des titres de Philippe Askenazy (*Les désordres du travail : enquête sur le nouveau productivisme*, 2004) et de Thomas Philippon (*Le capitalisme d'héritiers. La crise française du travail*, 2007). Ces éléments de continuité indéniables entre La République des Idées et la fondation Saint-Simon viennent donc contrebalancer l'image d'une entreprise totalement nouvelle²³².

« Rendre à la société la force et la capacité de se changer »

Ils conduisent ainsi à mettre en question le caractère inédit affiché de La République des Idées non seulement quant à son cadre d'organisation et à ses outils de diffusion, mais également quant au contenu des travaux produits. L'introduction de *La Nouvelle critique sociale*, rédigée par Pierre Rosanvallon et Thierry Pech et qui est une sorte de manifeste du

²³¹ Pierre Rosanvallon, « La Fondation Saint-Simon, une histoire accomplie », *Le Monde*, 23 juin 1999.

²³² Et contribuent à nuancer les présentations journalistiques d'un itinéraire de Pierre Rosanvallon qui serait construit en rupture. On pourra notamment se référer au portrait paru dans *Libération* quelques mois après le forum de Grenoble (« De Saint-Simon à la République », Eric Aeschmann, Pascal Riche, 18 septembre 2006) : « En mai, La République des idées a organisé un grand colloque à Grenoble, dont Pierre Bourdieu, symbole de tout ce que Saint-Simon détestait, n'aurait pas renié le titre : "La nouvelle critique sociale". Ce mois-ci, Pierre Rosanvallon publie *Contre-Démocratie, un essai sur les formes non institutionnelles de la démocratie*. "Une façon de dire que, contrairement à ce que dit la pensée libérale, il n'y a pas lieu de se défier du mouvement social", résume un proche. Désormais solidement implanté dans le monde savant, à l'écoute de la société, Pierre Rosanvallon ne veut plus entendre parler de l'élite énarco-entrepreneuriale qu'il fréquentait jadis. Par touches, sans le crier sur les toits, il prend acte de l'échec du projet qui consistait à moderniser la gauche en la frottant aux grands patrons. "On est allé trop loin. La culture de gouvernement est devenue la culture de gestion" ». Rapprochement avec Pierre Bourdieu et le mouvement social, mise à distance du réseau de relations créé avec la Fondation Saint-Simon – c'est toutefois à partir de ce réseau qu'ont pu être trouvés une partie des financements de La République des Idées –, retour à la critique sociale : l'image de la rupture se veut ici totale et doit en réalité être tempérée.

projet porté par La République des Idées, insiste sur « *l'urgence de fonder une "nouvelle critique sociale" pour rendre à la société la force et la capacité de se changer, et pour donner à voir les antagonismes qui la structurent* ». Or c'est la nouveauté de la critique sociale proposée qu'il convient d'interroger.

La sensibilité de gauche générale de la production de La République des Idées est assumée, mais sont revendiquées parallèlement la « polycompatibilité » des titres – l'importance accordée au diagnostic scientifique, qui n'est par définition ni de droite, ni de gauche, rend leur contenu politiquement utilisable tant à gauche qu'à droite –, et les variances qui peuvent exister d'un ouvrage à l'autre²³³. Il s'agit avant tout de poser – et de proposer – des diagnostics scientifiques pour la gauche réformatrice. Interrogé sur l'évolution de son projet, des notes vertes de la fondation Saint-Simon aux livres rouges de La République des Idées, à l'occasion de la publication du *Rappel à l'ordre* de Daniel Lindenberg, c'est par leur contexte que Pierre Rosanvallon distingue les deux démarches : « *Quand a été créée la Fondation Saint-Simon, le problème-clé était la modernisation d'une gauche qui avait gagné les élections avec un programme commun inscrit dans la tradition séculaire du socialisme de la fin du XIX^e siècle. Aujourd'hui, nous sommes entrés dans le monde de l'après-communisme, et dans celui d'un nouvel univers du capitalisme. Il ne s'agit plus d'aggiornamento, mais de refondation intellectuelle, pour reconstruire une analyse de la réalité* »²³⁴. La fondation Saint-Simon ayant contribué, pour une partie de la gauche, au dépassement de son opposition à l'économie de marché, Pierre Rosanvallon donne donc pour tâche à La République des Idées de contribuer à l'analyse d'un capitalisme qui a changé de nature. Assimilant le travail de la première à une mise à jour de la pensée de gauche, il voit au contraire dans celui de la seconde une forme nouvelle d'analyse de la réalité. Aurait-il pourtant réfuté, vingt ans auparavant, une définition du travail de la fondation Saint-Simon comme « *analyse constructive du monde en émergence* » ?

En réalité, en proposant une nouvelle critique sociale, c'est contre la sociologie critique de l'école bourdieusienne, de manière d'ailleurs tout à fait explicite²³⁵, que Pierre Rosanvallon se positionne. Mais cette opposition demande à être explicitée, comme l'illustre la réception dans *Le Monde* du *Capitalisme d'héritiers* de Thomas Philippon : « *La crise française de la*

²³³ Entretien avec Thierry Pech, 18 janvier 2008. Ainsi, sur plusieurs points, les regards portés sur l'école par Eric Maurin (*L'égalité des possibles*, 2002) et Marie Duru-Bellat (*L'inflation scolaire. Les désillusions de la méritocratie*) sont nettement opposés.

²³⁴ Pierre Rosanvallon, entretien accordé au *Monde*, 22 octobre 2002.

²³⁵ « *Même si les grèves de l'hiver 1995 ont semblé leur donner un nouvel élan, il y a bien une crise des anciennes pensées critiques, qui se sont réduites à de simples postures politiques, du type "résister à l'air du temps, à la mondialisation", et qui ne sont plus fondées sur une analyse constructive du monde en émergence* » (*ibid.*).

valeur travail existe bien. (...) Elle est d'abord le fruit d'un "certain style de relations sociales" et "des relations de méfiance" qu'un "capitalisme d'héritiers" aux pratiques managériales conservatrices entretient entre les entreprises, l'Etat et les salariés. (...) Contrairement à ce que pourrait laisser penser la tonalité de ce travail, l'auteur n'est pas sociologue et n'appartient pas à la mouvance Bourdieu. C'est un jeune économiste trentenaire, passé par l'Ecole polytechnique et le Massachusetts Institute of Technology (MIT), et enseignant la finance à la Stern University de New York »²³⁶. En quoi, dès lors, la « nouvelle critique sociale » est-elle porteuse de nouveauté ? Serait-ce parce qu'elle s'intéresse à de nouveaux objets ? Ou parce qu'elle porte un regard inédit sur ses objets de réflexion ?

Des outils élaborés pour les acteurs institués

La République des Idées v/ Raisons d'agir ?

En regroupant, à l'initiative de La République des Idées et de l'Agence nouvelle des solidarités actives²³⁷, des acteurs aussi divers que La République des Idées, *Le Monde*, France culture, *Esprit*, *Alternatives économiques*, *Mouvement*, *Les Cahiers du cinéma* et *Les Inrockuptibles* (qui lui ont consacré quatre pages)²³⁸, le forum « La Nouvelle critique sociale » inaugurerait un partenariat original²³⁹. Si, nous l'avons montré, les titres de La République des Idées font l'objet, depuis le lancement de la collection en 2002, d'une présentation systématique dans les colonnes du *Monde* (mais également dans celles d'*Alternatives*

²³⁶ « La France freinée par ses mauvaises relations sociales », Claire Guélaud, *Le Monde*, 12 avril 2007.

²³⁷ Agence fondée par Martin Hirsch, « officiellement créée en janvier 2006 pour mettre en œuvre, par la voie de l'expérimentation, des programmes locaux de réduction de la pauvreté et d'appui au retour à l'emploi », dont Pierre Rosanvallon est membre du conseil d'administration.

²³⁸ « Le forum "La Nouvelle critique sociale" est organisé par La République des idées et l'Agence nouvelle des solidarités actives (...) en partenariat avec le journal *Le Monde* et France culture. Le forum est également préparé avec la revue *Esprit* et le magazine *Alternatives Economiques* ainsi que *Les Inrockuptibles*, *Les Cahiers du cinéma* et la revue *Mouvement* qui sont les partenaires des ateliers culturels » (brochure de présentation).

²³⁹ Trente ans auparavant, également à la veille d'une échéance électorale, un forum avait été organisé à Grenoble en partenariat avec *Le Nouvel Observateur* autour d'ateliers thématiques. Parmi les participants, Pierre Rosanvallon : « Au début de septembre 1977, avant le sommet de la gauche unie qui devait réactualiser le Programme commun, *Le Nouvel Observateur* et *Faire, revue du socialisme auto-gestionnaire*, organisent un forum qui réunit, en huit ateliers, les principaux militants de l'expérimentation sociale qui ont, entre 1972 et 1976, cherché comment modifier les rapports sociaux dans l'éducation, la distribution des soins médicaux, l'urbanisme, les relations de travail, la défense de l'environnement (...) Ce forum se tient dans la perspective vraisemblable alors d'une victoire de la gauche unie aux législatives de mars 1978. Y participent notamment J. Daniel, J. Delors, I. Illitch, M. Rocard, P. Rosanvallon, A. Touraine, P. Viveret. M. Foucault se contenta d'un rôle d'"intellectuel spécifique" en ne participant qu'au débat sur la médecine de quartier. » (Michel Foucault, *Dits et écrits III*, éd. établie sous la dir. de Daniel Defert et François Ewald, Paris, Gallimard, 1994, p. 329).

économiques), si leurs auteurs sont invités dans les studios de France culture, l'association des chercheurs de La République des Idées et des journalistes des *Inrockuptibles* pouvait sembler plus improbable. Or, une autre association presque contemporaine de chercheurs en sciences sociales et de journalistes des *Inrockuptibles* et de France culture a donné lieu à la publication, en septembre 2006, d'un ouvrage collectif, *La France invisible*, sous la direction de Stéphane Beaud, sociologue, Joseph Confavreux, journaliste à France culture et Jade Lindgaard, journaliste des *Inrockuptibles*²⁴⁰. Deux équipes totalement distinctes sont à l'origine des deux démarches – on ne retrouve, parmi les contributeurs à *La France invisible*, qu'un seul participant au forum de Grenoble (Nicole Maestracci, présidente de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale). Cette coïncidence conduit donc à nuancer la spécificité de l'initiative de La République des Idées quant aux partenariats mis en place²⁴¹, mais pas uniquement.

La France invisible s'inscrit explicitement en écho à *La misère du monde* de Pierre Bourdieu (ouvrage auquel Stéphane Beaud a contribué) : « *il s'agit en effet, là aussi, de donner la parole à des personnes et des groupes peu écoutés en tant que tels, de faire entendre une parole encore largement inaudible treize ans après la parution de l'ouvrage dirigé par Pierre Bourdieu* »²⁴². Diagnostiquer les malaises de la société, les souffrances sociales, donner à voir (et à entendre). Si le projet de *La misère du monde* est celui de *La France invisible*, n'est-il pas aussi, d'une certaine manière, celui du forum de Grenoble ? Certes les diagnostics peuvent être différents, les solutions apparaissant en creux diverger. Certes les misères de position que voulait mettre à jour *La misère du monde*²⁴³ ne sont pas au

²⁴⁰ Stéphane Beaud, Joseph Confavreux, Jade Lindgaard (dir.), *La France invisible*, op. cit..

²⁴¹ Quant à l'association de La République des Idées et de l'Agence nouvelle des solidarités actives, c'est-à-dire d'intellectuels d'une part et d'acteurs de terrain d'autre part, elle-aussi présentée comme une expérience nouvelle inaugurée par La République des Idées (« *Pour mieux appréhender les mutations de notre temps, il faut aussi s'ouvrir aux expérimentations conduites par les acteurs sur le terrain. C'est pourquoi, dans la perspective du Forum que l'on organisera en mai 2006 à Grenoble, nous avons réuni La République des idées et l'association Solidarités actives, récemment fondée par Martin Hirsch, le président d'Emmaüs. Intellectuels et acteurs de terrain doivent dorénavant travailler côte à côte* », entretien avec Pierre Rosanvallon, *Le Monde*, 22 novembre 2005), elle n'est pas une initiative contemporaine inédite, les Etats généraux du mouvement social ayant par exemple rassemblé, en novembre 1996, militants, représentants des militants et chercheurs (dont Pierre Bourdieu).

²⁴² Stéphane Beaud, Joseph Confavreux, Jade Lindgaard (dir.), *La France invisible*, op. cit., p. 9. Notons toutefois que *La France invisible*, succession d'enquêtes menées par des journalistes, des chercheurs et des écrivains, ne s'appuie pas sur les mêmes critères scientifiques et méthodologiques que sa référence.

²⁴³ « *Même si la souffrance sociale la plus visible se rencontre chez les plus démunis, il y a aussi des souffrances moins visibles à tous les niveaux du monde social. Les sociétés modernes (...) se sont différenciées en une multitude de sous-espaces, de microcosmes sociaux, indépendants les uns par rapport aux autres. Chacun a ses hiérarchies propres, ses dominants et ses dominés. On peut appartenir à un univers prestigieux, mais n'y occuper qu'une position obscure. (...) L'infériorité relative de ceux qui sont inférieurs parmi les supérieurs, derniers parmi les premiers, est ce qui définit les misères de position, irréductibles aux misères de condition,*

cœur des analyses critiques de 2006, mais les tables rondes de Grenoble s'intéressent en partie aux mêmes objets que les chercheurs de *La misère du monde* : « solitude et désaffiliation », « quartiers en relégation », « inégalités femmes-hommes »...

Or on retrouve également cette proximité des objets de réflexion lorsque l'on compare les ouvrages publiés dans les collections La République des Idées et Raisons d'agir²⁴⁴ : la démocratisation scolaire est interrogée par Marie Duru-Bellat dans *L'inflation scolaire. Les désillusions de la méritocratie* et Bernard Convert dans *Les impasses de la démocratisation scolaire. Sur une prétendue crise des vocations scientifiques*²⁴⁵ ; la protection sociale est au cœur des *Trois leçons sur l'Etat-providence* de Gosta Esping-Andersen et Bruno Palier et du *Mythe du « trou de la sécu »* de Julien Duval²⁴⁶ ; Pierre Bourdieu avait inauguré la collection Raisons d'agir en 1996 par un opuscule *Sur la télévision*, Jean-Louis Missika publiée à La République des Idées en 2006 *La fin de la télévision*. Toutefois, au-delà de cette proximité des objets, les deux « critiques sociales » se dissocient dans leur traitement. Cette dissociation est manifeste, par exemple, entre les ouvrages de Marie Duru-Bellat et de Bernard Convert sur la question scolaire. La première part du constat d'un accord consensuel sur la prolongation des études et l'élévation des qualifications scolaires pour interroger les dérives et les effets pervers d'une expansion de l'éducation focalisée sur des objectifs quantitatifs. Or c'est le mouvement de désaffection qui touche les études scientifiques, littéraires et de droit au profit des formations professionnalisées qui intéresse le second. Communauté apparente des objets ne signifie pas convergence des points de vue²⁴⁷. Mais ce n'est pas tant la différence évidente et revendiquée de sensibilité politique²⁴⁸, facteur essentiel pour comprendre les points de vue proposés, qui est intéressante pour tenter de saisir la spécificité de la « nouvelle critique sociale », que la question de son « destinataire »²⁴⁹.

mais tout aussi réelles, et profondes. Ces misères relatives ne sont pas relativisables. » (entretien avec Pierre Bourdieu, *L'Express*, 18 mars 1993).

²⁴⁴ Diffusée, comme la collection La République des Idées, par Le Seuil, la collection Raisons d'agir a été créée en 1996 par Pierre Bourdieu. Son format est proche de celui de La République des Idées : 128 pages, grande lisibilité, petit prix.

²⁴⁵ En 2006, respectivement à La République des Idées et dans la collection Raisons d'agir.

²⁴⁶ Respectivement à La République des Idées en 2008 et dans la collection Raisons d'agir en 2007.

²⁴⁷ Certes, nous l'avons souligné, le même sujet peut également faire l'objet de traitements différents à l'intérieur de la collection La République des Idées comme à l'intérieur de la collection Raisons d'agir. Mais une cohérence interne s'exprime néanmoins au sein de chacune des deux collections.

²⁴⁸ Schématiquement, une gauche réformiste du côté de La République des Idées et une gauche radicale du côté de Raisons d'agir.

²⁴⁹ Pierre Rosanvallon comme Pierre Bourdieu souhaitent proposer, avec leurs collections respectives, des instruments de compréhension de la société : « *Offrir des instruments de compréhension, donc de liberté que produit la recherche internationale sous toutes ses formes, littéraire, scientifique* » (présentation de la collection Raisons d'agir) ; « *Il n'y a pas de déficit de prise de parole dans notre société. Par contre, il y a un déficit de compréhension. (...) Le véritable travail [de la vie intellectuelle], c'est le travail d'analyse, c'est un travail de compréhension de la réalité. Et donc, ça c'est bien loin de prendre la pose, c'est écrire des bouquins* » (Pierre

« Joyeux bordel »

Si le partenariat inauguré à Grenoble avec *Les Inrockuptibles* était inédit pour La République des Idées, celui à l'origine de *La France invisible* s'inscrit dans la lignée d'une proximité plus ancienne entre l'hebdomadaire et la sociologie critique de l'école bourdieusienne. A l'occasion de la publication des *Méditations pascaliennes*, *Les Inrockuptibles* publient en avril 1997 un long dossier en hommage aux quarante ans de carrière de Pierre Bourdieu. En 1998, Pierre Bourdieu, rédacteur en chef invité, coordonne un dossier de cinquante pages, intitulé « Joyeux Bordel » (n° 178, numéro double spécial 16 décembre 1998 - 5 janvier 1999), dans lequel interviennent notamment Rémi Lenoir, Serge Halimi, Keith Dixon et Loïc Wacquant. A la mort du sociologue, en 2002, l'hebdomadaire convie douze chercheurs et intellectuels pour un hommage (« Hommage à Pierre Bourdieu : Sociologues, philosophes, historiens : douze chercheurs et intellectuels pointent l'importance et la diversité de l'une des œuvres majeures de la pensée du XXI^e siècle », n° 323, 29 janvier - 4 février 2002). L'hommage du 2 mars 2002, enfin, au Centre Georges-Pompidou, est animé par Sylvain Bourmeau, alors directeur adjoint des *Inrockuptibles*.

Thierry Watine, étudiant le traitement médiatique de la mort de Pierre Bourdieu (« Pierre Bourdieu : analyse de la construction d'une légende médiatique », *Les Cahiers du journalisme* n°10, printemps-été 2002), note que « [sa] relation avec Les Inrockuptibles est aux antipodes du différend vécu avec Le Nouvel Obs ». Il relève en effet, dans le numéro spécial consacré à la mort du sociologue (« Pierre Bourdieu – Celui qui disait non », n°1943, 31 janvier 2002), numéro au « ton assassin », les « formules parmi les plus cruelles de toute la presse française ». *Le Nouvel Observateur* d'une part, *Les Inrockuptibles* de l'autre, représentaient donc schématiquement dans le monde journalistique des espaces de réception et de diffusion opposés, tournés pour le premier vers la gauche réformiste, pour le second vers la gauche radicale.

Que soient réunis à Grenoble en tant que partenaires privilégiés d'un même événement et autour de La République des Idées *Le Nouvel Observateur* et *Les Inrockuptibles* est le symbole de recompositions dans les relations entre l'espace intellectuel et l'espace journalistique, et à l'intérieur même de chacun de ces deux espaces, après 2002.

Quel « destinataire » de la « nouvelle critique sociale » ?

Les travaux de La République des Idées, nous l'avons noté, sont diffusés, grâce à la collection au Seuil et à *La vie des idées*, vers un large public. Toutefois, si la réception recherchée est la plus importante possible, se pose la question des destinataires premiers de ces travaux. A qui, en effet, sont avant tout adressés les diagnostics de La République des Idées et les solutions qui s'esquissent en creux derrière ces diagnostics ? A qui s'agit-il de donner des armes ? Pour qui, autrement dit, sont forgés les outils de la « nouvelle critique sociale »²⁵⁰ ?

Rosanvallon, France culture, 10 mai 2003). La question qui se pose dès lors est de savoir à qui sont offerts en premier lieu ces instruments.

²⁵⁰ « Il faut développer une forme d'intelligence politique qui redonne, à la fois, des instruments de compréhension et des outils d'intervention » (Pierre Rosanvallon, « Conjurer l'impuissance politique », entretien au *Monde*, 20 mai 2006).

L'initiative prise par *Le Nouvel Observateur* et La République des Idées d'organiser, en septembre 2006, un débat autour de quelques questions majeures entre « experts » et candidats à l'investiture socialiste fournit un premier élément de réponse²⁵¹. Il ne s'agit en effet ni de mettre en contact chercheurs et hommes politiques, ni d'élaborer diagnostics et solutions aux problèmes de la société française. Philippe Askenazy participe depuis plusieurs mois aux groupes de réflexion de Dominique Strauss-Kahn quand il rédige, avec Jérôme Gautié, sa lettre au candidat à l'investiture socialiste, au sujet de la politique de l'emploi. Sophie Bouchet-Petersen a déjà, au moment de cette initiative, contacté depuis des semaines les principaux contributeurs à La République des Idées pour Ségolène Royal. Les analyses des « experts » ont été lues et parfois utilisées par les différentes équipes de campagne dès leur publication. On peut dès lors s'interroger sur le sens de cette mise en scène d'un échange entre les intellectuels d'une part, présentés comme experts, et les hommes politiques d'autre part.

A travers cette mise en scène est diffusée l'image de chercheurs posant des diagnostics à partir desquels les hommes politiques peuvent élaborer un certain nombre de solutions²⁵². Ainsi, Philippe Askenazy et Jérôme Gautié, dans leur lettre à Dominique Strauss-Kahn, souhaitent « connaître [ses] réactions et [ses] propositions sur [leur] diagnostic autour de questions précises touchant l'emploi et le travail »²⁵³. Or le public visé par les diagnostics n'est pas le candidat mais le lecteur – tout comme le lecteur est la cible des solutions proposées par les candidats. Les rencontres entre experts et hommes politiques se font en coulisses. Les trois échanges épistolaires organisés par le *Nouvel Observateur* mettent en scène sur le théâtre public cette pièce qui se joue sous d'autres formes depuis des mois. La discussion entre experts et politiques est reconstruite sous les feux de la rampe. L'échange – « j'aime les échanges sur les questions de fond », commence Dominique Strauss-Kahn – prend la forme d'un dialogue de théâtre. Les diagnostics posés par Philippe Askenazy ou Thomas Piketty sont connus, comme nous l'avons indiqué, depuis longtemps par les candidats

²⁵¹ « Que veulent pour le pays les candidats à l'investiture du PS ? Réunis par la République des Idées et " le Nouvel Observateur", des experts les questionneront chacun à leur tour sur un sujet crucial » (*Le Nouvel Observateur*, n°2185, semaine du 21 septembre 2006). Trois échanges sont organisés : Philippe Askenazy et Jérôme Gautié / Dominique Strauss-Kahn sur l'emploi et le travail (n°2186) ; Guy Carcassone / Laurent Fabius sur la réforme des institutions (n°2187) ; Thomas Piketty / Ségolène Royal sur l'égalité des chances, la protection sociale et la fiscalité (n°2188).

²⁵² Notons qu'elle reprend toutes les caractéristiques mises en avant quelques mois plus tôt dans l'enquête sur les « intellos qui veulent changer la gauche » et leur rapport au monde politique, dans laquelle on pouvait lire : « Aux intellectuels, la description du réel ; et à partir de là, aux politiques, la définition des enjeux. Le constat fait programme. Roulez jeunesse ! » (François Bazin, « Ces intellos qui veulent changer la gauche », *Le Nouvel Observateur*, n°2166, semaine du 11 mai 2006).

²⁵³ « Cher Dominique Strauss-Kahn », *Le Nouvel Observateur*, n°2185, semaine du 21 septembre 2006.

à l'investiture socialiste²⁵⁴, qui s'appuient d'ailleurs dessus dans leurs réponses. Dominique Strauss-Kahn reprend ainsi à son compte la thèse des *Désordres du travail* de Philippe Askenazy²⁵⁵ et l'idée, avancée par Thomas Piketty, de réduire le nombre d'élèves par classe dans les ZEP. De même, Ségolène Royal s'appuie sur une étude conduite par Thomas Piketty à propos des taux marginaux de prélèvements obligatoires²⁵⁶. Par leur contenu même, ces échanges sont la preuve de l'existence bien antérieure du dialogue qu'ils sont censés créer. Ils permettent au *Nouvel Observateur* de jouer la carte de l'intelligence en action à la fois comme raison d'être et manière d'être, ainsi que l'a souligné Louis Pinto²⁵⁷. Ils permettent aux trois candidats à l'investiture socialiste de renforcer la crédibilité de leurs programmes par un dialogue avec des experts. Ils offrent à La République des Idées une tribune de diffusion de son travail d'analyse.

Mais ces échanges épistolaires symbolisent avant tout un diagnostic des intellectuels tourné vers les professionnels de la politique, une analyse qui a pour objectif premier de servir de base à l'élaboration de politiques publiques, de donner des outils aux acteurs institués du changement. Si l'absence de politiques au forum de Grenoble se voulait le symbole de l'indépendance proclamée vis-à-vis des courants et des partis²⁵⁸, le rôle des acteurs politiques comme vecteur du changement social et de la réforme politique a été rappelé lors de la séance consacrée à « la panne de la démocratie française », au cours de laquelle sont intervenus Fadela Amara, Olivier Ihl, Marc Lazar, Pierre Rosanvallon et Yves Sintomer²⁵⁹.

L'introduction par Thierry Pech et Pierre Rosanvallon de *La Nouvelle Critique sociale* fait de la « société française » à la fois l'objet et le destinataire de l'analyse conduite : « *la société française a profondément changé depuis la fin des Trente Glorieuses, mais tout se passe*

²⁵⁴ Ce que soulignait déjà l'article sur les « intellos qui veulent changer la gauche » : « *Dans les partis, on a la culture de la note. Vite lue, vite digérée. C'est par elle ou par de petits livres – style "la République des Idées" ou "Liber" – que les concepts, les analyses et – plus rarement – les propositions des nouveaux intellos ont cheminé à gauche. Tous le disent : "On comprend que les choses avancent quand on croise un homme politique et qu'il nous dit : tu sais, dimanche après-midi, j'ai lu ton livre et il m'a beaucoup intéressé." Dans les discours des principaux présidentiables, dans le texte de cadrage du projet socialiste, publié l'année dernière, on retrouve sans peine la trace de ces lectures* ».

²⁵⁵ « *Je me souviens de l'indifférence polie que j'avais suscitée il y a près de trois ans lorsque je m'étais élevé contre la détérioration des conditions de travail qui n'est pas seulement liée au stress, mais aussi aux troubles musculo-squelettiques* » (réponse de Dominique Strauss-Kahn, *Le Nouvel Observateur*, n°2185).

²⁵⁶ « *La prime pour l'emploi a été créée pour corriger une injustice : si l'on prend en compte tous les prélèvements fiscaux et sociaux ainsi que les allocations versées, les taux marginaux de prélèvements nets sont plus élevés... au bas de l'échelle sociale* » (réponse de Ségolène Royal, *Le Nouvel Observateur*, n°2187).

²⁵⁷ Louis Pinto, *L'intelligence en action : le Nouvel Observateur*, op. cit..

²⁵⁸ « *La République des idées est un atelier intellectuel où nous voulons acquérir une lucidité panoramique sur la société d'aujourd'hui dans une totale indépendance vis-à-vis des partis politiques* » (Thierry Pech, cité in *Le Monde*, « La République des Idées : un atelier intellectuel », 20 mai 2006).

²⁵⁹ *Le Monde* du 19 mai 2006, présentant ce débat, cite notamment l'intervention d'Olivier Ihl, qui a rappelé combien « *la question sociale est d'abord politique* » (« Les multiples pannes de la démocratie française », *Le Monde*, 19 mai 2006).

comme si elle ne le savait pas encore. Elle en distingue sourdement les symptômes et en éprouve les manifestations les plus douloureuses (...). Mais chacun peine à s'en représenter clairement les causes et les ressorts. Et faute de se comprendre elle-même, elle se ressent impuissante et broie du noir »²⁶⁰. La nouvelle critique sociale veut donner à la « société française », présentée comme agent et agi – comme l'agent de son propre changement –, les « ressources nécessaires pour retrouver le goût de l'avenir et se gouverner collectivement de manière efficace », lui rendre « la force et la capacité de se changer »²⁶¹, en redéfinissant l'image qu'elle a d'elle-même. Les réponses aux déficits de compréhension que la nouvelle critique sociale souhaite apporter visent par conséquent à être diffusés le plus largement possible. Mais c'est aux forces instituées du changement, aux acteurs des politiques publiques que sont destinés avant tout les outils en élaboration, que ces acteurs soient des responsables politiques, des syndicalistes ou des praticiens de terrain (comme l'illustre l'association à Grenoble de La République des Idées et de l'Agence nouvelle des solidarités actives – qui a pour but de « mettre en œuvre des actions locales, expérimentales, innovantes, originales, de lutte contre la pauvreté, en partenariat avec les pouvoirs publics et les entreprises » –, afin de « rassembler à la fois les chercheurs qui renouvellent la connaissance de la société et les acteurs qui renouvellent les pratiques »²⁶²). Il s'agit de les outiller afin de leur permettre de concevoir des politiques nouvelles. Il est à ce titre notable que Martin Hirsch soit devenu, un an après le forum de Grenoble, haut commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté au sein du gouvernement. C'est ici que se joue la spécificité véritable de la « nouvelle critique sociale » et, de manière plus large, celle des intellectuels de gauche contemporains²⁶³.

La spécificité des intellectuels de gauche contemporains ?

Celle-ci ne peut évidemment être saisie qu'à la lumière des figures antérieures de l'intellectuel de gauche. Or les diagnostics proposés dans le cadre de la nouvelle critique sociale, diagnostics spécialisés sur des objets de recherche précis, évoquent la figure de

²⁶⁰ Thierry Pech, Pierre Rosanvallon, introduction à *La Nouvelle Critique sociale*, *op. cit.*.

²⁶¹ *Ibid.*

²⁶² Brochure de présentation du forum. Comme l'illustre également le fait que Thomas Philippon travaille, à partir de son diagnostic d'une crise française du travail fruit de relations sociales marquées par l'insatisfaction et la méfiance, avec les directions des ressources humaines, les organisations syndicales et les organisations patronales, tout comme Philippe Askenazy discute de la question des conditions de travail avec les syndicats.

²⁶³ L'Observatoire des inégalités, « organisme indépendant d'information et d'analyse sur les inégalités » cherchant « à établir un état des lieux des inégalités le plus complet possible et à publier les analyses les plus pertinentes du phénomène » (présentation du site), fondé en 2003 par Patrick Savidan et Louis Maurin, est ainsi devenu un « interlocuteur quasi-institutionnel sur la question des inégalités » (entretien avec Patrick Savidan, 7 mai 2008).

l'intellectuel spécifique construite – « *le travail intellectuel est devenu un truc de spécialiste* »²⁶⁴ – par Michel Foucault. Pour ce dernier en effet, le « *diagnosticien du présent* » se devait d'essayer « *de faire saisir aux gens ce qui est train de se passer, dans les domaines précisément où l'intellectuel est peut-être compétent* », d'« *intervenir pour faire savoir ce qui se passe, en faire le diagnostic, pour en annoncer les dangers et non pas justement pour en faire la critique systématique, inconditionnelle, globale* »²⁶⁵. Michel Foucault opposait par là deux figures de l'intellectuel de gauche, celle, dépassée, de « l'intellectuel universel » qui pendant longtemps « *a pris la parole et s'est vu reconnaître le droit de parler en tant que maître de vérité et de justice* », et celle de « l'intellectuel spécifique », qui ne travaille plus « *dans l'universel, l'exemplaire, le juste-et-le-vrai-pour-tous, mais dans [un] secteur déterminé* » et rencontre là « *des problèmes qui [sont] spécifiques, non universels* »²⁶⁶. La tâche de l'intellectuel n'était donc pas, pour Michel Foucault, de « *modeler la volonté politique des autres* » mais « *par les analyses qu'il fait dans les domaines qui sont les siens, de réinterroger les évidences et les postulats, de secouer les habitudes, les manières de faire et de penser, de dissiper les familiarités admises, de reprendre la mesure des règles et des institutions et, à partir de cette reproblématisation (où il joue son métier spécifique d'intellectuel) de participer à la formation d'une volonté politique (où il a son rôle de citoyen à jouer)* »²⁶⁷.

On retrouve le même intérêt pour les diagnostics spécifiques mais aussi la même insistance portée sur le travail d'analyse du chercheur dans son domaine de spécialisation afin de « *réinterroger les évidences* » dans le projet de La République des Idées. C'est ce que tentent de faire Philippe Askenazy dans *Les désordres du travail*²⁶⁸ ou Thomas Philippon dans *Le capitalisme d'héritiers*²⁶⁹. Les intellectuels de gauche contemporains ne seraient-ils alors que

²⁶⁴ Michel Foucault, « Asiles. Sexualité. Prisons » (1975), *Dits et écrits II*, Paris, Gallimard, 1994, p. 782.

²⁶⁵ Michel Foucault, « La scène de la philosophie » (1978), *Dits et écrits III*, op. cit., pp. 594-595.

²⁶⁶ Michel Foucault, « Interview a Michel Foucault » (1977), *Dits et écrits III*, op. cit., pp. 154-155.

²⁶⁷ Michel Foucault, « L'intellectuel et les pouvoirs » (1984), *Dits et écrits IV*, op. cit., pp. 676-677.

²⁶⁸ « *L'automatisation et le développement d'une société de services auraient triomphé des fatigues et des usures du travail d'autrefois. Telles sont, à grands traits, les représentations qui semblent avoir présidé depuis une vingtaine d'années au débrayage collectif sur un sujet qui fut longtemps au centre du débat démocratique. (...) Cet essai fait le pari qu'une analyse économique, enrichie de comparaisons internationales et croisée avec des sciences comme l'ergonomie, permettra de reconstituer le puzzle des évolutions du travail dans les deux dernières décennies et de sortir de l'impasse intellectuelle et politique dans laquelle nous nous trouvons* » (Philippe Askenazy, *Les désordres du travail. Enquête sur le nouveau productivisme*, op. cit., introduction).

²⁶⁹ « *S'il y a bel et bien en France une crise de la "valeur travail", comme on le dit aujourd'hui, je crois qu'elle est d'abord le fruit d'un certain style de relations sociales. Pour le montrer, il faut commencer par écarter ou, tout au moins, par relativiser un certain nombre d'explications communément admises. (...) Les réponses qui présument une paresse particulière des salariés, ou un goût excessif pour les vacances, sont contredites par les enquêtes disponibles (...). Les réponses qui privilégient les freins institutionnels à l'emploi (contraintes du droit du travail, coûts des licenciements, etc.) ne sont guère plus satisfaisantes* » (Thomas Philippon, *Le capitalisme d'héritiers. La crise française du travail*, op. cit., introduction).

la figure moderne – mais identique – de l’intellectuel spécifique de Michel Foucault²⁷⁰ ? La « nouvelle critique sociale » ne serait-elle que la forme moderne – mais identique – de la critique sociale proposée par Michel Foucault²⁷¹ ? Michel Foucault présentait ses livres, *L’histoire de la folie* comme les autres, comme de « *petites boîtes à outils* »²⁷². Or, à qui les destinait-il ? « *Si les gens veulent bien les ouvrir, se servir de telle phrase, telle idée, telle analyse comme d’un tournevis ou d’un desserre-boulon pour court-circuiter, disqualifier, casser les systèmes de pouvoir, y compris éventuellement ceux-là même dont mes livres sont issus... et bien c’est tant mieux !* »²⁷³. Les analyses de l’intellectuel spécifique au sens de Michel Foucault étaient avant tout des outils forgés pour les citoyens contre les « systèmes de pouvoir »²⁷⁴. Au contraire, La République des Idées cherche avant tout, afin de « *rendre à la société la force et la capacité de se changer* », à outiller les acteurs institués du changement. Si les intellectuels de gauche contemporains sont des intellectuels spécifiques dans leur démarche, ils ne répondent donc plus à la figure de l’intellectuel spécifique quant à la fin qu’ils assignent à leurs travaux.

²⁷⁰ Figure qui, par ailleurs, constituait pour Pierre Bourdieu une référence dans sa réflexion sur l’intervention des chercheurs dans le monde politique : « *Nombre de travaux historiques ont montré le rôle qu’ont joué les think tanks dans la production et l’imposition de l’idéologie néo-libérale qui gouverne aujourd’hui le monde ; aux productions de ces think tanks conservateurs, groupements d’experts appointés par les puissants, nous devons opposer les productions de réseaux critiques, rassemblant des "intellectuels spécifiques" (au sens de Foucault) dans un véritable intellectuel collectif capable de définir lui-même les objets et les fins de sa réflexion et de son action, bref, autonome* » (Pierre Bourdieu, « Pour un savoir engagé », *Contre-feux 2*, Paris, Liber - Raisons d’agir, 2001, pp. 35-36).

²⁷¹ « *Quand j’ai écrit histoire de la folie, j’ai voulu faire une sorte de critique sociale, et je ne puis dire si j’y ai réussi ou échoué* » (Michel Foucault, « Folie, littérature, société » (1970), *Dits et écrits II*, op. cit., p. 115).

²⁷² Michel Foucault, « Des supplices aux cellules » (1975), *Dits et écrits II*, op. cit., p. 720.

²⁷³ *Ibid.*, p. 720.

²⁷⁴ C’est un objectif semblable que l’on retrouve chez Pierre Bourdieu, l’intellectuel collectif devant « *[travailler] à produire et à disséminer des instruments de défense contre la domination* » (Pierre Bourdieu, « Pour un savoir engagé », *Contre-feux 2*, op. cit., p. 36).

Troisième partie

Les intellectuels de gauche contemporains : une figure en construction

Montrer, comme nous avons essayé de le faire, que leur rapport aux acteurs institués du changement marque une spécificité des intellectuels de gauche contemporains, ne signifie pas qu'il existe une figure établie de manière stable de ces intellectuels. Ce rapport particulier est en fait l'une des dimensions d'une figure aujourd'hui en construction. L'élection présidentielle de 2007 n'a pas seulement contribué à une redistribution des cartes politiques à gauche. Elle n'a pas seulement conduit certains intellectuels, pour la première fois depuis vingt ans, à signer une pétition²⁷⁵. Elle n'a pas seulement représenté un moment favorable à la mobilisation politique des intellectuels. On peut en réalité faire l'hypothèse, que nous allons tenter de corroborer, qu'elle a constitué un tournant dans le rapport que les intellectuels de gauche contemporains entretiennent avec l'espace politique : ils ne se contentent plus de poser des diagnostics mais participent désormais à l'élaboration programmatique, à la construction de propositions concrètes de politiques publiques à mettre en oeuvre.

Or le fait que leurs analyses soient destinées avant tout à outiller les acteurs institués du changement était un préalable nécessaire à ce tournant. En effet, on peut considérer l'élaboration programmatique comme un second niveau – le premier étant celui du diagnostic – de l'intervention des intellectuels dans le débat politique. Des diagnostics destinés aux acteurs institués du changement, parmi lesquels les professionnels de la politique, à l'élaboration de solutions pour ces mêmes acteurs, il n'y avait qu'un pas à franchir, celui qui sépare le diagnostic de la solution : si la participation des intellectuels de gauche contemporains au jeu politique va ainsi plus loin, c'est sur la base de rapports aux professionnels de la politique déjà constitués.

Un deuxième élément était nécessaire pour que ce tournant, dont nous expliciterons les liens avec l'élection présidentielle de 2007, se produise : il fallait que les travaux des intellectuels de gauche n'aient plus une visée universelle mais une visée spécifique, la production programmatique, c'est-à-dire la production de solutions concrètes dans des domaines particuliers, requérant une spécialisation. Cette évolution est manifeste dans le travail mené par Pierre Rosanvallon qui, en œuvrant avec La République des Idées à la mise en place d'une nouvelle critique sociale s'appuyant sur des analyses spécifiques, a abandonné

²⁷⁵ Ce qui est par exemple le cas de Gérard Noiriel (entretien du 14 janvier 2008).

une ambition globalisante qui s'exprimait dix ans auparavant dans *La nouvelle question sociale*²⁷⁶.

De la « nouvelle question sociale » à la « nouvelle critique sociale »

Un changement de perspective

La mise en perspective de l'idée de « nouvelle critique sociale » et de *La nouvelle question sociale* permet de saisir cette évolution. Le problème posé par la « nouvelle question sociale » était, pour Pierre Rosanvallon, « *d'ordre philosophique* » : « *au-delà des lancinants problèmes de financement et des dysfonctionnements toujours pesants des appareils, ce sont les principes organisateurs de la solidarité et la conception même des droits sociaux qui se trouvent remis en cause* », affirmait-il alors²⁷⁷. Il s'agissait donc pour lui de proposer une « *refondation intellectuelle et morale de l'Etat-providence* »²⁷⁸. Or, un double déplacement est opéré avec la nouvelle critique sociale : d'une part il ne s'agit plus d'aborder les questions de manière globale mais spécifique, d'autre part il ne s'agit plus d'élaborer une construction intellectuelle de la réalité mais de produire les concepts adaptés à la lecture d'une réalité nouvelle²⁷⁹. Il ne s'agit ainsi plus de repenser philosophiquement la société, mais d'apporter des réponses « *à la faiblesse des analyses et à la pauvreté du langage pour la décrire et la remettre en mouvement* »²⁸⁰ ; plus de réinventer l'Etat-providence²⁸¹, mais de combler l'écart entre « *la réalité vécue et la réalité pensée* » ; plus de formuler une nouvelle pensée du social²⁸², mais de forger de nouveaux outils afin de pouvoir lire le social. Il n'y a pas un simple glissement sémantique de la « nouvelle question sociale » à la « nouvelle critique sociale », mais deux projets distincts de reconstruction intellectuelle, traduisant deux conceptions distinctes du rôle de l'intellectuel, qui nécessitent deux types d'outils différents. Alors que Pierre Rosanvallon s'attache à « *une redéfinition d'ensemble des valeurs et des*

²⁷⁶ Pierre Rosanvallon, *La nouvelle question sociale. Repenser l'Etat-providence*, Paris, Seuil, 1995.

²⁷⁷ *Ibid.*, pp. 7-8.

²⁷⁸ *Ibid.*, p. 10.

²⁷⁹ « *La réalité résiste aux concepts traditionnels avec lesquels on l'appréhende. Les mots ne disent plus les choses. Et c'est l'écart entre la réalité vécue et la réalité pensée qui constitue le verrou majeur.* » (Thierry Pech, Pierre Rosanvallon, introduction à *La nouvelle critique sociale*, op. cit.).

²⁸⁰ Brochure de présentation du forum « La nouvelle critique sociale ».

²⁸¹ « *L'avenir de l'Etat-providence n'est pas tracé d'avance. Il se confond pour une large part avec celui de la vie démocratique. (...) C'est donc à une véritable réinvention que nous sommes conviés. Tout est à reprendre. Il n'y a plus de modèle de référence disponible ou de voie royale du progrès qui s'imposeraient* » (Pierre Rosanvallon, *La nouvelle question sociale. Repenser l'Etat-providence*, op. cit., p. 221).

²⁸² *Ibid.*, p. 223.

méthodes du progrès social »²⁸³ dans *La nouvelle question sociale*, il cherche, avec la « nouvelle critique sociale », à proposer un ensemble de diagnostics sectoriels produits par des chercheurs à partir de leur domaine de compétences (ce qui supposait la mise en place d'un cadre de mutualisation de travaux d'auteurs multiples – cadre que constitue La République des Idées). Dans *La nouvelle question sociale*, des sous-chapitres sont certes consacrés à l'égalité des chances (« Repenser l'égalité des chances ») ou aux classes moyennes (« la question des classes moyennes »). Mais ces questions sont abordées au niveau conceptuel par Pierre Rosanvallon²⁸⁴, qui n'en est pas spécialiste, non à celui du diagnostic, contrairement à ce que feront Eric Maurin dans *L'égalité des possibles* et Louis Chauvel dans *Les classes moyennes à la dérive*, deux ouvrages publiés à La République des Idées.

Avec la « nouvelle critique sociale », est abandonné un point de vue global au profit de points de vue spécifiques de chercheurs spécialisés sur les questions abordées. C'est en effet à partir du savoir acquis à travers leurs recherches scientifiques que les chercheurs vont intervenir, sous une forme vulgarisée, dans le débat public. Ainsi, Eric Maurin, dans *L'égalité des possibles*, présente des résultats obtenus dans ses différentes publications scientifiques – notamment sur l'instabilité professionnelle et sur l'impact du revenu parental sur l'échec scolaire²⁸⁵ – et s'appuie, dans *Le ghetto français*, sur une enquête réalisée avec Dominique Goux et publiée sous forme de document de travail du CREST²⁸⁶. Philippe Askenazy propose sous une forme vulgarisée dans *Les désordres du travail* des résultats sur les accidents du travail qu'il publie par ailleurs dans des ouvrages scientifiques²⁸⁷. De même, Thomas Philippon a, avec Holger M. Muller, publié un *working paper* au NBER sur le lien entre les relations de travail et la propriété des entreprises, problématique qui constitue le nœud central

²⁸³ « Mais la reconstruction intellectuelle et morale de l'Etat-providence ne conduit pas seulement à une réévaluation radicale des termes de la question sociale. Nous sommes également conduits à une redéfinition d'ensemble des valeurs et des méthodes du progrès social » (*ibid.*, p. 221).

²⁸⁴ Sur l'égalité des chances, il écrit ainsi : « le traitement plus individualisé du social ne conduit-il pas, au-delà de la question du contrôle social, à un risque d'arbitraire ? Si l'Etat-providence n'est plus fondé sur des mesures universelles, n'ouvre-t-on pas la porte à de dangereuses inégalités ? » (*ibid.*, p. 217).

²⁸⁵ Sur l'instabilité professionnelle, P. Givord, E. Maurin, « Changes in Job Stability and their Causes. An Empirical Analysis Method Applied to France : 1982-2000 », *Document de travail du Centre de recherche en économie et statistique*, CREST, 2001. Sur l'impact du revenu parental sur l'échec scolaire : E. Maurin, « The Impact of Parental Income on Early Schooling Transitions : A Re-examination Using Data over Three Generations », *Journal of Public Economics*, 2002, vol. 85, n°3, pp. 301-332.

²⁸⁶ D. Goux, E. Maurin, « Neighbourhood Effects and Performance at School », *Document de travail du Centre de recherche en économie et statistique*, CREST, 2004. Dominique Goux et Eric Maurin ont poursuivi ces recherches, publiant en 2007 « Close Neighbours Matter : Neighbourhood Effects on Early Performance at School », *Economic Journal*, 2007, 117 (October), 1-24.

²⁸⁷ On peut voir notamment Philippe Askenazy, « Employers and Disability : Adapting Modern Work Organisations », in B. Marin, C. Prinz and M. Queisser (eds), *Transforming Disability Welfare Policies*, Ashgate: Aldershot, 2004, pp. 307-314.

du *Capitalisme d'héritiers. La crise française du travail*²⁸⁸. Ce constat, qui demande à être généralisé²⁸⁹, ne s'applique pas, contrairement à ce que les exemples précédents peuvent laisser penser, qu'aux travaux des économistes. Ainsi, Louis Chauvel intervient, avec *Les classes moyennes à la dérive*, sur des questions qui sont au cœur de son travail académique : la mesure des inégalités économiques, la définition des classes moyennes, la panne de l'ascenseur social²⁹⁰. De même, Patrick Weil s'appuie, dans *La République et sa diversité*, sur les résultats des recherches qu'il conduit, depuis près de vingt ans, sur l'immigration²⁹¹.

« Construire une vision d'ensemble »

Toutefois, cette intervention des chercheurs dans le débat public sur des sujets précis à partir de leur domaine de spécialisation – intervention qui n'est pas exclusive de prises de parole dépassant parfois le cadre étroit de ces spécialisations²⁹² – ne signifie pas l'abandon de toute mise en perspective plus large. Si la recherche d'un point de vue global est délaissée au niveau individuel, une cohérence des travaux conduits est poursuivie au niveau collectif. C'est en tout cas l'objectif affiché par Pierre Rosanvallon : « *Il y a un certain nombre de travaux récents qui commencent à éclairer d'un jour nouveau la question des territoires, de l'exclusion, du travail. C'est donc cela qu'on commence à mieux connaître et à mieux comprendre. Il faut maintenant les rassembler et construire une vision d'ensemble. Nous pourrions alors forger des outils pour l'ambition politique légitime qui est de vouloir changer*

²⁸⁸ Holger M. Mueller, Thomas Philippon, « Family Firms, Paternalism, and Labor Relations », NBER #12739, 2006.

²⁸⁹ La même démonstration pourrait être présentée pour l'ensemble des ouvrages de la collection La République des Idées rédigés par des chercheurs. Quelques titres de La République des Idées ont en effet été écrits par des praticiens n'appartenant pas au monde universitaire : ainsi de *La démocratie-monde. Pour une autre gouvernance globale* (2002) de Pascal Lamy, qui était alors commissaire européen chargé du commerce international et du *Capitalisme total* (2005) de Jean Peyrelevade, qui a été directeur adjoint du cabinet de Pierre Mauroy de 1981 à 1983 et tour à tour président, de 1983 à 2003 de Suez, de la Banque Stern, de l'UAP et du Crédit lyonnais.

²⁹⁰ On peut ainsi noter, parmi ses publications académiques : « Sur les strobiloïdes, courbes de répartition du revenu : jalons pour une analyse internationale et diachronique des inégalités économiques », *Document de travail OFCE*, n°95-03 ; « Entre les riches et les pauvres : les classes moyennes », in C. Daniel et C. Le Clainche (dir.), *Mesurer les inégalités. De la construction d'indicateurs aux débats sur les interprétations*, Ministère de l'Emploi et de la solidarité, pp. 71-84 ; « Les nouvelles générations devant la panne prolongée de l'ascenseur social », *Revue de l'OFCE*, n°96, pp. 35-50.

²⁹¹ Il renvoie ainsi à *La France et ses étrangers. L'aventure d'une politique de l'immigration de 1938 à nos jours* (Paris, Folio-Gallimard, 2005) ou encore à son *Rapport au Premier ministre sur les législations de la nationalité et de l'immigration* (Paris, La Documentation française, 1997, p. 48).

²⁹² Notamment à l'occasion de chroniques dans la presse. Pour ne citer qu'un exemple, Daniel Cohen a, comme éditorialiste associé au *Monde*, abordé, sur la période 2002-2007, des sujets aussi divers que « La fin du conflit gauche-droite ? » (4 avril 2002), « Le déclin de l'Europe ? » (10 septembre 2002), « Irak : les chemins escarpés de la liberté » (17 avril 2003), « Les chemins escarpés du multiculturalisme » (5 septembre 2004), « Le défi chinois » (9 février 2005), les « Stratégies de campagne » (24 novembre 2006) ou « Les mystères de la vie chère » (8 novembre 2007).

vraiment la société »²⁹³. L'idée d'un projet de société global reste donc sous-jacente à celle de nouvelle critique sociale. Ce projet ne passe cependant plus par une réflexion individuelle mais par la réunion d'un ensemble de diagnostics répondant à une certaine cohérence idéologique. La vision d'ensemble n'est plus un préalable à la réflexion : elle découle au contraire du regroupement de travaux spécialisés. L'introduction de *La nouvelle critique sociale*, ouvrage qui réunit, entre autres, des contributions publiées dans *Le Monde* dans le cadre d'un « audit de la crise française »²⁹⁴, formule ce double objectif – proposer des diagnostics précis afin de pouvoir fournir un éclairage global – de manière explicite : « *cette nouvelle critique sociale suppose à la fois une patience documentaire tenue à l'abri des généralités hâtives, et une largeur de vue suffisante pour dresser un nouveau portrait d'ensemble de la société à l'écart des conventions et des convenances* »²⁹⁵. C'est ce double objectif qui est donné comme critère de légitimité de l'intervention des intellectuels dans l'espace public. C'est dans cette optique qu'ils s'autorisent et sont autorisés à prendre la parole publiquement²⁹⁶.

Si l'intellectuel doit mener au niveau individuel une recherche sur des objets spécialisés – « *ni généralités, ni dilettantisme* » pour reprendre une expression employée par Louis Chauvel²⁹⁷ –, l'idée d'un tableau et donc d'une cohérence d'ensemble n'est par conséquent pas abandonnée, mais elle passe par la multiplication des savoirs spécifiques et leur mutualisation, non par la production individuelle d'une réflexion globalisante sur le social. L'intellectuel de gauche contemporain n'est plus, individuellement, le producteur d'un

²⁹³ *Le Monde*, 22 novembre 2005, entretien avec Pierre Rosanvallon, à qui Eric Le Boucher demandait s'il estimait que beaucoup de connaissances avaient été accumulées et qu'il était temps de les mettre ensemble et si le but était de fixer les enjeux de l'élection présidentielle de 2007.

²⁹⁴ Cf. supra note 35.

²⁹⁵ Thierry Pech, Pierre Rosanvallon, introduction à *La nouvelle critique sociale*, op. cit..

²⁹⁶ Ce qu'illustre l'organisation par *Le Monde* et La République des Idées de l'« audit mensuel de la crise française ». La présentation par Edwy Plenel, que nous avons cité en introduction, des intervenants de la soirée « 22 paroles pour le 22 avril », fournit une définition intéressante de ce qui justifie, pour un journaliste, la prise de parole d'un intellectuel : « *Historiens, sociologues, anthropologues, économistes, philosophes, scientifiques, psychanalystes, artistes, créateurs, universitaires, chercheurs, enseignants..., ils et elles s'exprimeront depuis leur domaine de savoir, leur terrain de recherche, leur champ de connaissance. Ils le feront en intellectuels, c'est-à-dire en esprits libres et critiques* ». C'est leur spécialisation qui confère, pour Edwy Plenel, à la parole des intellectuels sa légitimité. Françoise Héritier fera d'ailleurs, au cours de son intervention, des résultats de ses recherches scientifiques une des dimensions explicatives de son vote : « *Je fais confiance à Ségolène Royal pour des raisons politiques certes mais aussi parce que la réflexion anthropologique m'a conduite, sur quelques points, à des convictions qui interfèrent profondément avec des questions qui sont traitées dans cette campagne* ». Pour un exemple de sociologue de l'autorité, on pourra se référer à Dominique Memmi, *Les gardiens du corps. Dix ans de magistère bioéthique* (Paris, Ed. de l'EHESS, 1996), qui s'interroge sur les sources de l'autorité sociale dont disposent les membres du Comité consultatif national d'éthique pour fabriquer des normes sur les problèmes dont ils sont saisis.

²⁹⁷ Louis Chauvel, cité par François Bazin, « Ces intellos qui veulent changer la gauche », *Le Nouvel Observateur*, n°2166, 11 mai 2006.

« grand récit » sur le monde²⁹⁸. C'est au contraire le constat de la complexité du monde et des défaillances des systèmes d'explication totalisants – « *autour de nous les grandes systèmes d'explication du monde se sont effondrés les uns après les autres* »²⁹⁹ – qui est au fondement de recherches au sein desquelles les « *généralités hâtives* » ne trouvent pas leur place. La conscience de cette complexité rend en effet nécessaire des diagnostics spécialisés sur des objets spécifiques³⁰⁰. Si la réalité ne se prête plus à l'explication systémique³⁰¹, si elle ne peut plus être appréhendée de manière globale, chacune de ses dimensions appelle en effet des études particulières, dont la réunion peut permettre de retrouver une cohérence qui n'est plus posée *a priori*.

Du « comment ça marche ? » au « qu'est-ce qu'on fait » ?

« Il faut, toutefois, éviter un piège dans lequel les gouvernants veulent faire tomber les intellectuels, et dans lequel ceux-ci tombent souvent : "Mettez-vous à notre place et dites-nous ce que vous feriez". Ce n'est pas une question à laquelle on ait à répondre. Prendre une décision dans une matière quelconque implique une connaissance des dossiers qui nous est refusée, une analyse de la situation qu'on n'a pas eu la possibilité de faire. Cela est un piège. Il n'en reste pas moins que, en tant que gouvernés, on a parfaitement le droit de poser les questions de vérité : "Qu'est-ce que vous faites, par exemple, quand vous êtes hostiles aux

²⁹⁸ Il ne s'agit plus pour lui d'abuser de la notoriété acquise « *par des travaux qui relèvent de l'intelligence (...) pour sortir de [son] domaine et critiquer la société et les pouvoirs établis au nom d'une conception globale et dogmatique (...) de l'homme* » (Jean-Paul Sartre, *Plaidoyer pour les intellectuels*, *op. cit.*, p. 13).

²⁹⁹ *Ibid.* Thomas Philippon, évoquant une opposition entre le monde capitaliste et le monde communiste qu'il n'a pas connu, a souligné combien la référence marxiste était étrangère aux « *gens de sa génération* » (entretien du 14 janvier 2008).

³⁰⁰ L'abandon des perspectives globalisantes au profit de diagnostics spécialisés peut être lu comme une réponse au constat de la complexité du monde qui a servi de point d'appui à plusieurs discours sur la « fin des intellectuels ». C'est ainsi parce qu'il considère que l'« *unité totalisante (...) depuis le milieu du XX^e siècle du moins, fait défaut à la pensée* » et qu'il n'est plus possible de « *dresser un réquisitoire qui soit en même temps une "conception du monde"* » que Jean-François Lyotard, à l'occasion de la controverse née de la publication dans *Le Monde* de l'article de Max Gallo sur le « silence des intellectuels », annonce la « fin des intellectuels » – « *il ne devrait donc plus y avoir d'"intellectuels"* » (Jean-François Lyotard, « Tombeau de l'intellectuel », *Le Monde*, 8 octobre 1983).

³⁰¹ En ce sens, l'intérêt que nous avons porté à *La nouvelle question sociale* n'était pas uniquement motivé par sa mise en perspective avec la « nouvelle critique sociale ». Publiée en janvier 1995, elle a été rédigée près d'un an avant les grèves de décembre 1995. Or, selon Alain Touraine, ces événements marquent la fin en France du mouvement social traditionnel de l'époque industrielle, qui constituait un repère politique fort : « *1995 est une date clé. A partir de ce moment-là, c'est fini. La référence au mouvement social de l'époque industrielle, c'est terminé* » (Alain Touraine, entretien du 19 février 2008).

euromissiles, ou lorsque, au contraire, vous les soutenez, quand vous restructurez l'acier lorrain, quand vous ouvrez le dossier de l'enseignement libre ?" »³⁰².

« *Moi mon rôle, ce n'est pas ça* »

Accepter ou non de formuler des propositions, de contribuer à l'élaboration de politiques, de quitter le terrain du simple diagnostic : comprendre leur position vis-à-vis de cette question est un élément essentiel pour saisir ce que sont les intellectuels de gauche contemporains. Se joue en effet ici non seulement le rapport des intellectuels à l'espace public mais également leur rapport aux politiques et à la politique. La réponse à cette question n'est certes parfois pas sans ambiguïté³⁰³. Elle peut d'ailleurs, à première vue, permettre de différencier les intellectuels de gauche contemporains les uns des autres. Mais elle permet de saisir, nous allons tenter de le montrer, une évolution en profondeur chez ces intellectuels. Le choix de formuler ou non des solutions concrètes pour les professionnels de la politique apparaît en effet, à travers l'observation de la pratique des intellectuels mais également de celle de leurs discours sur cette pratique, comme une question centrale, non seulement d'un point de vue synchronique, en permettant de distinguer et de regrouper les intellectuels à partir de la position adoptée face à ce choix, mais également d'un point de vue diachronique, l'élection présidentielle de 2007 semblant constituer un tournant dans le rapport des intellectuels à cette question.

Seuls parmi les chercheurs que nous avons rencontré Gérard Noiriel et Serge Paugam³⁰⁴ ont affirmé de manière explicite leur refus de répondre à la question éventuellement posée par un politique « *dites-nous ce que vous feriez* », le premier de façon assez lapidaire – « *Qu'est-ce qu'il faudrait faire ? (...) Je suis emmerdé là-dessus, je n'ai rien à dire comme chercheur* » –, le second en insistant sur la distinction entre le rôle de chercheur et celui de professionnel de

³⁰² Michel Foucault, « Une esthétique de l'existence » (1984), *Dits et écrits IV, op. cit.*, p. 734.

³⁰³ Proposant un compte-rendu de *La question syndicale. Histoire et avenir d'une forme sociale* de Pierre Rosanvallon (Paris, Hachette, 1989), Philippe Corcuff note ainsi : « *le statut du livre ne laisse pas d'être ambigu. L'auteur nous avertit dans l'introduction qu'il "propose une analyse, mais (il) n'a ni conseils à donner, ni pronostics à formuler" (p. 25). Que fait-il alors en annonçant "l'avènement des systèmes informationnels" (pp. 127-138) ? Et puiser dans "la littérature de type managérial" une "nouvelle approche de l'entreprise" (p. 124) ne relève-t-il pas plus de la technologie sociale que de l'analyse du social ? En fait, tout en se réclamant du constatatif, il dérive largement vers le prescriptif, en particulier avec des propositions individualisantes pour le droit du travail (p. 146) et "informationnelles" pour les syndicats (p. 147) » (Philippe Corcuff, *Revue française de sociologie*, vol. 32, n°1 (janvier-mars 1991), pp. 134-137).*

³⁰⁴ Or, si tous les deux ont signé des pétitions d'intellectuels en faveur de la candidate socialiste au cours de la campagne, ils occupent une position un peu à part dans le microcosme des intellectuels de gauche, étant notamment à l'écart de La République des Idées, bien qu'entretenant quelques liens avec elle (Serge Paugam était ainsi présent au forum de Grenoble).

la politique afin de justifier son choix : « *Je distingue bien sûr mon rôle de chercheur du rôle d'un acteur politique mais je suis ouvert sur la société civile et ouvert aux acteurs qui réfléchissent sur les réformes à accomplir. Par exemple je fais une grosse différence, si vous voulez, et là je peux vous donner cet exemple pour bien montrer ma position (...), on m'a demandé de faire partie du Grenelle de l'insertion. J'ai dit non. Pourquoi j'ai dit non ? Parce que là, vous me demandez de participer à l'élaboration d'un programme qui aboutira à réformer..., mais de participer directement, de faire des choix concernant l'insertion. Ça je le dis, je ne veux pas. De même Martin Hirsch, pratiquement aussitôt qu'il a accédé à son poste de haut commissaire, m'a demandé de venir (...). J'ai dit non, je ne suis pas là pour mettre en place le RSA³⁰⁵ (...). Moi mon rôle, ce n'est pas ça. En revanche (...), si pour le Grenelle de l'insertion ils me sollicitent en tant que chercheur pour venir à une de leurs séances pour répondre à une de leurs questions, je trouve qu'il est de mon... devoir de dire oui parce que ça fait partie de mon métier de chercheur que d'essayer de répondre à des questions qui sont posées et qui concernent notre pays* »³⁰⁶. Ces justifications face à des sollicitations concrètes rappellent celles évoquées par Michel Foucault dans « Une esthétique de l'existence », fondées sur la distinction entre ce qui peut prendre la forme d'un avis donné sur la base de travaux scientifiques et l'élaboration d'une réforme. La réforme relevant du domaine du choix politique, le chercheur ne doit, selon Serge Paugam (et pour Michel Foucault), intervenir à ce niveau que comme celui capable d'évaluer *a priori* les implications de la mesure envisagée³⁰⁷.

Cependant, si seuls Gérard Noiriel et Serge Paugam ont explicitement souligné qu'ils souhaitaient éviter « *le piège dans lequel les gouvernants veulent faire tomber les intellectuels* », cette position ne leur est pas propre, et était même, jusqu'à la défaite de la

³⁰⁵ Le RSA, revenu de solidarité active, est une mesure qui avait été proposée en avril 2005 par la commission Familles, vulnérabilité, pauvreté (réunie à la demande du Ministère des solidarités, de la santé et de la famille) présidée par Martin Hirsch dans son rapport « La nouvelle équation sociale ». Parmi les personnalités qualifiées ayant participé à la commission, Serge Paugam.

³⁰⁶ Serge Paugam, entretien du 11 janvier 2008. Son argumentation est proche de celle proposée par Michel Foucault : « *L'intellectuel n'a pas à jouer le rôle de donneur de conseils. Le projet, les tactiques, les cibles qu'il faut se donner, ce sont à ceux-là mêmes qui se battent et se débattent de les trouver. Ce que l'intellectuel peut faire, c'est donner des instruments d'analyse.* » (Michel Foucault, « Pouvoir et corps » (1975), *Dits et écrits II*, op. cit., p. 759).

³⁰⁷ « *Je donne mon avis. Je dirais si vous prenez cette décision, attention aux conséquences, c'est ça qui va se produire inévitablement (...), parce que c'est les hypothèses que l'on peut faire et on peut certainement les faire au regard de la connaissance que l'on a de tel et tel phénomène social* » (Serge Paugam, entretien du 11 janvier 2008). L'intellectuel, pour Serge Paugam, semble être celui qui est susceptible d'apporter la réponse aux « *questions de vérité* » que tout gouverné a, pour Michel Foucault, le droit de poser. Il lui appartient, selon lui, d'éclairer les implications de la réforme, mais non de contribuer à son élaboration. Cet éclairage n'est cependant pas, selon sa conception du travail de chercheur, à la seule destination des acteurs politiques. Il s'agit en effet de présenter dans le débat public les implications des travaux menés : « *dans le métier tel que je l'envisage, le métier de chercheur et de sociologue, il y a cette confrontation avec un public très large pour dire effectivement ce que l'on fait, comme on l'a fait, pourquoi on l'a fait et quelles sont les implications de ce que l'on a fait et des résultats auxquels on aboutit* » (ibid.).

candidate socialiste à la présidentielle de 2007, la position communément partagée. C'est d'ailleurs ce qu'illustrent, d'une certaine façon, les articles publiés dans *Le Monde* ou dans *Le Nouvel Observateur* consacrés, au cours de la pré-campagne et tout au long de la campagne, aux intellectuels de gauche « décrypteurs de la société »³⁰⁸. Le développement du diagnostic intellectuel, notamment porté par La République des Idées, s'est fait, à partir de 2002, sur une base, à de rares exceptions près, totalement non programmatique. Des diagnostics étaient posés, mais sans que ne soient formulées de propositions, sans liens avec des politiques publiques concrètes à mettre en place³⁰⁹, les exceptions trouvant l'un de leurs éléments explicatifs dans le parcours des intellectuels concernés. Ainsi, Patrick Weil était l'un des seuls qui, au-delà des diagnostics, proposait des solutions³¹⁰. Or il a été, jusqu'en 1985, date à laquelle il entame une carrière de chercheur, militant politique puis professionnel de la politique. Etudiant, il siège de 1977 à 1978 au bureau national du Mouvement de la jeunesse socialiste et prend la tête des jeunes du CERES de Jean-Pierre Chevènement. Il est, de 1981 à 1982, chef de cabinet du secrétaire d'Etat aux immigrés, François Autain, puis, de 1983 à 1985, adjoint au délégué à la petite et moyenne industrie au ministère de l'industrie et de la recherche, alors confié à Jean-Pierre Chevènement. Il fait partie, de 1971 à 1981, du comité directeur du parti socialiste puis de la commission nationale des conflits du parti, qu'il quitte en 1985. On peut donc faire l'hypothèse selon laquelle cette proximité avec l'espace politique

³⁰⁸ On peut voir notamment « Ces intellos qui veulent changer la gauche », *Le Nouvel Observateur*, mai 2006, « Les intellectuels décryptent la société pour les candidats », *Le Monde*, 31 janvier 2007, « La campagne déchiffrée par quinze intellectuels », *Le Monde*, 22 mars 2007.

³⁰⁹ C'est d'ailleurs ce que reproche Laurent Bouvet (membre du Parti socialiste, rédacteur en chef de la *Revue socialiste* de 1998 à 2001, secrétaire général de l'association et codirecteur de la collection La République des Idées de 2001 à 2002, professeur de science politique à l'université de Nice Sophia-Antipolis depuis 2001) au forum de Grenoble, dont il était l'un des intervenants : « le principal manque que l'on a pu ressentir à Grenoble tenait à autre chose : l'absence quasi générale de la politique dans les débats. Il s'agissait non tant d'une absence des responsables politiques eux-mêmes qui, s'ils avaient été présents, auraient sans doute monopolisé parole et attention médiatique, mais plutôt d'un manque de préoccupation, d'ailleurs totalement assumé par les organisateurs, pour le lien entre la réflexion et l'expérience de terrain d'une part, et l'action politique et sociale, impliquant notamment partis et syndicats, de l'autre, le tout au nom d'une « indépendance » par rapport au politique » (blog de Laurent Bouvet).

³¹⁰ La loi sur la nationalité et la loi sur l'immigration promulguées respectivement le 16 mars et le 11 mai 1998 ont été directement inspirées des deux rapports sur la nationalité et l'immigration qu'il a remis le 31 juillet 1997, après avoir été en juin 1997 – sa note de la fondation Saint-Simon avait été publié en 1996 – chargé par le gouvernement Jospin de faire des propositions sur les modalités d'entrée et de séjour des étrangers en France et sur l'attribution de la nationalité française par application du droit du sol (*Mission d'étude des législations de la nationalité et de l'immigration*, Paris, La Documentation française, 1997). D'autre part, plusieurs échanges épistolaires avec Nicolas Sarkozy, en 2005 et en 2006, ont été publiés, notamment par *Le Monde*, autour de ses propos et propositions sur la politique de l'immigration et des projets de lois en élaboration (échange épistolaire avec Nicolas Sarkozy publié dans *Le Monde* du 13 juillet 2005 ; réponse adressée à M. Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur le 24 février 2006 à un courrier du 13 février 2006 publiée par la revue *Esprit* (mai 2006) ; réponse adressée à M. Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, le 25 mars 2006 à un courrier du 16 mars 2006 ; échange épistolaire avec Nicolas Sarkozy (31 août 2006 - 11 septembre 2006), publié sur le site du journal *Sud-Ouest* le 17 septembre 2006).

a pu contribuer à ce qu'il accepte de « *se mettre à la place* » des professionnels de la politique dont il a à une époque fait partie³¹¹.

Si, en creux derrière les diagnostics proposés, apparaissaient parfois des solutions à mettre en oeuvre, une grande partie des intellectuels de gauche contemporains se refusait donc jusque là à les expliciter³¹². Cette séparation stricte entre les diagnostics d'une part et les solutions d'autre part apparaît nettement à la lecture de certains titres parus dans la collection La République des Idées. En conclusion de *L'égalité des possibles. La nouvelle société française*, Eric Maurin appelle à « redéfinir les priorités des politiques sociales : pour une égalité des possibles ». Il souligne tout d'abord que les débats sur la modernisation sociale reposent « *sur une vision incomplète des tendances de fond du marché du travail et [condamnent] finalement à une vision trop étroite du progrès* »³¹³. S'il insiste sur la nécessité de repenser la formation continue, c'est à partir de son diagnostic sur le système actuel, mais sans émettre de propositions³¹⁴. S'il souligne « *le potentiel des politiques mettant l'accent sur l'inégalité des possibles* », il ne donne pas non plus de formulation concrète de ces politiques³¹⁵. Si le dernier chapitre des *Classes moyennes à la dérive* de Louis Chauvel s'intitule « Que faire ? », ce sont des pistes de réflexion qu'il indique, non des mesures qu'il propose³¹⁶.

³¹¹ Proximité qui joue également dans le fait que l'on ait pu faire appel à lui : Jean-Pierre Chevènement est ministre de l'intérieur lorsque Lionel Jospin lui confie la mission d'étude des législations de la nationalité et de l'immigration.

³¹² Au grand dam, à nouveau, des « têtes chercheuses » chargées de l'élaboration des programmes : « *On avait du mal à les avoir. Ils proposaient des diagnostics, oui, mais pas des solutions. Ils étaient très peu à franchir la barre (...). Eric Maurin, par exemple, ne voulait pas fournir de propositions programmatiques* » (Olivier Ferrand, entretien du 31 mars 2008). C'est la même réflexion que fait Emmanuelle Mignon, directrice de cabinet de Nicolas Sarkozy, à propos d'Eric Maurin, qu'elle contacte au lendemain de la victoire de Nicolas Sarkozy : « *Je lui ai dit que l'éducation constituait un sujet majeur et que nous souhaitons qu'il soit un des experts auprès de Nicolas Sarkozy (...). Il m'a répondu qu'il était un chercheur, un intellectuel, et qu'il n'était pas un type qui peut produire des actions concrètes. Je pense qu'il a tort. Et j'ai été un peu déçue par sa réponse* » (Emmanuelle Mignon, nonfiction.fr, janvier 2008). Notons toutefois que dans ce second cas la réponse d'Eric Maurin était peut-être la traduction polie d'un refus avant tout politique.

³¹³ Eric Maurin, *L'égalité des possibles. La nouvelle société française*, op. cit., p. 67.

³¹⁴ « *Telle qu'elle est pratiquée en France, la formation continue est ainsi à l'opposé de ce dont on a aujourd'hui le plus besoin, à savoir un dispositif luttant avant tout contre les passages prolongés par le chômage (...). La fragilisation et la personnalisation des emplois demandent de repenser et de reconstruire le dispositif de formation continue* » (ibid., pp. 70-71).

³¹⁵ Ibid., p. 73.

³¹⁶ « *Quelles sont les voies de réflexion ? Elles sont multiples. Il semble avant tout que les classes moyennes ne conserveront leur statut que si elles se montrent indispensables dans l'ordre économique : la discussion sur la place du travail sera essentielle. Ensuite, les classes moyennes ne survivront qu'à condition de rétablir la valeur centrale qui a marqué leur expansion au XX^e siècle : le savoir. (...) Il faudra aussi rediscuter de la hiérarchie des valeurs, de l'égalitarisme, de la place du mérite et des conceptions de la liberté, des progrès réels qu'il est possible d'apporter à nos concitoyens, aujourd'hui et dans un avenir prévisible, et rejeter bien des discours préconstruits, incantatoires et vains, qui ne s'intéressent ni à la réalité vécue, ni aux contraintes du monde contemporain* » (Louis Chauvel, *Les classes moyennes à la dérive*, pp. 108-109).

Une nouvelle conception de la participation au débat public

Or le résultat de l'élection présidentielle de 2007 – entendu au sens large, c'est-à-dire non seulement la défaite de la candidate socialiste mais également les recompositions et les initiatives qui en ont découlé dans l'espace politique – semble avoir modifié la position des intellectuels de gauche contemporains face à la question de la formulation, au-delà des diagnostics, de solutions pratiques³¹⁷. Certes tous, nous l'avons souligné avec Serge Paugam, ne s'engagent pas dans une démarche programmatique³¹⁸. Mais chez beaucoup d'entre eux, un intérêt pour la formulation de mesures concrètes s'exprime : « *A partir du moment où les gens sont d'accord sur mon diagnostic d'un blocage du dialogue social dans les entreprises (...), maintenant mon diagnostic n'est plus vraiment mis en doute, il y a vraiment un problème de ce point de vue là en France (...), donc ça c'est bien, le problème c'est qu'il faut passer à l'étape numéro deux qui est "qu'est-ce qu'on fait ?" et je trouve que c'est ça le défi et que c'est ça le plus intéressant. Donc c'est là, quand j'ai un peu de temps libre, que je mets mon énergie* »³¹⁹. Il est intéressant de noter ici que le « qu'est-ce qu'on fait ? » apparaît, dans la réflexion, comme un deuxième temps venant succéder à celui du « comment ça marche ? ». Le rôle de l'intellectuel serait ainsi, d'abord, de proposer un diagnostic et de contribuer à son adoption par les acteurs institués du changement puis, une fois ce diagnostic diffusé, de réfléchir à l'élaboration des politiques publiques. Dans cette perspective, l'intellectuel se rapproche du politique, même si la prise de décision appartient toujours aux professionnels de

³¹⁷ La rupture représentée par l'élection présidentielle de 2007 demande toutefois à être nuancée. Elle s'inscrit en effet dans une temporalité plus large. Il y avait notamment une dimension programmatique dans le travail des intellectuels à l'intérieur des groupes de réflexion autour de Dominique Strauss-Kahn animés par Olivier Ferrand. C'est de manière directe que certains d'entre eux ont participé à l'élaboration du programme politique du candidat à l'investiture socialiste : « *[Ségolène Royal] serait bien obligée de reprendre ce qu'on avait pu construire par ailleurs. On avait une ébauche d'une réforme de la France* » (Philippe Askenazy, entretien du 17 mars 2008). Notons, à propos de cette remarque de Philippe Askenazy, que le « on » ne désigne pas uniquement des intellectuels dont le travail s'imposerait aux professionnels de la politique, mais l'ensemble de ceux, intellectuels et professionnels de la politique, qui avaient travaillé autour de Dominique Strauss-Kahn (il faut donc comprendre cette « obligation » dans le cadre de l'opposition politique entre les deux leaders socialistes).

³¹⁸ Notons toutefois que Serge Paugam se prononce sur cette question à partir de propositions émanant d'un gouvernement de droite, même si Martin Hirsch fait partie des « ministres d'ouverture ».

³¹⁹ Thomas Philippon, entretien du 14 janvier 2008. Même s'ils sont difficiles à mesurer, sans doute peut-on faire l'hypothèse, que nous ne tenterons pas de corroborer ici, qu'un effet de génération et qu'un effet de discipline jouent en tant que facteurs explicatifs de la différence de position entre Thomas Philippon, économiste de 34 ans et Serge Paugam, sociologue de 48 ans. Notons simplement qu'alors que Thomas Philippon prend sa carte au parti socialiste après la défaite de la gauche au premier tour de l'élection présidentielle de 2002 – « *Moi, je suis un rejeton de Le Pen au deuxième tour. J'ai pris ma carte juste après ça* » –, au moment même où il finit son doctorat (il obtient son PhD un an plus tard, en juin 2003), Serge Paugam a commencé à travailler sur la question de la pauvreté à la fin des années 1980, dans un contexte marqué par la création du revenu minimum d'insertion, dont il a étudié la mise en place. Or, c'est « *la transformation très forte de la perception de la pauvreté en France (...), l'inversion du discours et l'apparition de discours sur le mérite, sur la responsabilité individuelle* » qui a été, près de vingt ans plus tard, un des éléments qui a « *contribué à [son] engagement* » (entretien du 11 janvier 2008).

la politique, ce que rappelle Sophie Bouchet-Petersen à propos de la mise en place du budget participatif des lycées dans la région Poitou-Charentes : « *Ce n'est pas Loïc Blondiaux, Yves Sintomer, qui ont fait la règle du jeu mais ce sont leurs travaux qui nous ont aidé à nous poser les bonnes questions* »³²⁰.

Bien loin d'une attitude de défiance face aux choix programmatiques, c'est une inclination forte qu'exprime Thomas Philippon pour la participation à l'élaboration de solutions³²¹. On peut faire l'hypothèse que la diffusion dans l'espace public, après l'élection présidentielle de 2007, aussi bien à gauche qu'à droite, d'un discours sur l'absence d'idées et de base programmatique à gauche³²², ajoutée au poids d'une défaite qui a marqué des intellectuels qui avaient, par la signature de pétitions ou de manière plus directe, apporté un soutien à Ségolène Royal – « *la défaite, ça a été une période très sombre* »³²³ –, a conduit certains d'entre eux à franchir la barrière séparant diagnostics et propositions. Bruno Palier aurait, selon Olivier Ferrand, manifesté son agacement à force d'entendre que la gauche n'avait ni idée, ni projet³²⁴. La mise en place notamment, un an à peine après l'élection présidentielle, du « groupe des vingt » autour de Ségolène Royal (qui a commencé à revoir des chercheurs dès l'été 2007), groupe dont fait notamment partie Thierry Pech³²⁵, la création de la fondation

³²⁰ Sophie Bouchet-Petersen, entretien du 28 mai 2008.

³²¹ Il faut cependant replacer cette inclination dans le contexte d'un parcours qui est, dans son rapport au politique, nous l'avons montré, atypique. Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement pour Thomas Philippon de travailler avec les professionnels de la politique mais, de manière plus large, avec les syndicats et les directions des ressources humaines.

³²² On peut par exemple citer un article du délégué national aux questions stratégiques du Parti socialiste, paru dans *Le Monde* au lendemain de l'élection présidentielle : « *Mais la défaite de 2007 est d'une certaine façon plus grave, car la gauche ne perd pas seulement un combat politique, elle se délite sur quatre fronts : idéologique, avec la progression des idées et des valeurs de droite, voire de droite extrême, comme références dominantes du débat intellectuel (...), programmatique enfin : le projet socialiste était un travail de synthèse médiocre et le pacte présidentiel un catalogue approximatif. (...) Nous, socialistes, avons perdu la bataille des idées. (...) Phénomène dont les causes profondes sont à rechercher dans l'inadéquation ou la banalité des propositions socialistes.* » (Louis Gautier, « Le PS se délite. Que faire ? », *Le Monde*, 30 mai 2007). C'est sur le thème « Comment le PS a aidé la droite à gagner la bataille des idées » que Didier Eribon intervient à l'université d'été du mouvement des jeunes socialistes à La Rochelle le 31 août 2007. La revue *Mouvements* a consacré dans son numéro de novembre-décembre 2007, dans le cadre d'un dossier sur « La new droite », une longue enquête à la victoire de la bataille des idées par la droite (« L'hémisphère droit. Comment la droite est devenue intelligente »). A droite, les critiques sur l'absence d'idées à gauche sont plus attendues. On peut citer notamment le ministre du travail, Xavier Bertrand, au cours d'un entretien accordé au *Figaro* le 6 mai 2008 : « *Le PS manque d'idées, mais ne manque pas d'air. (...) En un an, je n'ai pas entendu une idée nouvelle. (...) On a pas à rougir face à ce qu'on a fait face à des socialistes sans idées, sans projet* » (la première phrase ayant été choisie comme titre de l'entretien par le quotidien).

³²³ Philippe Askenazy, entretien du 17 mars 2008.

³²⁴ Olivier Ferrand, entretien du 31 mars 2008.

³²⁵ Qui avait théorisé pour La République des Idées l'indépendance des chercheurs vis-à-vis des professionnels de la politique, notamment à l'occasion du forum de Grenoble : « *Si je fais ça, c'est fini. S'il y a Ségolène Royal à Grenoble, c'est terminé. On n'est pas la voix de quelqu'un* » (Thierry Pech, entretien du 18 janvier 2008). Au moment de notre rencontre, en janvier 2008, alors qu'il n'avait pas encore rejoint les équipes de Ségolène Royal, Thierry Pech, qui fait désormais également partie de l'équipe de direction de Terra Nova en tant qu'administrateur conseiller, évoquait la possibilité d'« *interpellations plus politiques* » dans le futur mais restait

Terra Nova, qui s'inscrit dans une démarche programmatique pour la gauche, la réforme en cours de la Fondation Jean-Jaurès³²⁶, ne traduisent pas seulement des recompositions à l'œuvre dans l'espace politique³²⁷. Elles ont aussi fonctionné, au moins de manière implicite, comme des opportunités nouvelles pour des intellectuels qui ont pu à cette occasion ajuster leur conception de l'intervention dans l'espace public aux réalités de l'après-2007. Les intellectuels de gauche qui se rapprochent des professionnels de la politique, même s'il faut avoir conscience que ce rapprochement, du moins dans la manière dont il est présenté, ne vaut pas affiliation – participer au « groupe des vingt » n'est pas être l'« intellectuel organique » d'un responsable socialiste³²⁸ –, semblent vouloir non seulement donner plus de poids à leurs diagnostics mais surtout participer à l'élaboration de propositions concrètes. Si un certain nombre d'entre eux, dès avant l'élection présidentielle de 2007, notamment à travers les groupes de réflexion strausskhaniens ou les réseaux ségolénistes, apportaient un soutien à des responsables politiques ou acceptaient, tout au moins, de les rencontrer, il n'en reste pas moins qu'on peut avancer que cette élection, d'une part, en a conduit d'autres à franchir le pas et, d'autre part, a incité nombre d'entre eux à formuler, non plus seulement des diagnostics, mais également des propositions.

Ce mouvement ne signifie en rien qu'il y ait confusion entre le rôle des intellectuels et celui des professionnels de la politique, ni du côté des premiers, ni de celui des seconds³²⁹. Mais il

encore totalement attaché au seul rôle de diagnostic (« *on est pour changer la façon dont on se pose les questions sur la société française* »). Sa participation au « groupe des vingt », alors même qu'il est secrétaire général de La République des Idées, est le symbole d'un mouvement plus large, dans ce groupe d'intellectuels, qui semble être né avec l'élection présidentielle de 2007.

³²⁶ A la tête du conseil d'orientation scientifique (en cours d'élaboration) duquel Daniel Cohen devrait remplacer Dominique Strauss-Kahn, nommé président du Fond Monétaire International. La fondation Jean-Jaurès, fondation politique proche du Parti socialiste, reconnue d'utilité publique le 21 février 1992 (date de sa création officielle) et présidée par Pierre Mauroy, a « *pour buts de favoriser l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier et du socialisme international, de promouvoir les idées démocratiques et humanistes par le débat d'idées et la recherche, de contribuer à la connaissance de l'homme et de son environnement, de mener les actions de coopération économique et culturelle concourant à l'essor du pluralisme et de la démocratie dans le monde* » (article 1^{er} des statuts). Son action est structurée autour de trois axes : coopération internationale, histoire et mémoire et études et recherches. Des groupes de travail sur les problèmes de société, regroupant responsables politiques et syndicaux, experts, hauts fonctionnaires et universitaires et dont les conclusions sont publiées par la fondation Jean-Jaurès et l'éditeur Plon sous la forme de rapports de quatre-vingt pages, ont été, depuis 2000, mis en place dans le cadre du troisième axe.

³²⁷ Recompositions liées notamment à la nomination de Dominique Strauss-Kahn à la tête du FMI et à la place nouvelle prise à gauche par Ségolène Royal après sa candidature à l'élection présidentielle.

³²⁸ C'est ce que souligne Philippe Aghion, animateur du « groupe des vingt », cité par *Le Point* : « *Mes idées appartiennent à tout le monde. J'ai rencontré il y a quelques jours Dominique Strauss-Kahn au FMI. Je lui ai dit que, s'il voulait venir à nos réunions, il serait le bienvenu, comme le sont d'ailleurs Pierre Moscovici ou Bertrand Delanoë !* » (« Ségolène et ses disciples », *Le Point*, n°1854, 27 mars 2008). On retrouve d'ailleurs des membres du « groupe des vingt » dans des réunions d'autres responsables socialistes afin de les éclairer dans la rédaction de leurs contributions en vue du Congrès de novembre 2008.

³²⁹ « *Nous c'est nous, vous c'est vous. Nous nous ne sommes pas des intellos, mais des politiques que les idées intéressent. Vous, vous n'avez pas à vous mouiller dans les conneries du PS* » (Sophie Bouchet-Petersen, entretien du 27 mai 2008). Le rapport entre les intellectuels et les professionnels de la politique prend ainsi la

traduit l'instauration d'une relation nouvelle entre intellectuels et politiques, avec deux dimensions : une collaboration plus étroite et la formulation par les intellectuels, au-delà des diagnostics, de propositions. S'il n'y a pas confusion, cette réalité pose toutefois la question des conditions de l'hétéronomie des intellectuels. A quel titre, en effet, interviennent-ils dans le débat public, quelles sont les possibilités de ces interventions et quelles sont les conséquences en retour dans l'espace intellectuel ?

Les conditions de l'hétéronomie des intellectuels³³⁰

La question des conditions de l'hétéronomie des intellectuels, c'est-à-dire des conditions de leurs interventions hors de l'espace intellectuel – interventions qui, même si elles se font au nom des valeurs de l'espace intellectuel et grâce à l'autorité acquise dans cet espace, les obligent à se soumettre à des règles qui ne sont pas celles régissant cet espace –, se pose de deux points de vue différents bien que complémentaires : celui, d'une part, des contraintes liées à la réception journalistique ; celui, d'autre part, des contraintes liées à la participation à l'espace politique. Si, pour Pierre Bourdieu, « *les écrivains, les artistes et les savants se sont affirmés pour la première fois comme intellectuels lorsque, au moment de l'affaire Dreyfus, ils sont intervenus dans la vie politique en tant que tels, c'est-à-dire avec une autorité spécifique fondée sur l'appartenance au monde relativement autonome de l'art, de la science et de la littérature, et sur toutes les valeurs associées à cette autonomie* »³³¹, cette intervention suppose néanmoins, d'une part, l'acceptation partielle des règles du jeu de l'espace politique et peut avoir, d'autre part, des répercussions directes dans l'espace intellectuel. Si c'est à partir de leurs compétences scientifiques, nous l'avons souligné, que les intellectuels se sentent autorisés à participer au débat public, si ces compétences sont l'une des conditions de leur réception dans les espaces journalistique et politique³³², cette participation, si elle procure

forme d'un contrat qui n'est pas sans évoquer, même si les termes du marché sont différents, le « contrat implicite » passé entre intellectuels et parti communiste. Sur ce dernier, on peut se référer à Frédérique Matonti, « Les "bricoleurs" : les cadres politiques de la raison historique : l'exemple de La Nouvelle critique », *op. cit.*

³³⁰ « *Après la défaite de 1940, [Romain Rolland] eut ce mot à propos d'Alphonse de Chateaubriand : "Jamais un idéaliste ne devrait se prêter à la politique. Il en est toujours la dupe et la victime. On se sert de lui, comme de réclame pour couvrir la boîte aux ordures, aux friponneries et aux méchancetés"* » (Michel Winock, *Le siècle des intellectuels*, *op. cit.*, p. 282).

³³¹ Pierre Bourdieu, *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, *op. cit.*, p. 462.

³³² « *Il faut mieux le bon chercheur que le troisième couteau qui a lu le bouquin de travers* » (Sophie Bouchet-Petersen, entretien du 27 mai 2008). Le même type de remarque est fait par Emmanuelle Mignon, dans un entretien accordé à la revue *Mouvements* : « *Comment Emmanuelle Mignon choisit-elle ses interlocuteurs parmi les chercheurs ? "On a toujours cherché à avoir les meilleurs, ceux qui ont une vraie pensée". Pourquoi un tel*

aux intellectuels certains bénéfiques, a également des règles et par conséquent un coût qu'il leur faut assumer.

La « propension à tenir le rôle public de l'intellectuel »

La participation au débat public passe, pour des intellectuels de gauche contemporains qui interviennent généralement à partir de leurs domaines de compétences spécifiques, par des activités de « valorisation et de diffusion de la recherche »³³³, prenant le plus souvent la forme d'interventions dans l'espace journalistique³³⁴. Les médias, note Pierre Rosanvallon dans un entretien accordé au *Monde* le 20 mai 2006, « ont un rôle essentiel à jouer dans la campagne d'idées » et « peuvent être un des instruments de cristallisation »³³⁵, en ce qu'ils sont un lien entre les analyses des chercheurs et les professionnels de la politique. Nous avons souligné l'importance jouée par le relais journalistique en ce qui concerne les travaux de La République des Idées. Certaines contraintes en découlent cependant. La diffusion médiatique de travaux scientifiques implique que ces derniers soient présentés sous une forme adaptée à cette diffusion – sorte de cahier des charges implicite à laquelle répondent par exemple les titres courts et synthétiques de La République des Idées –, et obéissent par conséquent aux exigences journalistiques, les intellectuels dépendant *in fine* quant à cette diffusion des choix internes à (et donc des préférences de) l'espace journalistique³³⁶. Se pose de plus, au-delà de cette question de forme, une question de fond.

*goût pour les auteurs de La République des Idées ? "Parce qu'ils pensent !" » (« L'hémisphère droit. Comment la droite est devenue intelligente », *Mouvements*, n°52-2007).*

³³³ La diffusion et la valorisation de la recherche, notamment à destination du grand public, font partie, dans le mandat 2004-2008 du CNRS, des critères d'évaluation des chercheurs. La section de sociologie précise néanmoins que, si elle « veillera à prendre en compte (...) les travaux d'expertise et les activités liées à la vulgarisation et à la diffusion de la culture scientifique », l'évaluateur devra « veiller à distinguer les contributions qui contribuent à valoriser les résultats de recherche dans le grand public d'interventions médiatiques simplificatrices et réductrices qui peuvent contribuer à brouiller l'image [des disciplines] ». Ici apparaît un problème essentiel auquel peuvent être confrontés les chercheurs de par leurs interventions dans le débat public, celui des conséquences d'une vulgarisation trop poussée dans l'espace intellectuel lui-même.

³³⁴ Pierre Bourdieu souligne, dans *Homo academicus*, nous l'avons cité en introduction, l'importance liée, pour les intellectuels contemporains, à la visibilité journalistique : « aujourd'hui la visibilité journalistique, elle-même liée à la fréquence des interventions hors du champ de production restreinte (ou du champ universitaire), notamment dans la politique (par la pétition, la manifestation, etc.), est une composante majeure de la définition de l'intellectuel » (Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, *op. cit.*, pp. 281-282).

³³⁵ « Conjurant l'impuissance politique », *Le Monde*, 20 mai 2006.

³³⁶ « La propension à tenir le rôle public de l'intellectuel implique, au travers de la propension corrélative à répondre à la demande journalistique (qui varie comme la visibilité, elle-même partiellement liée à la propension à se faire voir et bien voir), une forme de dépendance à l'égard du champ journalistique (...), donc une forme de reconnaissance de fait de la légitimité de ses verdicts » (Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, *op. cit.*, pp. 281-282).

Les médias, outils de transmission, sont, d'une part, nécessairement des outils de transformation des propos et supposent, d'autre part, des propos adaptés à leurs règles de fonctionnement propres. Ces règles font ainsi de la capacité de simplification des résultats obtenus un des critères de jugement – et donc du choix de diffusion – des travaux des chercheurs. La réception dans l'espace journalistique de *L'égalité des possibles* d'Eric Maurin a été, nous l'avons remarqué, relativement limitée. Or, Alain Beuve-Méry a souligné dans *Le Monde* qu'il s'agissait d'un « *petit livre synthétique mais parfois abscons* », ce qui n'est sans doute pas sans lien³³⁷. A l'inverse, c'est l'accessibilité de *27 questions d'économie contemporaine* qui est louée dans l'article qui est consacré à ce livre dans *Le Monde* au moment de sa parution : « *[c'est] le genre de livre qui devrait réconcilier avec l'économie ceux qui disent n'y rien comprendre. Comme l'expliquent dans l'introduction ses deux pilotes, Philippe Askenazy (...) et Daniel Cohen (...), les thèmes choisis n'ont rien "d'ésotérique" (...). De plus, les interrogations soulevées par l'équipe d'économistes qui collaborent à cette somme pédagogique sont bien ancrées dans le réel* »³³⁸. Denis Clerc insiste dans *Alternatives économiques* sur les qualités pédagogiques de l'ouvrage³³⁹. Jean-Gabriel Fredet, quant à lui, rend hommage dans *Le Nouvel Observateur* à des contributions grâce auxquelles « *les casse-tête de la finance mondiale ou de la chute du dollar deviennent brusquement intelligibles* »³⁴⁰. Si ce sont à partir des règles propres à l'espace intellectuel que sont produits les ouvrages des intellectuels de gauche contemporains à destination du grand public, les conditions de leur réception dans l'espace journalistique sont déterminées par l'adéquation ou la non-adéquation de leur contenu aux exigences médiatiques. Une intervention dans le débat public relayée par l'espace journalistique suppose donc pour eux, non de se soumettre, mais d'accepter de répondre à ces exigences. Le refus de cette contrainte est d'ailleurs l'une des justifications avancées par les chercheurs qui restent en marge de l'espace journalistique : « *le travail que je fais me laisse penser que les choses sont assez nuancées. Or les interventions médiatiques se prêtent difficilement à ce genre de nuances. Je me sens très mal à l'aise vis-à-vis de ce genre d'interventions. (...) Le fonctionnement des médias n'est pas compatible avec le*

³³⁷ « L'égalité des possibles d'Eric Maurin », Alain Beuve-Méry, *Le Monde*, 19 mars 2002.

³³⁸ « Saines interrogations », Marie-Béatrice Baudet, *Le Monde*, 16 avril 2008. L'article est d'ailleurs sous-titré « comment rendre accessibles à tous des travaux de chercheurs en économie ».

³³⁹ « 27 questions d'économie contemporaine », Denis Clerc, *Alternatives économiques*, n°269, mai 2008.

³⁴⁰ « Le grand retour du terrain », Jean-Gabriel Fredet, *Le Nouvel Observateur*, n°2265, 3 avril 2008. Notons qu'à l'occasion de la parution de *27 questions d'économie contemporaine* *Le Journal du dimanche* a consacré un portrait à Daniel Cohen (« Economiste multiscartes », 16 mars 2008), qui a été l'invité de « L'économie en questions » sur France culture le 17 mars (en compagnie de Philippe Askenazy), de « Ce soir ou jamais » sur France 3 le 18 mars et du « Monde des livres » sur LCI le 10 avril. *27 questions d'économie contemporaine* a par ailleurs été présenté sur France 3 le 30 avril dans l'émission « Un livre un jour ».

fonctionnement scientifique »³⁴¹. La diffusion des recherches dans l'espace journalistique est en effet dans cette perspective perçue comme trop contraignante pour les conditions de production dans l'espace intellectuel. Ainsi, Jean Tirole « *crain*t qu'une exposition médiatique ne l'oblige à trop simplifier son propos », crainte qu'il exprime également à propos de la participation à l'espace politique : « *"une proximité avec le monde politique peut faire perdre de vue que nous utilisons un corpus scientifique pour nous exprimer"*, explique-t-il »³⁴². Si des contraintes semblables peuvent être liées pour les intellectuels de gauche contemporains à la participation aux espaces journalistique et politique – notamment quant à la forme prise par les interventions –, la participation au second a néanmoins des conséquences spécifiques.

« *Accepter les impératifs de l'univers politique* »³⁴³

Un positionnement coûteux dans l'espace intellectuel

En effet, la participation à l'espace politique suppose non seulement de la part des intellectuels concernés le respect d'un certain nombre de règles du jeu de cet espace³⁴⁴, mais elle peut de plus avoir en retour des conséquences sur leur position à l'intérieur de l'espace intellectuel, conséquences qui sont susceptibles de prendre la forme de coûts symboliques mais également matériels. Si aucune forme de disqualification liée à l'engagement politique n'a, à l'occasion des entretiens conduits dans le cadre de cette enquête, été évoquée, il n'en reste pas moins que la participation au jeu politique³⁴⁵, notamment lorsqu'elle prend pour un intellectuel la forme du conseil à un professionnel de la politique, peut être à la source d'une stigmatisation de cet intellectuel dans l'espace intellectuel, stigmatisation dont il s'agit donc

³⁴¹ Eve Caroli, entretien du 9 mai 2008.

³⁴² « Jean Tirole, le quotidien en équations », *Le Monde*, 21 septembre 2007. C'est sur cet article que nous nous sommes appuyés supra (cf. note 126).

³⁴³ « *Une double tentation saisit l'homme de l'esprit. Ou rester dans le monde de la pureté idéale, qui est celui du langage – mais au risque de s'isoler et de rester sans prise sur le monde. Ou accepter trop bien les impératifs de l'univers politique, choisir son camp, devenir partisan, savoir se taire ou parler toujours à bon escient – au risque cette fois de n'être plus qu'un auxiliaire de police ou un fonctionnaire des espérances en suspens, un gestionnaire plus ou moins zélé du pouvoir – fût-ce celui d'un parti d'opposition. Penser la politique radicalement, c'est le plus souvent choisir l'impossible ; mais accepter la politique telle qu'elle va ne requiert que l'alliance des orateurs et des experts : les hommes de pensée y ont-ils leur place ?* » (Michel Winock, *Le siècle des intellectuels*, op. cit., p. 758).

³⁴⁴ Même si, nous l'avons souligné, le « contrat » passé entre les intellectuels de gauche et les professionnels de la politique les « protège » des contraintes purement politiciennes (cf. supra note 329).

³⁴⁵ Participation qui, qu'elle soit valorisée ou dévalorisée, est considérée comme un élément important appelant, de la part d'un intellectuel, une justification : « *A cette époque là, moi je n'avais pas encore sorti Repenser la solidarité, je pense que je n'étais pas formellement identifié, catalogué comme, parce que j'avais été relativement discret jusque là, d'ailleurs certains amis qui étaient au PS me disaient "mais jusque là tu ne t'étais pas engagé, pourquoi tu l'as fait à cette occasion, etc."* » (Serge Paugam, entretien du 11 janvier 2008).

de mesurer l'ampleur et les conséquences³⁴⁶. Le fait même que cette stigmatisation ne soit jamais dite est significatif d'une volonté de préserver l'espace intellectuel des répercussions que peut avoir une association à l'espace politique, alors même qu'il n'y est en réalité pas étanche³⁴⁷. C'est ainsi sur l'absence d'une quelconque relation de cause à effet entre son choix d'apporter un soutien direct à Ségolène Royal au cours de la campagne présidentielle et sa démission de la direction de l'Ecole d'Economie de Paris en avril 2007 que Thomas Piketty, interrogé sur les raisons de cette démission, insiste : « *Le conseil d'administration de l'Ecole est tenu par des scientifiques. Il n'y a pas eu d'interférences, et encore une fois ma décision était prise de longue date* »³⁴⁸. L'espace intellectuel – symbolisé ici par les scientifiques du conseil d'administration – aurait donc été indifférent à la participation de Thomas Piketty à l'espace politique. Pourtant, en justifiant cette participation par le fait d'être redevenu un « simple chercheur » et de n'être donc plus responsable d'une institution scientifique, Thomas Piketty laisse entendre qu'absence d'interférences ne signifie toutefois pas étanchéité des espaces politique et intellectuel : « *C'est parce que j'avais décidé de passer la main que je me suis permis de prendre position dans la campagne. En tant que directeur, on a un devoir de réserve, mais un chercheur peut – et à mon sens doit – participer au débat économique et social. Redevenir un chercheur à plein temps me permet de me libérer pour des recherches et de retrouver ma liberté de parole. Je voulais m'exprimer sans toutefois entraîner l'institution derrière moi* »³⁴⁹. En réalité, que les prises de position de Thomas Piketty en faveur de la candidate socialiste aient joué dans cette démission ou, comme il l'affirme, que cette démission ait reflété un choix personnel fait de longue date mais qui a cependant permis sa prise de parole publique, c'est-à-dire que son intervention dans l'espace politique ait

³⁴⁶ Interrogé par un journaliste de *L'Express* sur le risque d'étiquetage qui pourrait être lié à sa nomination à la tête du conseil d'orientation scientifique de la fondation Jean-Jaurès, Daniel Cohen répond par une pirouette : « *Ne craignez-vous pas d'être étiqueté à gauche ? – Ce ne serait pas un scoop* » (*L'Express*, 13 mars 2008). Sur la notion de stigmaté, on pourra se référer à Erving Goffman, *Stigma. Notes on the management of spoiled identity*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1963, qui montre qu'un individu est stigmatisé du fait de la possession d'une caractéristique jugée négativement par rapport aux normes sociales et qui l'empêche d'être pleinement accepté par la société (« *An individual who might have been received easily in ordinary social intercourse possesses a trait than can obtrude itself upon attention and turn those of us whom he meets away from him, breaking the claim that his other attributes have on us. He possesses a stigma, an undesired differentness from what we had anticipated* », p. 5).

³⁴⁷ Association que les intellectuels cherchent d'ailleurs parfois à minorer. Ainsi de Thomas Piketty qui, certes en mai 2006, affirmait : « *Mes contacts avec les politiques ? Pas plus de 0,1% de mon temps* » (« Ces intellos qui veulent changer la gauche », *Le Nouvel Observateur*, n°2166, 11 mai 2006).

³⁴⁸ Entretien avec Thomas Piketty, Observatoire Boivigny, 3 avril 2007.

³⁴⁹ *Ibid.*

déterminé ou ait été déterminée par un aspect de sa situation dans l'espace intellectuel, des relations étroites semblent exister entre les deux dimensions³⁵⁰.

La nature de ces interactions est éclairée par le témoignage de Laurent Bouvet qui, tentant de restituer en tant que politiste son expérience, de 1998 à 1999, de rédacteur en chef de la *Revue socialiste*, met en lumière les mécanismes de stigmatisation dans l'espace intellectuel liés à l'occupation d'un tel poste³⁵¹ : « *Dans le milieu universitaire, l'animation de la revue théorique d'un parti est plutôt mal considérée. Les critiques ont été nombreuses à cet égard. Celui ou celle qui accepte de jouer ce rôle sera immédiatement considéré par la plupart de ses pairs comme "déviant" car compromis avec le milieu politique. Il ne sera pas considéré pour le travail concret qu'il accomplit – il ne sera, bien souvent, même pas lu ! –, c'est-à-dire, dans le cas qui nous occupe, un travail d'introduction des débats, de rapprochement et de confrontation des travaux universitaires avec la pratique politique, mais pour le simple fait qu'il s'engage politiquement – et que par conséquent, mécaniquement, sa production intellectuelle soit marquée par cet engagement* »³⁵². Non seulement la stigmatisation prend la forme d'une déconsidération et est source de critiques dans un espace intellectuel à l'intérieur duquel la « normalité » passe par l'absence de liens avec le milieu politique³⁵³, mais elle a de plus un effet sur la manière dont est perçue, à l'intérieur de l'espace intellectuel, la « production intellectuelle » de celui qui a établi de tels liens. La participation au jeu politique joue en effet comme un filtre qui modifie la lecture de cette production.

Si cet exemple illustre une situation particulière d'engagement politique, la direction de la revue théorique d'un parti politique, dans laquelle sont étroitement imbriquées la production

³⁵⁰ Quelque soit la nature exacte du lien entre la démission de Thomas Piketty et son engagement auprès de Ségolène Royal, il est intéressant de noter que plusieurs chercheurs considèrent que la première est une conséquence directe du second. Ainsi de l'un d'entre eux qui a fait la remarque, à propos des efforts consacrés par Thomas Piketty à l'École d'Économie de Paris, que « *son inféodation politique lui a tout fait perdre* ». Au-delà du seul cas de Thomas Piketty, alors que l'École d'Économie de Paris fait aujourd'hui face à des difficultés de financement – dans le temps même où l'École d'économie de Toulouse (fondation Jean-Jacques Laffont-Toulouse sciences économiques), son concurrent français direct, a levé pour son inauguration en juin 2008, en plus des 12,8 millions d'euros de la dotation de l'État, 33 millions d'euros de fonds privés (soit huit fois plus que l'EEP un an auparavant), qui seront doublés par l'État qui s'est engagé à verser un euro par euro investi par le privé dans des fondations de recherche –, un certain nombre de chercheurs de cette école n'hésitent plus à affirmer que ces difficultés sont liées à la participation trop visible à l'espace politique de plusieurs économistes qui aurait donné à l'EEP l'image d'une institution « *à la traîne du Parti socialiste* ».

³⁵¹ Laurent Bouvet, « Rédacteur en chef de la *Revue socialiste* : un politiste en politique », *op. cit.*. La nature de l'exercice – il s'agit d'un travail de chercheur mené sur sa propre expérience – n'est pas étrangère au fait que la stigmatisation de l'intellectuel engagé en politique soit exposée ici.

³⁵² *Ibid.*

³⁵³ Critiques que l'on retrouve, sous la forme un peu masquée d'un constat poli, dans ce regard porté par un économiste de l'École d'Économie de Paris sur les interventions de certains de ses collègues dans l'espace public : « *J'ai une position de prudence extrême, voire excessive. (...) Mais l'expérience de mes collègues me laissent penser qu'ils disent des bêtises. (...) Les interventions directes sont un peu comme les interventions d'un physicien théoricien qui irait dire à Air France comment construire ses avions* ».

intellectuelle et la participation à l'espace politique – la pratique politique prenant ici la forme d'un travail en lien avec le travail universitaire³⁵⁴ –, et que c'est donc en gardant à l'esprit cette particularité qu'il faut lire les stigmatisations qu'elle donne à voir, si les intellectuels de gauche contemporains ne prennent pas, de par leur engagement politique, le risque « *de se fusiller comme intellectuels* »³⁵⁵, notamment car, comme nous avons tenté de le montrer, leurs interventions se font le plus souvent à partir de leurs domaines de compétence et sur les bases de résultats produits conformément aux exigences académiques, il n'en reste pas moins que la participation au jeu politique peut être une source de stigmatisation à l'intérieur de l'espace intellectuel³⁵⁶, ou du moins de déconsidération³⁵⁷.

Un coût pour quels bénéfices ?

S'exprime d'ailleurs en creux, même s'il n'est jamais évoqué explicitement, la conscience d'un risque potentiel de stigmatisation. N'est-ce pas en effet pour échapper à une telle stigmatisation que Thomas Philippon plaide avec tant d'insistance pour « *une séparation à l'américaine* » ? « *La République des idées c'est une collection avec des intellectuels qui prennent des positions publiques donc qui a un côté politique, c'est très bien. Ici c'est un centre de recherche en économie donc il ne doit pas y avoir de politique. Moi je suis pour faire une séparation des deux. Donc je ne veux surtout pas qu'on mélange* »³⁵⁸. Ce refus catégorique du mélange ne signifie-il pas qu'un tel mélange n'est pas tout à fait à exclure ? De même, lorsque Philippe Askenazy affirme qu'il hurlerait si quelqu'un présentait ses articles

³⁵⁴ Ainsi, pour Laurent Bouvet, la Revue socialiste devait s'attacher « *à recenser et à publier régulièrement des travaux menés par de jeunes chercheurs sur le socialisme et la social-démocratie (doctrine, partis, sociologie électorale, études comparées...)* afin de créer un lien renouvelé avec la communauté intellectuelle, tout en apparaissant comme un instrument de publication utile et efficace, y compris pour des universitaires » (Laurent Bouvet, « Rédacteur en chef de la Revue socialiste : un politiste en politique », *op. cit.*).

³⁵⁵ Risque auquel devaient faire face les « philosophes de parti » du Parti communiste, « *condamnés à produire une théorie ajustée aux luttes politiques, c'est-à-dire a priori en contradiction avec toutes les valeurs et toutes les pratiques qui président au fonctionnement du champ philosophique* » : « *en effet, en cas de désaccord politique (...), l'illusion liée au rôle de philosophe de parti se dissipe, et la stigmatisation à terme inévitable apparaît : "on se rend compte qu'on est en train de se fusiller comme intellectuels"* » (Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes, essai sur l'obéissance politique. La Nouvelle Critique (1967-1980)*, *op. cit.*, respectivement pp. 203-204 et p. 247).

³⁵⁶ La dénonciation de la participation d'un intellectuel à l'espace politique est parfois même le fait de ceux qui, dans l'espace intellectuel, sont engagés politiquement sous une autre forme ou auprès d'un autre bord politique. C'est ainsi que Thomas Philippon rappelle la réaction de certains économistes, qui signeront pourtant la pétition des 27 économistes en faveur de Ségolène Royal, à l'article d'Olivier Blanchard dans lequel il explique les raisons pour lesquelles il votera Nicolas Sarkozy (cf. supra note 123) : « *Il y a eu un petit... quand Olivier à publier, on a dit ouais, ce n'est pas le rôle d'un économiste* » (Thomas Philippon, entretien du 14 janvier 2008).

³⁵⁷ Ainsi de cette lecture faite de *La nouvelle question scolaire. Les bénéfices de la démocratisation* (Paris, Seuil, 2007) d'Eric Maurin : « *C'est penser à gauche sous une forme mécanique, linéaire, si on met le résultat auquel on veut arriver avant le diagnostic lui-même. Moi je ne peux pas supporter ça* ».

³⁵⁸ Thomas Philippon, entretien du 14 janvier 2008.

dans les revues sur les trente-cinq heures comme des articles de gauche³⁵⁹, ne laisse-t-il pas entendre qu'une telle hypothèse n'est pas entièrement improbable ?

Si ce risque potentiel de stigmatisation est, consciemment ou inconsciemment, assumé, peut-être est-ce simplement, d'une part, parce que les intellectuels de gauche contemporains pensent le maîtriser et, d'autre part, parce que les contreparties positives de l'engagement dans l'espace politique masquent ses coûts potentiels. Nous avons souligné la dimension pragmatique des motivations qui pouvaient pousser les intellectuels de gauche contemporains à participer au jeu politique, pragmatisme que la défaite socialiste à l'élection présidentielle de 2007 est probablement venue renforcer. Au-delà de cette dimension pragmatique, les intellectuels de gauche contemporains sont sans doute également à travers leur engagement, même s'ils ne l'expriment pas³⁶⁰, à la recherche des émotions particulières que peut procurer la vie politique et qui restent étrangères à l'espace intellectuel³⁶¹.

³⁵⁹ Philippe Askenazy, entretien du 17 mars 2008.

³⁶⁰ Cf. supra note 87.

³⁶¹ Pour une sociologie politique des émotions, on pourra se référer à Philippe Braud, *L'émotion en politique*, Paris, Presses de Science Po, 1996. Source d'émotions, la participation à l'espace politique peut toutefois également être pour les intellectuels à l'origine de déceptions, liées à un sentiment d'instrumentalisation et d'inutilité, qui pourra entraîner des prises de distance : « *C'est un milieu fondamentalement pas intéressant intellectuellement. Bosser pour ces gens là, ça dégoûte vraiment. (...) Je suis moins actif dans différents cénacles de gauche car ça me gave en 2008 de continuer à animer un diagnostic social acquis depuis 1998 et la publication du Destin des générations et à faire face aux mêmes dénégations qu'il y a dix ans* » (Louis Chauvel, entretien du 10 juin 2008).

Conclusion

Le baptême d'une nouvelle figure de l'intellectuel de gauche ?

Mardi 3 mai 2008, 19h, salle des fêtes, mairie du 3^e arrondissement. Soirée privée de lancement de la fondation « Terra Nova ». Ou l'opportunité de revoir plusieurs de ceux, intellectuels ou professionnels de la politique, que j'ai eu la possibilité de rencontrer. Dans le métro, déjà, Patrick Weil, avec lequel je termine le chemin. L'occasion d'échanger sur Terra Nova, sur la fondation Jean-Jaurès (en pleine mutation) également. Il dîne le soir même avec le gouverneur du Texas (un des Etats qui a inspiré sa proposition d'un droit d'entrée en classes préparatoires). Dans la salle des fêtes, Dominique Méda, Thomas Philippon (de passage pour la semaine à Paris), Thierry Pech (qui a été, avec Olivier Ferrand, à l'initiative du projet³⁶²), Olivier Ferrand. J'aperçois aussi, parmi une centaine de personnes, Christophe Bejac (le vice-président de la fondation), Eric Maurin (son directeur scientifique), Marc-Olivier Padis (son directeur éditorial), Laurent Bouvet (membre du collège universitaire) ou encore Jean-Pierre Mignard (membre du collège société civile). Deux discours sont prévus, l'un d'Olivier Ferrand, l'autre de Christophe Béjac, après une brève introduction du maire socialiste du 3^e arrondissement, Pierre Aidenbaum (dont Olivier Ferrand a été l'adjoint).

Le lancement médiatique, commence Olivier Ferrand, a été réussi. La fondation Terra Nova a en effet bénéficié d'un lancement de grandeur ampleur : la une de *Libération* le 13 mai 2008 (« Gauche. Des idées pour changer ») et trois pages intérieures³⁶³, une interview d'Olivier Ferrand dans *Télérama* (« Naissance de Terra Nova, une boîte à idées au service du PS »), des articles dans *Le Monde* (« Terra Nova, une fondation pour "rénover la matrice" de la gauche »), *Les Echos* (« Une nouvelle fondation politique créée à gauche »), *Marianne* (« Terra Nova à la rescousse du PS », « Grand chelem médiatique pour Terra Nova ») et dans *L'humanité* (Un laboratoire pour la gauche ? »)³⁶⁴.

Il faut donc à présent, poursuit-il, débiter le travail intellectuel. C'est sa conception de ce travail qu'il présente dans l'entretien accordé à *Télérama* : il s'agit d'associer les intellectuels

³⁶² Et qui s'apprêterait à quitter La République des Idées (« Une fondation pour rénover », *Libération*, 13 mai 2008).

³⁶³ C'est un dossier spécial que *Libération* consacre au lancement : l'éditorial de Laurent Joffrin (« Changer la donne »), deux articles (« Le nouvel endroit où la gauche pense », « Une fondation pour rénover ») et quatre interviews (Olivier Ferrand sur le logement social dans le privé, Eric Maurin sur l'idée de payer ses études après le diplôme, Philippe Askenazy sur le Smic, Dominique Méda sur l'emploi).

³⁶⁴ Dès le mois de mars 2008, *Le Nouvel Observateur*, qui publie à l'occasion du lancement officiel un « carnet rose » (« My think tank is rich »), avait présenté « L'ovni Terra Nova » (n°2261, 6 mars 2008). Olivier Ferrand a par ailleurs été reçu sur France info et BFM le jour du lancement de la fondation.

à l'élaboration de propositions politiques³⁶⁵. La Fondation Terra Nova est composée d'un conseil d'orientation scientifique (lui-même divisé en trois collèges, universitaire, société civile et international) et d'un cabinet d'experts « réunissant 250 personnalités qualifiées issues de la sphère gouvernementale, de l'entreprise, du monde associatif ». Deux types de production publique ont été prévues : des *policy briefs*, « notes courtes de format "notes de cabinet" », et des essais de fond, « notes longues de format "petit livre" type République des Idées »³⁶⁶. Les premiers, visant « à fournir aux leaders politiques, mais aussi au grand public, une expertise immédiate sur les sujets d'actualité politique ou médiatique », seront écrits par les experts du cabinet (dont une grande partie est issue des grands corps de l'Etat, Cour des comptes, Conseil d'Etat, Inspection des finances), sous la responsabilité scientifique du conseil d'orientation scientifique. Les seconds, rédigés dans le cadre de groupes de travail composés de membres du conseil d'orientation scientifique, de membres du cabinet d'experts et de personnalités politiques et présidés par un des membres du conseil d'orientation scientifique, assurant la responsabilité scientifique du travail produit, sont signés par le président du groupe de travail. Or, ces essais devront répondre à un cahier des charges précis : « orientés vers les solutions politiques (...), ils contiennent des éléments de diagnostic intellectuel, qui ne doivent pas dépasser la moitié du texte, suivi d'un cadre et de propositions programmatiques ».

C'est donc explicitement à l'élaboration de solutions concrètes – il s'agit de « préconstituer le pré-programme à la présidentielle »³⁶⁷ – que les intellectuels de gauche ayant accepté de faire partie de la fondation Terra Nova, c'est-à-dire plus d'un tiers des « trente de Grenoble », vingt-deux intervenants du forum de Grenoble³⁶⁸, vingt des trente-cinq auteurs de La République des Idées³⁶⁹, s'engagent à participer. Cette participation ne prendra pas la forme

³⁶⁵ « Trop d'universitaires, c'est vrai, ont le sentiment de ne pas être écoutés par la gauche, voire d'être instrumentalisés. Les socialistes doivent recréer des passerelles entre la gauche et le monde intellectuel. (...) Un chercheur de niveau international comme l'économiste Eric Maurin, qui a été très sollicité dans les cercles du PS sans avoir le sentiment d'être entendu, rejoint Terra Nova comme directeur scientifique, aux côtés d'une centaine de chercheurs. C'est un signe important. Ces universitaires seront entourés d'experts du monde de l'entreprise, de la fonction publique et du secteur associatif ; ils nous aideront à mettre en forme de nouvelles propositions politiques » (« Naissance de Terra Nova, une boîte à idées au service du PS », Télérama, 13 mai 2005).

³⁶⁶ Tous ces éléments d'information, ainsi que les suivants, sont extraits du dossier de présentation de la fondation Terra Nova, auquel on pourra se référer en annexe.

³⁶⁷ Olivier Ferrand, entretien du 31 mars 2008. Ces solutions concrètes sont destinées, au sein de l'espace politique, à être diffusées auprès du Parti communiste, des Verts, du Parti radical de gauche, du Parti socialiste et du Modem (ensemble des partis présentés comme constitutifs de la « sphère progressiste française »).

³⁶⁸ On pourra se référer supra aux notes 66 et 67.

³⁶⁹ Dix-sept d'entre eux appartiennent au collège universitaire (c'est-à-dire un tiers des membres de ce collège) : Philippe Askenazy, Daniel Cohen, François Dubet, Marie Duru-Bellat, Jean-Paul Fitoussi, Eric Maurin, Dominique Méda, Pierre-Michel Menger, Jean-Louis Missika, Marc-Olivier Padis, Bruno Palier, Thierry Pech,

d'une simple collaboration, les intellectuels étant amenés à signer les essais, c'est-à-dire des textes où le diagnostic n'occupe plus que le statut de point de départ préalable. Il ne s'agit certes à l'heure actuelle que de projets, dont il sera intéressant d'observer la traduction dans les faits. Ils constituent néanmoins une illustration du mouvement à l'œuvre aujourd'hui chez les intellectuels de gauche contemporains que nous avons essayé de dégager, d'autant plus que d'autres éléments, que nous avons rapidement présenté, viennent apporter un éclairage semblable. La mise en place du « groupe des vingt », où se retrouvent côte à côte intellectuels et professionnels de la politique afin de contribuer à l'élaboration d'un programme pour Ségolène Royal en vue du Congrès du PS qui verra à Reims en novembre 2008 la désignation du secrétaire général du parti, s'inscrit en effet dans la même perspective : si la décision appartient en dernier lieu aux professionnels de la politique, les intellectuels n'y proposent plus uniquement leurs diagnostics, mais également leurs solutions. De même, si les mutations actuelles de la fondation Jean-Jaurès ne permettent pas de se prononcer sur ses objectifs futurs et l'orientation que prendront ses travaux, plusieurs éléments laissent penser qu'elle pourrait elle-aussi aller dans le sens de la nouvelle figure de l'intellectuel de gauche actuellement en construction³⁷⁰.

Mardi 3 mai 2008, 19h, salle des fêtes, mairie du 3^e arrondissement. Soirée privée de lancement de la fondation Terra Nova. Dans l'un des groupes qui se forment en attendant le discours d'Olivier Ferrand, quelqu'un lance en souriant le mot « apparatchik ». Simple plaisanterie d'intellectuel sur cette réunion d'intellectuels et de hauts fonctionnaires, sorte de cabinet fantôme démesuré pour une gauche qui depuis six ans n'est plus au pouvoir. Simple plaisanterie qui laisse penser. Qu'attendent les intellectuels de gauche contemporains de ce type de travail ? Que viennent-ils chercher ici ?³⁷¹ « *Que font ici*, dirait Nizan, *ceux qui ont*

Hélène Périvier, Thomas Philippon, Olivier Roy, Bruno Tertrais et Patrick Weil ; deux, Antoine Garapon et Jean Peyrelevade au collège société civile ; un, Gosta Esping-Andersen, au collège international.

³⁷⁰ Notamment le remplacement, à la tête du conseil d'orientation scientifique, de Dominique Strauss-Kahn par Daniel Cohen. Ce conseil sera composé aux deux tiers d'universitaires et de personnalités indépendantes et pour un tiers d'hommes politiques. Même si Daniel Cohen précise qu'il ne s'agit pas « d'écrire à sa place le programme d'un futur candidat » (entretien accordé à *L'Express*, 13 mars 2008), il est significatif qu'un chercheur prenne la tête de ce conseil à la place d'un professionnel de la politique.

³⁷¹ Un élément de réponse est peut-être fourni par Marcel Mauss, évoquant son expérience du mouvement socialiste : « *Les deux intérêts, scientifique et pratique, se multipliaient l'un par l'autre. Car en nous l'ardeur du savant et celle de l'homme politique se mêlaient et s'exaltaient, puisque non seulement c'était le socialisme qu'on invoquait là-bas, mais c'était encore un socialisme qui, entre diverses solutions, ne choisissait que la*

*pour profession de parler au nom de l'Intelligence et de l'esprit ? »*³⁷². Sur écran géant, après le discours, défilent en boucle les photos des membres de la direction, du conseil d'orientation scientifique, du cabinet d'experts. Olivier Ferrand n'a-t-il pas lancé un très attendu « Terra Nova... c'est vous ! » ? Chez les intellectuels présents pointent surtout la curiosité et l'amusement, le plaisir de se retrouver aussi, un brin de scepticisme peut-être. La volonté d'afficher un certain détachement. Comme si tout cela avait peu d'importance. Ils sont là pourtant. Et peut-être sont-ils là en train de construire une nouvelle figure de l'intellectuel de gauche.

nôtre, l'organisation professionnelle » (Marcel Mauss, « Socialisme et bolchevisme », p. 210, cité in Florence Weber, « Un texte politique de Marcel Mauss », *Critique*, n°445-446, juin-juillet 1984, p. 547 note 12).

³⁷² Paul Nizan, *Les chiens de garde* (1932), Marseille, Agone, 1998, p. 138.

Bibliographie

Bibliographie générale :

Catherine ACHIN et alii, *Sexes, genre et politique*, Paris, Economica, 2007

Perry ANDERSON, *La Pensée tiède. Un regard critique sur la culture française*, Paris, Seuil, 2005

Stéphane BEAUD, Joseph CONFAVREUX, Jade LINDGAARD (dir.), *La France invisible*, Paris, La Découverte, 2006

Jean-Jacques BECKER, "L'homme de gauche au XX^e siècle", in Jean-Jacques Becker, Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches*, Paris, La Découverte, tome 2, 2005 (réed.), pp. 723-736

Maurice BLANCHOT, *Les Intellectuels en question : ébauche d'une réflexion*, Paris, Fourbis, 1996

Louis BODIN, *Les intellectuels*, Paris, PUF, 1964

Frédéric BON, Michel-Antoine BURNIER, *Les nouveaux intellectuels*, Paris, Cujas, 1966

Pierre BOURDIEU, *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984

Pierre BOURDIEU, *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1992

Pierre BOURDIEU, *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993

Pierre BOURDIEU, *Méditations pascalienues*, Paris, Seuil, col. Liber, 1997

Pierre BOURDIEU, « L'intellectuel négatif », in *Contre-feux*, Paris, Raisons d'agir, 1998

Pierre BOURDIEU, « Pour un savoir engagé », in *Contre-feux 2*, Paris, Raisons d'agir, 2001

Pierre BOURDIEU, *Interventions. 1961-2001, sciences sociales et action politique*, Marseille, Agone, 2002

Laurent BOUVET, « Rédacteur en chef de la Revue socialiste : un politiste en politique », *Le Banquet*, n°17-2002

Christophe CHARLE, *Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, Paris, Minuit, 1990

Jean-Gabriel CONTAMIN, « Genre et modes d'entrée dans l'action collective. L'exemple du mouvement pétitionnaire contre le projet de loi Debré », *Politix*, n°78-2007, pp. 13-37

Régis DEBRAY, *Le pouvoir intellectuel en France*, Paris, Ramsay, 1986

François DUBET, Farhad KHOSROKHAVAR, Didier LAPEYRONNIE, Alain TOURAINÉ, Michel WIEVIORKA, *Le grand refus. Réflexions sur la grève de décembre 1995*, Paris, Fayard, 1996

Delphine DULONG, « Quand l'économie devient politique. La conversion de la compétence économique en compétence politique sous la V^e République », *Politix*, n°35-1996, pp. 109-130

Julien DUVAL et alii., *Le « décembre » des intellectuels français*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 1996

Michel FOUCAULT, *Dits et écrits (1954-1988)*, Paris, Gallimard, 1994

Brigitte GAITI, « Des ressources politiques à valeur relative : le difficile retour de Valéry Giscard d'Estaing », *Revue française de science politique*, n°40-1990, pp. 902-917

Daniel GAXIE, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, n°27-1977, pp. 123-154

Boris GOBILLE, « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 1968. Capital politique, capital littéraire et conjoncture de crise », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°158, 2005/3, pp. 30-61

Nathalie HEINICH, « Façons d'"être" écrivain : l'identité professionnelle en régime de singularité », *Revue française de sociologie*, n°36-1995, pp. 499-524

Philippe d'IRIBARNE, « Comment l'économie assure-t-elle sa clôture ? », *Revue du MAUSS*, n°15-16, 1992, pp. 58-78

Frédéric LEBARON, « La dénégation du pouvoir. Le champ des économistes français au milieu des années 1990 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°119-1997, pp. 3-26

Frédéric LEBARON, *La croyance économique. Les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil / Liber, 2000

Gérard LECLERC, *Sociologie des intellectuels*, Paris, PUF, 2003

Frédéric LORDON, « Le désir de faire science », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°119-1997, pp. 27-35

Frédérique MATONTI, « Les "bricoleurs" : les cadres politiques de la raison historique : l'exemple de La Nouvelle critique », *Politix*, n°36-1996, pp. 95-114

Frédérique MATONTI, « Artistes, culture et intellectuels de gauche », in Jean-Jacques Becker, Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches*, Paris, La Découverte, tome 2, 2005 (rééd.), pp. 684-702

Frédérique MATONTI, *Intellectuels communistes, essai sur l'obéissance politique. La Nouvelle Critique (1967-1980)*, Paris, La Découverte, 2005

Paul NIZAN, *Les chiens de garde* (1932), Marseille, Agone, 1998

Gérard NOIRIEL, *Les fils maudits de la République : l'avenir des intellectuels en France*, Paris, Fayard, 2005

- Michel OFFERLE, « « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIII^e-XXI^e siècles) », *Politix*, n°81-2008, pp. 181-202
- Pascal ORY, Jean-François SIRINELLI, *Les Intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986
- Louis PINTO, *L'intelligence en action : Le Nouvel Observateur*, Paris, Métailié, 1984
- Rémy RIEFFEL, *Les Intellectuels sous la V^e République*, Paris, Calmann-Lévy, CNRS, 1993
- Rémy RIEFFEL, *La tribu des clercs : les intellectuels sous la Ve République, 1958-1990*, Paris, Calmann-Lévy, 1993
- Pierre ROSANVALLON, « Malaise dans la représentation », in François Furet, Jacques Julliard, Pierre Rosanvallon, *La République du centre. La fin de l'exception française*, Paris, Calmann-Lévy, 1988, pp. 131-186
- Pierre ROSANVALLON, *La question syndicale : histoire et avenir d'une forme sociale*, Paris, Calmann-Lévy, 1988
- Pierre ROSANVALLON, *La nouvelle question sociale. Repenser l'Etat-providence*, Paris, Seuil, 1995
- Gisèle SAPIRO, « De l'usage des catégories de "droite" et de "gauche" dans le champ littéraire », *Sociétés & représentations*, « Artistes/politiques », n°11, février 2001, pp. 19-53
- Jean-François SIRINELLI, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1990
- Alain TOURAINE, *Comment sortir du libéralisme ?*, Paris, Fayard, 1999
- Jeannine VERDES-LEROUX, *Le Parti communiste, les intellectuels et la culture*, Paris, Minuit, 1983-1987
- Florence WEBER, « Un texte politique de Marcel Mauss », *Critique*, n°445-446, juin-juillet 1984, pp. 542-547
- Max WEBER, *Le savant et le politique*, trad. de l'all. Par Catherine Colliot-Thélène, Paris, La Découverte, 2003
- Michel WINOCK, *La fièvre hexagonale. Les grandes crises politiques (1871-1968)*, Paris, Calmann-Lévy, 1986
- Michel WINOCK, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1999 (rééd.)

Quelques titres parus au Seuil / La République des Idées :

Philippe ASKENAZY, *Les désordres du travail : enquête sur le nouveau productivisme*, Paris, Seuil / La République des Idées, 2004

Louis CHAUVEL, *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Seuil / La République des Idées

Daniel COHEN, *Trois leçons sur la société post-industrielle*, Paris, Seuil / La République des Idées

Marie DURU-BELLAT, *L'inflation scolaire. Les désillusions de la méritocratie*, Paris, Seuil / La République des Idées, 2006

Daniel LINDENBERG, *Le rappel à l'ordre : enquête sur les nouveaux réactionnaires*, Paris, Seuil / La République des Idées, 2002

Eric MAURIN, *L'égalité des possibles. La nouvelle société française*, Paris, Seuil / La République des Idées, 2002

Eric MAURIN, *Le ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*, Paris, Seuil / La République des Idées, 2004

Dominique MEDA, Hélène PERIVIER, *Le deuxième âge de l'émancipation*, Paris, Seuil / La République des Idées, 2007

Thomas PHILIPPON, *Le capitalisme d'héritiers. La crise française du travail*, Paris, Seuil / La République des Idées, 2007

Pierre ROSANVALLON et alii, *La Nouvelle Critique sociale*, Paris, Seuil / La République des Idées, 2006

Entretiens :

Avec Philippe Askenazy, le 17 mars 2008

Avec Sophie Bouchet-Petersen, le 27 mai 2008

Avec Michel Broué, le 5 novembre 2007

Avec Eve Caroli, le 9 mai 2008

Avec Louis Chauvel, le 10 juin 2008

Avec Olivier Ferrand, le 31 mars 2008

Avec Dominique Méda, le 8 avril 2008

Avec Gérard Noiriel, le 14 janvier 2008

Avec Thierry Pech, le 18 janvier 2008

Avec Serge Paugam, le 11 janvier 2008

Avec Thomas Philippon, le 14 janvier 2008

Avec Patrick Savidan, le 7 mai 2008

Avec Alain Touraine, le 19 février 2008

Avec Patrick Weil, le 15 avril 2008